



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

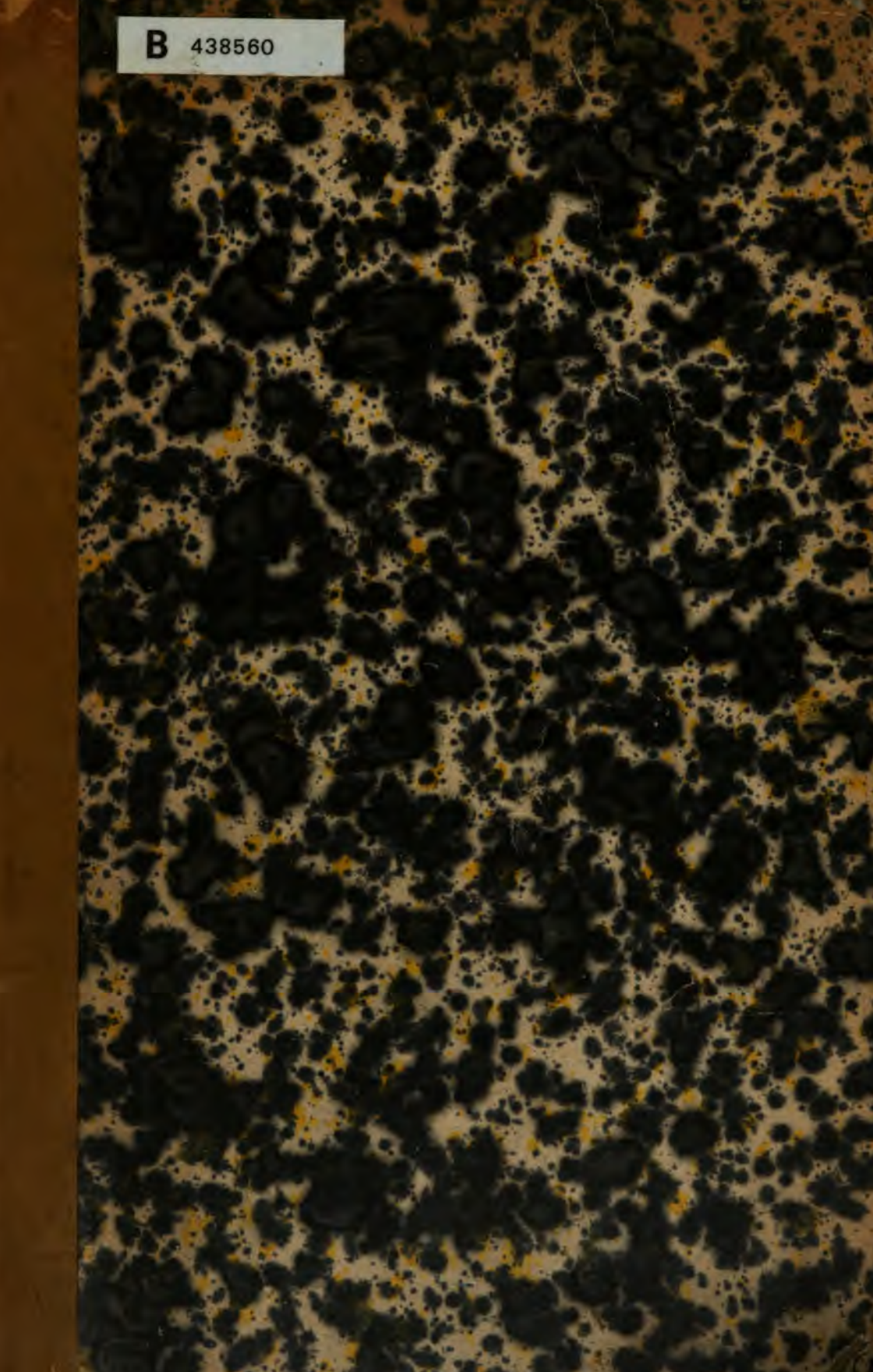
Nous vous demandons également de:

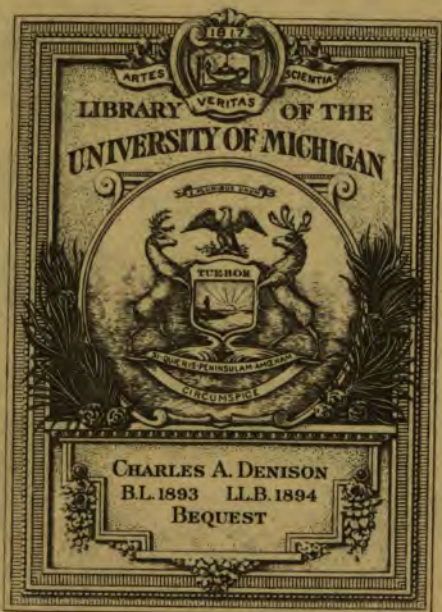
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 438560





CHARLES A. DENISON
BL. 1893 LL.B. 1894
BEQUEST

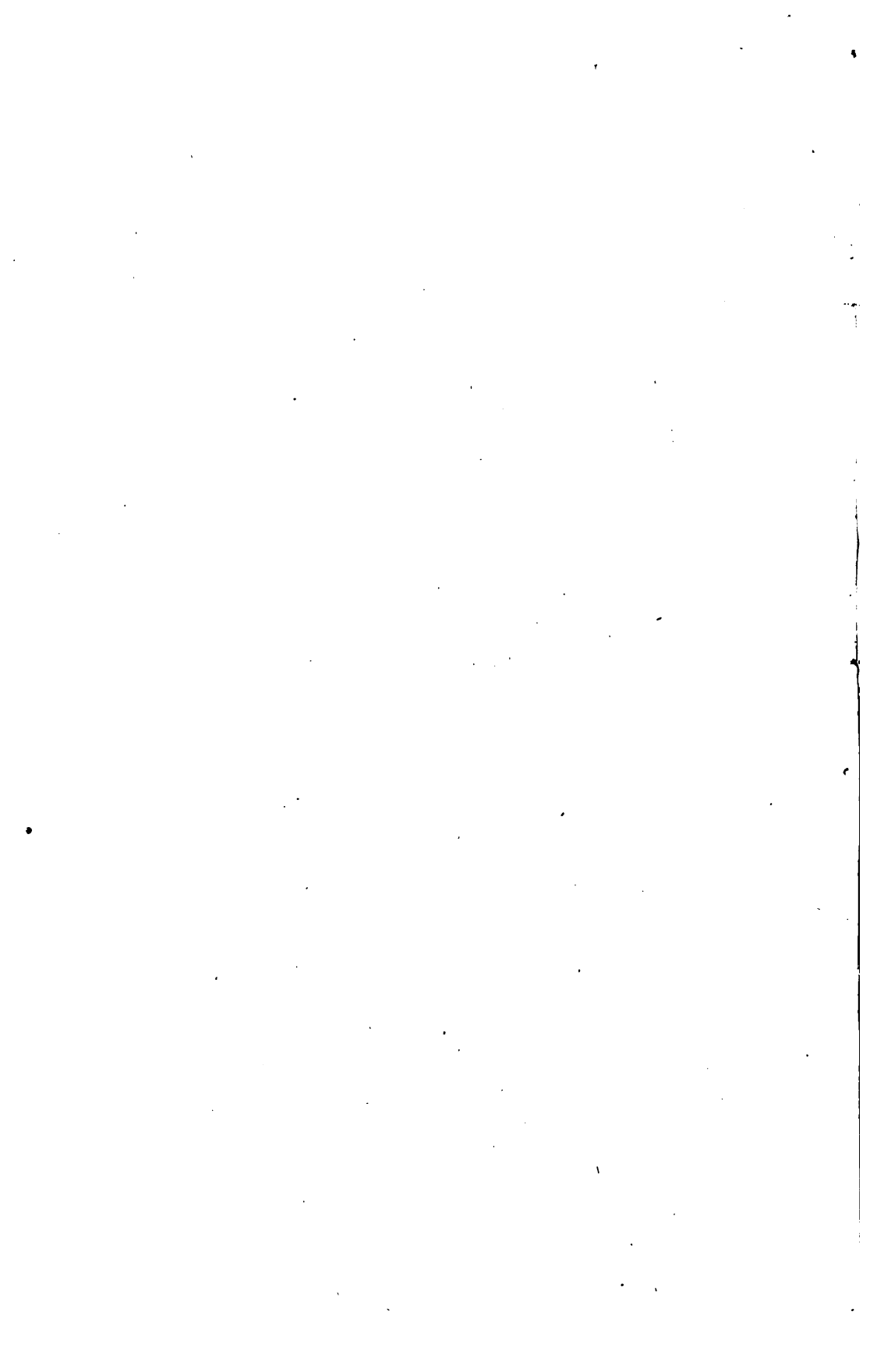


DC

252.5

G9

V.60



CAISSE D'ESCOMPTE
DES
ASSOCIATIONS POPULAIRES

141, RUE SAINT-MARTIN

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES
du 31 mars 1866



BRUXELLES
IMPRIMERIE DE V^e PARENT ET FILS, MONTAGNE DE SION, 17

1866

RECEIVED

RECEIVED

RECEIVED

RECEIVED

RECEIVED

Dénison
magg
3-38-38
35848

CAISSE D'ESCOMPTE

DES

ASSOCIATIONS POPULAIRES

141, RUE SAINT-MARTIN.

Assemblée générale des actionnaires du 31 mars 1865.

RAPPORT PRÉSENTÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Messieurs,

L'état de situation active et passive de notre Société au 31 décembre 1865, dont nous vous avons adressé la copie, peut être présenté de la manière suivante :

D'une part, un actif immédiatement réalisable de 33,128 fr., composé des espèces en caisse, des effets et factures en portefeuille, et des comptes-courants débiteurs, couvrant, et au-delà, un passif immédiatement exigible de 32,000 fr. 75 de comptes-courants créanciers.

D'autre part, un actif non disponible de 73,768 fr. 56, formé de nos avances par traités, de nos frais de premier établissement et loyer par avance et de nos profits et pertes, correspondant à un passif non exigible de 74,895 fr. 81, montant de notre capital versé, de nos dépôts de garantie, des obligations négociées et de leurs intérêts et enfin de nos bénéfices sur avances par traités.

Ce résumé peut, en dernière analyse, se ramener lui-même à l'énonciation de ce fait que nos dépôts en comptes-courants, représentés principalement par le portefeuille des effets, forment le fonds de roulement de notre escompte, et que notre capital réalisé constitue, pour la plus large part, le fonds de roulement de nos prêts à long terme, et à sa représentation dans le portefeuille des obligations qui nous sont remises en échange de nos avances, et qui, au fur et à mesure qu'elles s'écouleront, seront remplacées par de nouvelles. Avant de vous rendre compte successivement et en détail de nos opérations de crédit à long terme et de nos opérations d'escompte, nous croyons vous devoir, au sujet de l'importance donnée aux premières, quelques explications préliminaires.

D'après les termes de l'article 4 de nos statuts, les opérations de la Société consistent « à favoriser notamment la création des

sociétés et groupes dits *associations de crédit, de production et de consommation* en faisant, s'il y a lieu, les premières avances nécessaires à leur constitution, et en recevant des cotisations destinées à la formation d'un fonds commun. » Il ressort de là bien évidemment que la *Caisse d'escompte* est instituée pour rendre au mouvement coopératif non-seulement le service de l'escompte, mais tous les services de banque susceptibles de le favoriser et de l'accroître, et en particulier le service du crédit à long terme.

Toutefois, il est certain qu'au moment où notre Société a été définitivement constituée, nous étions préoccupés surtout de l'idée de faire, au profit des associations populaires, et notamment de celles de crédit, le service de l'escompte, et que nous avions jusqu'à un certain point l'intention de nous maintenir à peu près dans ce rôle, en laissant plus ou moins les sociétés coopératives se fonder avec leurs propres ressources, et en recevant ensuite dans notre portefeuille les effets créés ou endossés par elles. Il convient de noter qu'à ce point de vue, le quart seulement de notre capital, dont le versement est exigé par la loi, pouvait constituer un fonds de roulement largement suffisant.

Telles étaient donc, au début, nos dispositions; mais deux faits importants, en présence desquels nous nous sommes trouvés et dont il nous a fallu tenir compte, les ont sensiblement modifiées.

En premier lieu, nous avons tout de suite pu reconnaître que les associations dites de crédit mutuel qui existent à Paris ne font que peu ou point d'affaires. Bien loin d'avoir à réescompter des valeurs, elles n'ont généralement qu'une fraction minime de leur capital avancée à leurs membres et représentée par du papier en portefeuille. Encore ces avances sont-elles faites, pour la plus grande partie, moins en raison de nécessités industrielles ou commerciales que par suite de circonstances difficiles telles que maladie ou chômage. Le fonds social est le plus souvent destiné à la création d'une association pour la production; et, en attendant que cette destination lui soit donnée, il est employé en achat de diverses valeurs industrielles, quelquefois même en acquisition de propriétés immobilières. Ainsi, l'on peut dire assez exactement, sans nulle arrière-pensée de critique d'ailleurs, et simplement pour constater ce qui existe qu'à Paris les sociétés de crédit mutuel sont surtout des sociétés d'épargne, à de certains égards peut-être des sociétés de secours mutuels, mais qu'elles ne sont que rarement et à un très-faible degré des sociétés de crédit.

D'autre part, à la même époque où cet état de choses nous apparut, les grèves d'ouvriers, si vous vous en souvenez, se multipliaient tous les jours. Chacune de ces grèves, dans chaque corps

d'état, faisait naître la pensée de l'association pour la production. Quant à la réalisation de cette pensée, c'était à nous qu'on en demandait les moyens; de telle sorte enfin, que, tandis que bien peu de personnes songeaient à profiter de nos offres d'escompte, un grand nombre d'autres au contraire sollicitaient de nous des avances à long terme auxquelles nous n'avions pas songé à donner un développement si considérable.

Nous nous vîmes ainsi dans l'alternative ou de rester presque entièrement étrangers, et de paraître par cela même indifférents au mouvement d'association que nous voulions seconder, ou de compléter sans retard notre plan, en joignant au service du crédit à courte échéance par escompte celui du crédit à long terme en vue de subvenir aux besoins des associations de production en voie de formation. C'est à ce dernier parti, comme vous pouvez penser, que nous nous arrêtâmes. Et nous le fîmes avec une résolution d'autant plus ferme que la fondation d'associations de production nous parut le moyen le plus direct, le plus assuré et le plus prompt de faire naître un mouvement de papier coopératif qui pût alimenter notre escompte.

Dans les premiers jours du mois d'avril, à la suite d'un long entretien dont vos administrateurs garderont le souvenir comme d'un moment critique, ou, pour mieux dire, décisif, les délégués des ouvriers chapeliers en grève depuis cinq semaines emportèrent cette promesse de nous que, s'ils trouvaient dans leur corporation 200 personnes consentant à verser immédiatement 10 fr. et s'engageant à en verser 90 autres dans le délai d'un an, la *Caisse d'escompte* avancerait à chacune de ces personnes, sur la garantie solidaire des cinq délégués, 100 fr. pour former le montant des 200 actions d'une société à responsabilité limitée au capital de 20,000 fr. Le surlendemain, nous avions les 200 signatures et les 2,000 fr. de provision. Ce jour-là même, un double traité était signé, et le crédit de 20,000 fr. effectué. Ceci avait lieu le 11 avril; le 28 mai suivant, la *Caisse d'escompte* recevait de la *Société de Chapellerie* un premier bordereau de 1,389 fr. de valeurs sur des détaillants de Pontoise, Coulommiers, Verdun, Cherbourg, Saint-Germain, Lyon, Cosne et Soissons. Et les escomptes faits depuis lors à la même société se sont élevés, jusqu'à fin décembre 1865, à 61,929 fr. 75 de billets sur Paris ou de traites sur tous les points de la France.

Encouragés par ce premier succès, nous avons, comme vous le savez, appelé, dans les premiers jours de juillet, notre second quart de capital; et, à partir de ce moment, nous avons adopté et suivi ce plan, dont l'application se traduit, comme nous vous l'avons exposé, dans notre bilan de fin d'année, et qui consiste à

faire l'escompte avec nos dépôts, en consacrant exclusivement le capital versé aux avances à long terme.

Nous avons traité successivement dans ces conditions avec la *Société de Chapellerie* pour une seconde avance, avec l'*Association des Ouvriers en cannes et manches de parapluies*, avec les *Tourneurs en cuivre robinetiers*, avec les *Bijoutiers en doré*. Nous vous parlerons tout à l'heure en détail de chacune de ces sociétés ; auparavant, nous devons vous dire quel est le mode, arrêté définitivement aujourd'hui, suivant lequel se font ces opérations.

Lorsqu'il s'agit seulement, comme dans le cas de l'association des ouvriers en cannes et manches de parapluies, d'une société déjà existante et dont seulement le capital de roulement n'est pas en rapport avec le développement de ses affaires, nous croyons pouvoir stipuler un remboursement annuel à effectuer par le moyen d'un prélèvement sur les bénéfices. Mais quand il s'agit d'une société qui se crée et qui réclame de nous à la fois son fonds de premier établissement et son fonds de roulement, nous exigeons toujours et sans exception le remboursement mensuel ou tout au plus trimestriel, mais à effectuer dans tous les cas par le moyen du versement entre nos mains du montant des cotisations périodiques à payer par tous les sociétaires.

Dans ce dernier cas, vous le voyez, nous avançons en réalité à chaque sociétaire sa quote-part de capital. En échange de cette avance, nous recevons un double titre : 1^o un titre émanant du sociétaire et réalisant son engagement mensuel : celui-là consiste en effets non négociables ; 2^o un titre émanant de la société et qui est négociable : ce sont nos *obligations populaires* de 20 fr., au porteur, remboursables au pair en six ou sept années, rapportant 5 % l'an, garanties par nous en capital et intérêts, et que nous offrons sur le marché financier. D'après le chiffre de la coupure, vous voyez que nous l'offrons tout spécialement aux petits capitaux, essayant ainsi de redemander aux épargnes populaires les fonds avancés à l'industrie populaire.

La détermination des formes de cette opération nous a demandé quelques temps et quelque peine. A l'heure qu'il est, et après quatre ou cinq expériences répétées, nous croyons avoir à peu près définitivement fixé les termes généraux des traités à intervenir entre nous et les sociétés, et aussi les articles d'écritures à passer pour traduire fidèlement ces conventions.

Quant aux obligations populaires, nous en avons émis, en 1863, pour 70,000 fr., sur lesquelles nous en avons négocié pour 41,346 fr. La présence des 6 fr., qui ne sont qu'une fraction d'obligation, vient de ce que nous admettons des souscriptions par versements partiels d'au moins 2 fr. par semaine. Ces 568 titres ont été placés,

par deux parts à peu près égales, à des personnes isolées et à des groupes de personnes épargnant collectivement en vue de l'association pour la production. Si ce résultat, pour l'obtention duquel nous n'avons fait l'année dernière aucun effort comme ceux par nous tentés cette année, n'est pas considérable par le chiffre, il est satisfaisant au point de vue de la direction du placement; car nous avons rencontré les deux catégories de souscripteurs auxquelles nous nous adressons et jusqu'auxquelles nous parviendrons tôt ou tard. Nos obligations populaires sont établies dans des conditions d'intérêt et de remboursement qui les rendent plus avantageuses et plus commodes que la Caisse d'épargne, presque aussi avantageuses et plus accessibles que les valeurs industrielles ordinaires, pour les petits capitaux. Encore toutes ces considérations sont-elles relativement d'un poids médiocre. Nos obligations ont par-dessus tout, en leur faveur, d'être très-certainement quant, au fond, et de paraître très-clairement dans la forme le trait-d'union entre l'épargne des classes laborieuses et les sociétés coopératives de production. Voilà le caractère exceptionnel qui fera leur succès. Comment les sociétés d'épargne et de crédit mutuel ne comprendraient-elles pas, elles surtout, qu'en se groupant dans notre clientèle, au lieu de se tenir éloignées les unes des autres, et en achetant nos obligations populaires au lieu d'acquérir des immeubles, elles hâteront prodigieusement l'œuvre de l'association de production? Et comment, en conséquence, ne viendraient-elles pas à nous quand la sincérité de nos intentions, la droiture et l'honnêteté de notre manière d'agir, la bonne gestion de nos affaires leur seront connues et auront su mériter leur confiance?

Ces explications fournies, nous vous devons, Messieurs, quelques détails sur chacune des opérations de crédit à long terme que nous avons faites et quelques renseignements sur la situation des sociétés avec lesquelles elles ont eu lieu.

Société de Chapellerie de Paris.

48, rue des Juifs.

La *Société de Chapellerie de Paris* a été fondée, comme nous vous l'avons dit, au capital de 20,000 fr. divisé en 200 actions, de 100 fr. chacune, possédées par 200 actionnaires. Le capital a été porté de 20,000 à 40,000 fr. par l'émission d'une deuxième série d'actions qui s'est placée pour une part chez les 200 premiers souscripteurs et pour le reste chez une centaine de souscripteurs nouveaux.

Nous avons successivement avancé à la Société le capital de sa première et celui de sa seconde émission d'actions. Le traité relatif à cette seconde affaire n'a pu être signé avant le 31 décembre 1865, à cause du temps nécessaire pour le placement de la totalité des actions de la deuxième série, pour le versement du quart de leurs montants, et pour les déclarations et formalités légales relatives à cette augmentation du capital social.

Sur les premiers 20,000 fr. avancés, 10,000 nous ont été rendus, conformément aux stipulations de notre premier traité, dans le cours de l'exercice 1865 ; les 10,000 autres l'ont été ou le seront en janvier et en avril 1866.

Sur les seconds 20,000 fr., 5,000 nous ont été remboursés avant le 31 décembre dernier ; les 15,000 autres le seront en juillet et octobre 1866 et en janvier 1867.

L'exactitude parfaite avec laquelle se sont opérés les premiers remboursements nous permet d'espérer la même régularité dans les rentrées ultérieures. Cet espoir se confirme d'ailleurs par le fait de la situation excellente où se trouve la *Société de Chapelierie*.

Des premiers jours de mai à fin décembre, la Société a payé, en achat de *matières premières et main-d'œuvre*, ainsi qu'en *loger, frais généraux et frais de voyage*, une somme de 117,697 fr. 20. Dans le même laps de temps, elle a vendu pour 100,018 fr. 90 de *merchandises*. Elle avait au 31 décembre 15,142 fr. 15 de *créanciers divers*, 20,672 fr. 65 de *débiteurs divers* et 17,998 fr. 65 de *merchandises à l'inventaire*. Elle a pris un brevet pour l'application d'un procédé nouveau ; et comme d'ailleurs son administration est active et vigilante, il n'est pas douteux que le chiffre de ses affaires, déjà suffisant pour couvrir les frais généraux et donner des bénéfices, ne s'élève encore cette année et les années suivantes.

Société La Famille.

ASSOCIATION DES OUVRIERS EN CANNES ET MANCHES DE PARAPLUIES.

1, rue Thévenot.

La Société *La Famille* existe depuis 1849, et elle a conservé jusqu'à ce jour, dans ses statuts, l'esprit qui présidait à cette époque à l'organisation des sociétés de son espèce. Les membres de l'Association reçoivent des salaires individuels et même des salaires inégaux ; en revanche, nul bénéfice ne se partage, et, seulement, il est prélevé sur le montant de ces bénéfices de quoi payer des pensions de retraite, aux membres âgés, invalides ou

aux veuves de ceux qui sont décédés. Pour préciser davantage, voici comment se passent les choses. Chaque membre verse une cotisation de 0 fr. 60 par semaine, dont 0 fr. 10 pour un service de secours mutuels, et 0 fr. 50 destinés à l'industrie commune. Ces 0 fr. 50 ne sont pas versés immédiatement dans la caisse sociale. Ils forment un fonds dit *fonds de cotisations* sur lequel sont prélevées les pensions annuelles et dont le surplus, joint aux bénéfices commerciaux, se réunit, à la fin de l'exercice, au capital social.

Les inventaires se font au 1^{er} mai de chaque année. Au 1^{er} mai 1865, la Société comprenait 35 membres. Son avoir en marchandises, mobilier, caisse, effets à recevoir et débiteurs divers, plus le reliquat du fonds de cotisations de l'exercice s'élevait à 22,903 fr. 45. Ce résultat est digne d'attention; et si l'on songe qu'il a été obtenu par le moyen de versements ne dépassant pas 26 fr. par an et par associé, et diminués par un service régulier de pensions de retraite, on doit reconnaître que l'accumulation constante des bénéfices, jointe à une discipline sévère, y a puissamment contribué.

Nous avons traité avec la Société *La Famille*, le 25 août 1865, pour une avance de 10,000 fr. à faire à raison de 1,500 fr. par mois, à partir du jour de la signature du traité, et remboursable à raison de 1,000 fr. tous les six mois à partir du 15 août 1866.

Nous ne pouvons pas vous donner de chiffres absolument précis et définitifs sur la situation actuelle de l'association par la raison que l'inventaire ne sera fait qu'en mai prochain. Nous savons que le chiffre des associés s'est élevé, dans le courant de l'exercice, de 35 à 53. Le chiffre des affaires s'élèvera, dans la même période et selon toutes probabilités, de 30 à 35 ou 60,000 fr.; en effet, le mouvement des *marchandises générales* à la sortie était de 47,543 fr. 10 à fin février, et il n'est guère douteux qu'il ne grossisse encore de 10 à 12,000 fr. en mars et avril. Le capital s'élèvera de 23 à 28 ou 29,000 fr.

C'est avec un sincère empressement que nous rendons un juste hommage à la direction de cette société si honorable et si prospère et qui a si patiemment et si courageusement précédé nos autres et plus jeunes sociétés dans la voie de l'association. Le papier que la Société *La Famille* nous remet à l'escompte est excellent, et nous désirons vivement que la quantité s'en augmente de jour en jour.

Association des Tourneurs-robinetiers.

JANNOT, P. GUILLAUME ET C^e.

21, rue du Grand-Saint-Michel.

Parmi les ouvriers en état de grève qui sont venus à nous, ont été les ouvriers *Tourneurs en cuivre robinetiers*, lesquels nous ont exposé les faits suivants :

Ils trouvaient à acquérir un fonds composé des tours et machines, modèles, marchandises et clientèle, mis en vente par un industriel déjà tombé une première fois en faillite, et qui ne parvenait pas à sortir de nouveaux embarras pécuniaires. Ce fonds leur était laissé au prix de 33,000 fr., y compris les marchandises en magasin, lesdits 33,000 fr. payables 5,000 fr. immédiatement, 10,000 en 3 ans par 3 annuités égales aux mains des créanciers de la faillite, et 18,000 par échéances diverses, après le paiement des sommes dues aux créanciers.

Après avoir fait étudier avec soin la situation contentieuse par nos honorables conseils, MM^{es} Paul Andral avocat, et Gustave Maugin avoué, et après avoir visité nous-mêmes les ateliers, nous avons consenti à traiter avec MM. Jannot, P. Guillaume et C^e pour l'opération dont il s'agissait. Nous nous sommes engagés, le 26 août, pour une avance de 30,000 fr. dont 5,000 applicables au versement immédiat à faire au vendeur, 10,000 aux annuités dues en 1866, 1867 et 1868 aux créanciers de la faillite, et 15,000 au roulement de l'entreprise, lesdits 15,000 fr. devant être versés à raison de 2,500 fr. par mois pendant six mois du 15 septembre 1865 au 15 février 1866. C'est en vertu de cet arrangement que 15,000 fr. ont été versés dans le courant de l'année dernière; 8,500 ont été versés dans les premiers mois de l'année courante; 6,500 restent à verser en 1867 et 1868.

La société nous remboursera par le moyen de versements mensuels de 456 fr., à raison de 12 fr. par mois pour 38 sociétaires. Il avait donc été déjà remboursé 1824 fr. au 31 décembre.

Les ouvriers *Tourneurs-robinetiers*, une fois installés dans ces conditions, ont engagé la campagne avec beaucoup d'énergie et un succès très satisfaisant. Au 31 décembre, ils avaient payé en salaires 6,496 fr. 70, et fait pour 13,198 fr. 84 d'affaires. Leur situation de fin d'année où se rencontrent notamment un débit de 11,800 fr. 21 par *effets à payer et créanciers divers*, et un crédit de 10,094 fr. 90 par *effets à recevoir et débiteurs divers*, se solde par une perte de 1,053 fr. 01 qui n'a rien d'inquiétant vu le peu de temps

écoulé depuis l'origine de la société, et qui même n'existerait pas, à proprement parler, nous a-t-il été affirmé, vu la modération extrême, et même excessive, avec laquelle aurait été fait l'inventaire des marchandises et des modèles.

Société des Bijoutiers en doré.

DROUOT, J. GUILLAUME, MONTIGNY ET C^e.

44, rue de Turbigo.

Nos relations avec les *Bijoutiers en doré* ont précédé celles que nous avons eues avec les *Tourneurs-rebouteurs*, bien que le traité soit postérieur. Nos premières avances ont été faites par escompte d'effets à trois mois. Le traité, en date du 30 septembre, a consolidé ces avances et soldé le compte des effets jusqu'à concurrence de 12,000 fr. Ces 12,000 fr. nous sont restitués par versements mensuels de 344 fr., à raison de 8 fr. par mois pour 43 sociétaires.

Quelques difficultés d'administration ont failli entraver, dans les premiers temps, la marche de la *Société des Bijoutiers en doré*. Un changement dans la gérance a eu lieu en octobre. Depuis lors, et sous la direction des trois gérants nouveaux spécialement chargés l'un du magasin, l'autre de la place et le troisième de l'atelier, le succès de l'Association s'est dessiné et affermi de jour en jour. Elle est actuellement au premier rang parmi celles de nos clientes qui nous donnent le plus de satisfaction sous le rapport de la bonne conduite des affaires, de l'entente parfaite entre la gérance et la surveillance et de l'intimité de nos propres rapports avec elle.

D'après le bilan qui nous a été remis dans le courant de janvier, la situation de la *Société des Bijoutiers en doré* serait on ne peut plus favorable. L'excédant, après inventaire, de l'actif sur le passif, constituant le bénéfice de l'exercice, serait de 1,475 fr. 05. Il est vrai que l'administration, en même temps qu'elle nous remettait ces comptes, appelait elle-même notre attention sur l'état de ses livres que, d'un commun accord, nous avons trouvés tenus d'une manière peu satisfaisante. Le travail de correction a été immédiatement entrepris et se poursuit par les soins d'un comptable scrupuleux. Ce travail amènera sans doute quelques rectifications; mais le chiffre que nous avons cité pourrait bien n'être pas éloigné de la vérité. Il s'explique par la remarquable perfection artistique du travail des associés et par la vogue extraordinaire des objets de leur fabrication; et il est parfaitement en rapport avec le mouvement de leurs affaires qui,

d'après le premier trimestre de 1866, semble devoir dépasser 80,000 fr. par an.

La *Société des Bijoutiers en or* nous remet à l'escompte les règlements de ses clients en boutique. Elle nous remet aussi des factures visées pour paiement par les commissionnaires à l'exportation. Ces dernières remises, d'une espèce toute particulière, se sont élevées en 1865 à un chiffre de 4,706 fr. 45, et l'encaissement s'en est opéré de la façon la plus régulière.

Société Coopérative de Consommation.

DAMBRUN ET C^e.

34, rue de Montmorency,

et Comptoir de Consommation.

E. P. LOUVOT G. LÉVY ET C^e.

430, rue Lafayette.

L'histoire de notre *Société de Consommation* n'est pas aussi brillante que celle de nos associations pour la production, mais peut-être n'est-elle pas moins instructive. Quoi qu'il en soit, notre devoir est de vous la retracer aussi fidèlement que les autres.

Un groupe de quinze à vingt associés, à la sincérité, à la loyauté et à la bonne volonté desquels nous devons dire sans plus de retard que nous n'avons rien à reprocher, qui, tout au contraire, en toutes circonstances, ont uni leurs efforts aux nôtres pour amener le succès de l'entreprise, nous demanda, dès les premiers temps de notre installation, l'avance d'un capital de 10,000 fr. nécessaire à la fondation d'une société de cette nature dans un centre tel que Paris. Ce capital devait être reconstitué par des versements de cotisations de 5 fr. par mois à effectuer, jusqu'à concurrence de 50 fr., par chaque client du magasin pour participer aux bénéfices de la Société. Nous demandâmes qu'il nous fût au moins justifié de 200 adhésions et d'un commencement de versements périodiques. On nous assura que ces adhésions et ces versements suivraient infailliblement l'ouverture du magasin. Après divers pourparlers, nous prîmes, comme un moyen-terme, le parti d'ouvrir le crédit de 10,000 fr. et, seulement, de ne verser les fonds qu'au fur et à mesure de la remise des bulletins d'adhésion des clients participants.

Le magasin fut ouvert, et les opérations commencèrent en juillet. Mais, dès le mois suivant, le gérant qui avait été pris parmi

les associés, et qui manquait de connaissances suffisantes en matière d'épicerie, donnait de lui-même sa démission.

Un autre gérant fut nommé. Le crédit de 10,000 fr., qui n'avait été réalisé que jusqu'à concurrence de 6,000 fr. avancés par escompte de billets, fut complété et régularisé par traité en date du 19 septembre, le remboursement devant s'effectuer à raison de 300 fr. par mois. De ce moment, le chiffre des affaires s'éleva, et tendit à se rapprocher, sans pourtant y atteindre, de celui de 200 ou 250 fr. par jour nécessaire pour couvrir les frais généraux. Cette élévation fut favorisée par l'organisation d'un dépôt de pain dans le magasin d'épicerie. Seulement, la direction de l'entreprise n'avait que peu de rapport avec celle d'une société coopérative. La préoccupation dominante était la vente au public du quartier; le service à domicile des clients participants était au contraire négligé, et, surtout, il n'était rien fait pour le développement de cette clientèle spéciale. Notre résolution énergiquement poursuivie, de concert avec les associés, de remédier à cet état de choses, amena un second changement dans la gérance. Nous découvrîmes alors, qu'un crédit de 2,500 fr. environ que nous avions consenti à garantir auprès d'une société d'approvisionnement, pour des fournitures de denrées, correspondait exactement à un crédit de pareille somme ouvert aux clients de la Société soit participants soit non-participants.

Tel était l'état des choses dans le courant de janvier 1866. Cet état est actuellement en voie de réforme; mais avant de vous exposer la combinaison à laquelle nous avons eu recours, nous devons vous entretenir d'une autre société celle du *Comptoir de Consommation*, qui nous l'a fournie.

Le *Comptoir de Consommation*, société en commandite simple fondée et dirigée par MM. E. P. Louvot et G. Lévy, est un intermédiaire entre des fournisseurs auxquels il achète soit à crédit, soit, autant que possible, au comptant, des marchandises de toute nature, et des clients auxquels il vend ces marchandises à crédit. Ces clients sont tout spécialement des employés d'administration ou de commerce, c'est-à-dire des personnes vivant d'un revenu régulier et assuré. Le crédit qui leur est fait est fait dans des formes bien définies. En recevant, pour une certaine somme, des bons sur les fournisseurs du Comptoir, ils signent, à l'ordre du Comptoir et pour une somme égale, des billets dont l'échéance s'échelonne sur plusieurs mois. Ce mécanisme a pour résultat de fractionner les grosses dépenses de l'employé ou de lui permettre d'escompter en quelque sorte le prix de son travail courant, en réduisant d'ailleurs autant que possible le coût de cet escompte.

Le Comptoir est très-bien dirigé par ses fondateurs. Les écritures, assez compliquées, sont supérieurement tenues. Les crédits sont ouverts après des enquêtes soigneusement faites, sur des garanties sérieuses et dans des proportions raisonnables. Les petits effets mensuels sont très-régulièrement acquittés ; aussi, avons-nous pu leur ouvrir sans inconvénient l'accès de notre portefeuille. Ces facilités d'escompte, en permettant au Comptoir de faire ses achats au comptant, lui ont donné le moyen de satisfaire sa clientèle sous le double rapport de la qualité et du bon marché des objets. Cette clientèle s'est, en conséquence, développée rapidement, en même temps que convenablement composée.

Nous entretenions donc, par tous ces motifs, les meilleures relations avec le Comptoir lorsque, comme nous vous l'annoncions tout à l'heure, nous nous aperçûmes que la Société coopérative arrivait bien, à peu de chose près, à couvrir ses frais, mais n'y arrivait cependant que par le moyen de la substitution de la vente au crédit à la vente au comptant. Du jour où il nous fut prouvé que pour faire avec notre public des affaires d'épicerie, et pour les faire productives, il fallait les faire à crédit, nous songeâmes plutôt à limiter et régulariser ce crédit, qu'à continuer les opérations sur un pied qui devait amener bien vite la liquidation de la Société. L'application des procédés du Comptoir aux ventes effectuées par la Société coopérative était naturellement indiquée; les membres de l'une et l'autre société se sont prêtés de la meilleure grâce à ce qu'elle fût faite; elle est à présent effectuée. Par un premier traité, signé le 14 mars dernier, M. Louvot a été nommé gérant de la Société coopérative pour trois ans, et s'est engagé à ne faire de crédits que par l'intermédiaire du Comptoir. Par un deuxième traité, en date du même jour, le Comptoir a pris à sa charge le règlement des crédits antérieurs, et a promis sa garantie pour les crédits à ouvrir dorénavant. Une remise sur le montant des sommes ainsi garanties a été stipulée. Cette combinaison favorise, loin de la restreindre, l'accession des clients participants, seuls admis désormais au bénéfice du crédit; aussi ne doutons-nous pas du remboursement de notre avance. Le chiffre des ventes journalières, qui nous est quotidiennement communiqué, se maintient à un niveau satisfaisant, et même est entré dans une phase décidément progressive.

Telle est, à ce moment même, la situation de celle de nos affaires qui nous a le plus préoccupés. Notre Société coopérative de consommation au comptant s'est, il est vrai, transformée jusqu'à un certain point en une Société coopérative de consommation à crédit. Du moins nous pouvons prévoir en toute assurance que nous n'y ferons aucune perte.

Le total de nos avances à long terme, effectuées à la fin de 1865, s'établit, d'après les explications qui précèdent, dala manière suivante :

Il a été avancé

		Sur lesquels restent à verser.	Et sur lesquels sont remboursés.
A la Société de Chapellerie.	40,000 fr.	fr.	15,000 fr.
A la Société La Famille.	40,000	2,300	
Aux Tonneurs-robotiers.	30,000	16,000	9,821
Aux Bijoutiers en doré.	12,000		1,376
A la Société de Consommation.	10,000		1,390
Total.	102,000 fr.	17,500 fr.	27,587 fr.

La différence entre le chiffre, ainsi obtenu, de 65,100 fr.; pour les avances effectuées, et celui de 68,419 fr. 75 porté au bilan sous la titre *avances par traites* s'explique par les raisons suivantes :

1^o Qu'une somme de 6,166 fr. 08, à nous acquise comme commission par le fait de nos conventions; et formant le montant de nos *benefices sur avances par traites*, a été portée au *débit* de ces avances ;

2^o Qu'une somme de 8,000 fr. déjà avancée par nous, mais non encore immobilisée, et une autre de 808 fr. 20, formant un reliquat de compte courant, ont été laissées au crédit de ces mêmes avances ;

3^o Qu'enfin une somme de 5,000 fr. et une autre de 1,021 fr. 87, faisant toutes deux partie des remboursements opérés, figurent l'une au crédit d'un compte spécial de *provision*, et l'autre à celui d'un *compte d'intérêts d'avances par traites* passé par profits et pertes.

Le mouvement de notre portefeuille a été :

Pour les effets à recevoir, de 229,676 fr. 70 à l'entrée, et de 200,883 fr. 65 à la sortie;

Pour les factures à recouvrer, de 4,707 fr. 15 à l'entrée, et de 4,503 fr. à la sortie.

Ce mouvement de 234,383 fr. 85 d'effets ou factures entrés provient pour un peu plus de 90,000 fr. des quatre sociétés de production dont nous nous avons parlé et à la création desquelles nous avons directement concouru; ainsi que de Comptoir de Consommation E. P. Lenoir, G. Lévy et Cie.

Il provient pour le surplus :

De cinq autres sociétés de production, savoir : — l'association des *Ménisiers en bâtiment*, Legrand, Gared et Cie; — l'association des *Doreurs sur bois*, Ch. Poisson, Pujolas, Lestivant et Cie; —

l'association des *Ouvriers papetiers*, Lucien et C^{ie}, devenue la *Société de Papeterie parisienne* à responsabilité limitée; — l'association des *Constructeurs-mécaniciens*, Buette et C^{ie}; — l'Association des doreurs et argenteurs sur métaux à responsabilité limitée;

De trois sociétés de crédit mutuel : — la Société *l'Union*, — la Société du *Crédit au travail*, J. P. Beluze et C^{ie}, — la Société de *Crédit mutuel*, Villain et C^{ie};

De quatre syndicats de garantie mutuelle. De ces quatre syndicats, l'un, celui des *Bijoutiers en doré*, dont le compte est liquidé, n'était autre chose que la réunion des membres de la société Drouot, J. Guillaume Montigny et C^{ie}, avant que cette société fût légalement constituée, et à l'époque où nous leur faisons par escompte d'effets l'avance qui devait être régularisée par traité le 30 septembre. Les trois autres sont trois groupes de 30, 10 et 14 personnes admises à nous présenter des effets à l'escompte en vertu de traités par lesquels elles se garantissent les unes les autres.

Le mécanisme de ces traités peut s'exposer ainsi :

Chaque membre du syndicat effectue un dépôt de garantie d'une certaine somme, et jouit d'un crédit à l'escompte d'un chiffre dix fois égal à la somme du dépôt de garantie.

Tous les effets présentés sont endossés par un des membres désigné comme syndic, pour garantie du syndicat.

En cas de non-paiement d'un effet, le montant en est prélevé par parts proportionnelles sur tous les dépôts de garantie, et l'escompte demeure suspendu jusqu'à parfait rétablissement de ces dépôts.

Nous attachons à cette combinaison, en matière de crédit à l'escompte, la même importance que nous attachons aussi à celle de nos obligations populaires, en matière de crédit à long terme. Nous les avons étudiées l'une et l'autre avec le plus grand soin, nous les produirons avec persistance, et nous y trouverons, croyons-nous, quand elles auront été suffisamment exposées et développées pour être comprises et acceptées, une source abondante d'opérations nouvelles.

Outre les sociétés de production, de consommation, et de crédit qui vous ont été citées, nous comptons encore dans notre clientèle, deux Sociétés civiles d'Épargne et de Crédit mutuel : celles des *Ménuisiers en bâtiment* et des *Taillieurs de pierre*. Nous ne les mentionnons ici que pour mémoire; car en raison de leur peu d'ancienneté et de développement, elles n'ont encore figuré qu'au nombre de nos clients pour les dépôts, mais non pas de nos clients à l'escompte. Le type de ces sociétés, comme celui de toutes les autres, et comme les formules de tous nos traités et conventions, nous a été four-

ni par M. Andral, chez lequel il est peut-être superflu de vous apprendre que nous avons trouvé, en toutes circonstances, avec une habileté et une expérience consommées, la complaisance la plus inépuisable.

La balance de nos *effets impayés* s'établit par un débit et un crédit égaux de 9,251 fr. 05. Nous avons fait figurer dans ce compte tous les effets non-acquittés le jour même de l'échéance. Nous ne passons plus à présent par effets impayés, selon l'usage de toutes les banques, que les effets protestés. Si nous eussions adopté dès l'année dernière cette manière d'opérer, le chiffre ci-dessus énoncé aurait été considérablement diminué. Nous sommes heureux de penser que, tel qu'il est, il peut encore paraître fort minime.

Le montant de nos bénéfices d'*escompte et commission* a été de 2,739 fr. 15. Nous nous considérons comme engagés en quelque sorte par notre titre même à donner à notre service d'escompte une supériorité véritable; aussi faisons-nous ce service dans des conditions sévères et rigoureuses quant au choix des effets, mais avantageuses et faciles quant au taux de l'intérêt ou de tout autre prélèvement.

Il a été réescompté pour 148,774 fr. 35 d'effets dont 74,509 fr. 25 à la Banque de France.

Les frais de ces réescomptes ont été de 1,574 fr. 40.

Nous manquerions à tous les devoirs de la reconnaissance si nous ne nous félicitions avec vous des dispositions libérales que la Banque de France nous a témoignées. Ceux des fonctionnaires de cet établissement avec lesquels nous nous sommes trouvés en rapport non-seulement ont toujours fait le meilleur accueil à notre signature commerciale, mais nous ont, en plusieurs occasions, manifesté qu'ils suivaient notre œuvre avec un intérêt attentif et une curiosité sympathique. Nous pouvons dire, du reste, que nous n'avons rien négligé pour mériter cette bienveillance, comme aussi nous ne négligerons rien pour la conserver dans l'avenir.

Nous n'avons jamais perdu de vue, en effet, croyez-le bien, Messieurs, que l'escompte devait être l'objet principal de nos soins et de nos efforts. Le crédit à l'escompte est, nous le savons, sinon la forme unique, du moins le mode supérieur, définitif et normal du crédit commercial et industriel, et comme le couronnement de nos opérations de banque. Si nous avons engagé des opérations de crédit à long terme, et si nous les avons engagées dans une proportion relativement assez forte, ça été en vue d'arriver plus sûrement et plus rapidement à l'escompte. Nous espérons qu'on approuvera le moyen si nous justifions de l'obtention de la fin. Or nous pensons avoir réussi à cet égard, puisque

nous avons eu la satisfaction de voir nos honorables Commissaires de surveillance rendre justice à la valeur et à l'importance de notre escompte. Nous serons pleinement rassurés si vous ratifiez vous-même ce témoignage si autorisé et si flatteur.

Voici, Messieurs, pour finir, comment s'établit notre compte de profits et pertes :

Ce compte doit

A frais de premier établissement 1/5 (2938 fr. 20).	fr. 587 64
généraux	4,637 65
de réescompte	1,574 40
A intérêts de comptes-courants (créanciers)	379 05
de comptes de garantie	40 70
d'obligations négociées	260 70
Total . . .	<u>fr. 7480 14</u>

Il a

Par bénéfices sur-avances par traités	fr. 1,355 67
» intérêts d'avances par traités	1,021 87
» escompte et commission	2,739 15
» intérêts de comptes-courants (débiteurs)	115 20
Balance pour solde . . .	<u>2,248 25</u>
Total égal . . .	<u>fr. 7,480 14</u>

Comme vous le voyez, nous amortissons 1/5 de nos frais de premier établissement, soit 587 fr. 64 sur 2938 fr. 20.

Nos bénéfices sur-avances par traités étant joints au capital même de ces avances, et ne nous rentrant conséquemment qu'au fur et à mesure des remboursements, nous n'avons le droit d'en passer par profits et pertes qu'une fraction de 1,555 fr. 67 correspondant aux rentrées effectuées. Mais le montant total de ces bénéfices, qui est de 6,166 fr. 08, s'il ne se réalise que durant le cours des prochains exercices, n'en est pas moins très-certainement afférent à l'exercice écoulé.

Au lieu donc que l'exercice 1865 donne une perte, il est sûr qu'il lui en a acquis dores et déjà un bénéfice de 2,562 fr. 16. — Notre capital de 50,000 fr. ayant été à notre disposition pendant un temps moyen de 219 jours, cette somme de 2,562 fr. 16 représente un intérêt de 8-54 %.

L'exposition des faits étant ainsi terminée, il ne nous reste plus, Messieurs, qu'à vous en communiquer la conclusion et les conséquences,

Quant à notre conclusion, que vous apercevez sans doute aussi nettement que nous mêmes, elle est celle-ci : — c'est qu'il existe, à une certaine profondeur sociale qu'on peut dire encore à peine explorée par les institutions de crédit et de banque, une quantité considérable de travail à féconder par le capital, d'entreprises industrielles à susciter, de richesses à produire, en un mot une masse abondante d'éléments économiques à desservir et pouvant ainsi former l'objet d'une entreprise financière où des millions trouveraient aisément un emploi fécond et rémunérateur. Nous demanderons un jour ces millions au public lorsque, grâce à notre persévérance et à votre concours, nous serons parvenus à lui faire partager notre conviction commune ; nous les lui demanderons alors en nous basant exclusivement sur le mobile des déterminations d'affaires : le désir et l'espoir d'une spéculation légitime, intelligente et heureuse. Pour le moment, c'est encore à vous que nous nous adressons surtout, et c'est encore à vos sentiments de généreuse sympathie pour le côté moral de notre œuvre que nous faisons surtout appel pour obtenir l'accroissement de ressources qui nous est indispensable.

Vous savez comment et par suite de quelles nécessités nous avons dû joindre aux opérations de crédit à courte échéance celles de crédit à long terme. Vous savez aussi comment et grâce à quelles combinaisons nous avons pu le faire. Nous n'avons constitué pour ces opérations nouvelles un fonds de roulement de 50,000 fr. qu'en y consacrant les 25,000 fr. versés de notre capital social, et en appelant 25,000 fr. sur les 75,000 restant à verser. Il suit de là, en premier lieu, que notre escompte n'a plus d'autre fonds de roulement que nos dépôts en comptes courants, et, en second lieu, que notre capital non versé est réduit à 50,000 fr. Ces deux faits ont tous deux des conséquences fâcheuses. D'une part, la nécessité de n'avoir en portefeuille que du papier immédiatement réalisable nous empêche de donner à l'escompte autant que nous le voudrions des facilités précieuses, comme par exemple de prendre des effets excellents mais ayant plus de 90 jours à courir. D'autre part, la réduction et l'exiguité de notre capital de garantie nuit au placement de nos obligations populaires. Nous avons soutenu jusqu'ici cette situation, nous la soutiendrions encore au besoin ; mais nous comptons plutôt sur votre dévouement et votre confiance pour nous éviter la tâche un peu rude de poursuivre en réalité deux affaires avec le capital d'une seule.

Nous vous demandons, en conséquence, de vouloir bien nous autoriser à faire l'émission d'une deuxième série de 1,000 actions de 100 fr., sur chacune desquelles, comme sur celles de la première série, il sera versé 50 fr. Nous vous demandons aussi de vous ins-

crirer vous-mêmes pour une partie de ces actions. De la sorte, notre fonds de roulement de 400,000 fr. se partagera facilement entre l'escompte et les avances; notre fonds de garantie, également de 400,000 fr., offrira plus de surface à la confiance publique; et nous nous représenterons l'an prochain devant vous dans une situation un peu moins tendue, mais non pas moins prospère.

Résolutions de l'assemblée générale

Après la lecture de ce rapport et la discussion qui s'en est suivie, l'assemblée générale a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

1^o Elle a approuvé, conformément aux conclusions du rapport des Commissaires de surveillance, les comptes de 1865.

2^o Elle a décidé que le capital social serait augmenté par l'émission d'une 2^e série de 4,000 actions de 100 fr. sur chacune desquelles il serait versé 50 fr. en souscrivant.

3^o Elle a décidé qu'en raison de cette augmentation du capital social, et quand elle serait effectuée, le nombre des administrateurs serait porté de 10 à 12.

4^o Elle a pourvu à deux vacances survenues dans le sein du Conseil d'administration qui, actuellement, se trouve ainsi composé :

MM. LÉON SAY, *Président*.

BRÖLEMANN.

CARNOT,

EDMOND COMTE,

LE DUC DECAZES,

GERMAIN,

LOUIS HALPHEN,

JULES SIMON,

LÉON VINGTAIN,

LÉON WALRAS,

} administrateurs.

5^o Elle a confirmé MM. J.-E. HORN et FÉLIX VERNES dans les fonctions de Commissaires de surveillance pour l'exercice 1866.

Caisse d'Escompte des associations populaires.

Copie du bilan résumant l'inventaire au 31 décembre 1888.

ACTIF.

Actionnaires (50 fr. par action restant à verser)	50,000 »
Caisse	2,412 35
Effets à recevoir.	28,843 05
Factures à recouvrer	204 15
Avances par traités.	68,419 75
Débiteurs en compte-courant.	1,668 45
Frais de premier établissement	2,350 56
Loyer par avance	750 »
Profits et pertes	2,248 25
	<hr style="border-top: 1px solid black; border-bottom: 3px double black;"/>
	156,896 56

PASSIF.

Capital (1000 actions de 100 fr.).	100,000 »
Dépôts de garantie ou de provision.	8,458 90
Obligations négociées	11,346 »
Créanciers en compte-courant.	32,000 75
Intérêts d'obligations négociées	280 50
Bénéfices sur avances par traités.	4,810 41
	<hr style="border-top: 1px solid black; border-bottom: 3px double black;"/>
	156,896 56

Certifié conforme :

Un des administrateurs délégués,

LÉON WALRAS.

Le Président du Conseil d'administration,

LÉON SAY.

CAISSE D'ESCOMPTE

DES

ASSOCIATIONS POPULAIRES

CAPITAL : 100,000 FRANCS.

141, rue Saint-Martin.

OBLIGATIONS EN COURS D'ÉMISSION.

SOCIÉTÉ DE CHAPELLERIE DE PARIS à responsabilité limitée. Capital : 20,000 francs, 18, rue des Juifs. — Emprunt de 20,000 francs. — Amortissement du capital : 148 obligations seront amorties en 1866, 154 en 1867, 162 en 1868, 170 en 1869, 178 en 1870, 188 en 1871. — Le service des intérêts et de l'amortissement a lieu le 1^{er} JUILLET de chaque année.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE CONSOMMATION, DAMBRUN ET C^e, 34, rue de Montmorency. — Emprunt de 10,000 francs. — Amortissement du capital : 72 obligations seront amorties en 1866, 78 en 1867, 82 en 1868, 84 en 1869, 90 en 1870, 94 en 1871. — Le service des intérêts et de l'amortissement a lieu le 1^{er} AOUT de chaque année.

ASSOCIATION GÉNÉRALE DES OUVRIERS TOURNEURS - ROBINETIERS, JANNOT P. GUILLAUME ET C^e, 21, rue du Grand-Saint-Michel. — Emprunt de 20,000 francs. — Amortissement du capital : 222 obligations seront amorties en 1866, 231 en 1867, 243 en 1868, 255 en 1869, 267 en 1870, 282 en 1871. — Le service des intérêts et de l'amortissement a lieu le 1^{er} OCTOBRE de chaque année.

LA FAMILLE, ASSOCIATION DES OUVRIERS EN CANNES ET MANCHES DE PARAPLUIES, fondée à Paris en 1849, 1, rue Thévenot. — Emprunt de 40,000 francs. — Amortissement du capital : 61 obligations seront amorties en 1866, 64 en 1867, 67 en 1868, 71 en 1869, 75 en 1870, 79 en 1871, 83 en 1872. — Le service des intérêts et de l'amortissement a lieu le 15 OCTOBRE de chaque année.

OBLIGATIONS A ÉMETTRE PROCHAINEMENT.

SOCIÉTÉ DE CHAPELLERIE DE PARIS. — Deuxième emprunt de 20,000 fr.
SOCIÉTÉ DES BIJOUTIERS EN DORÉ, DROUOT, J. GUILLAUME, MONTIGNY ET C^e.
— Emprunt de 20,000 francs.

n° [redacted]

Nom

Prénoms

Profession

Je soussigné

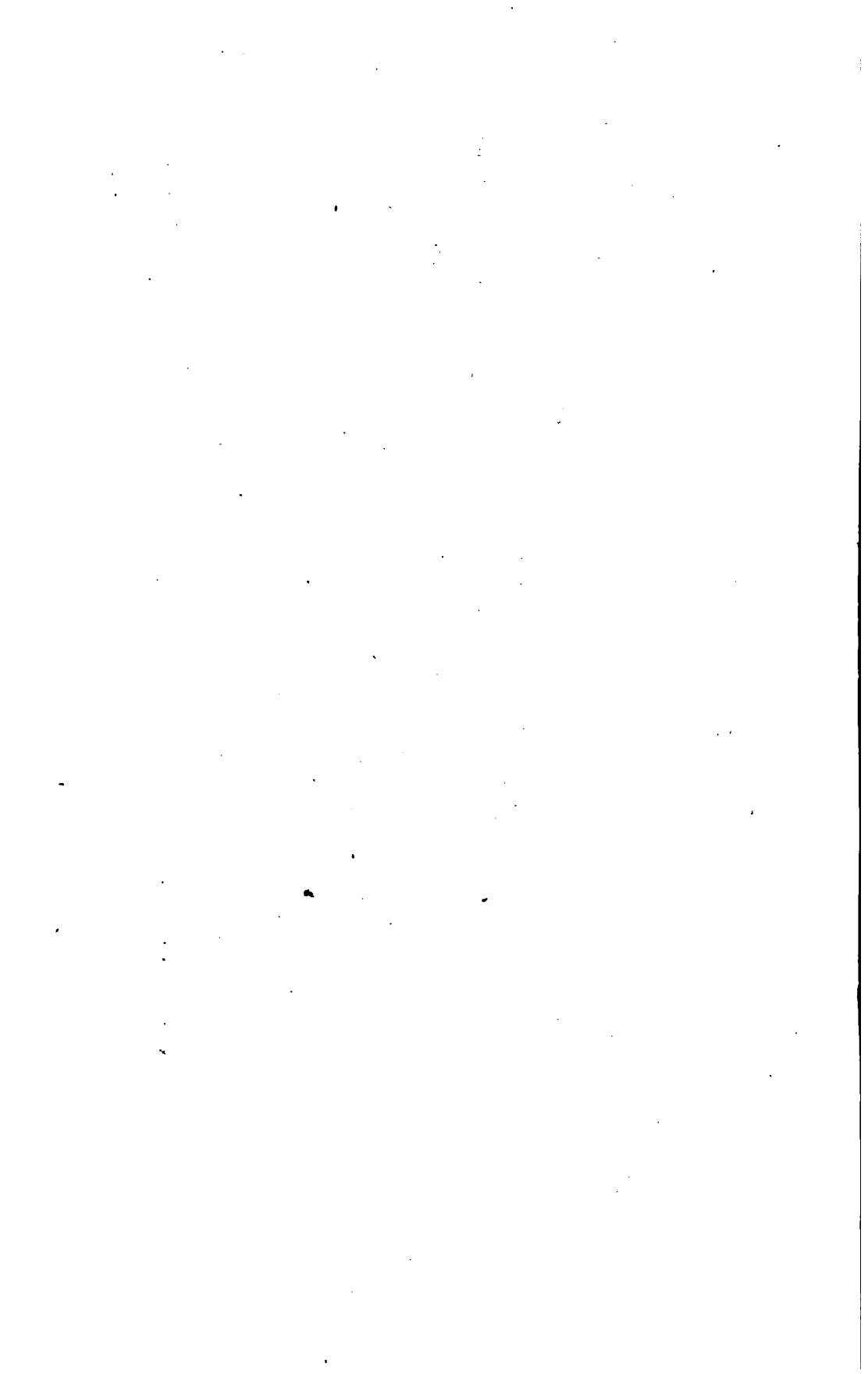
demeurant à [redacted], rue [redacted], n° [redacted], après avoir pris

connaissance des statuts de la **Caisse d'escompte des Associations populaires de crédit, de production et de consommation**, Société à responsabilité limitée (capital social 200,000 fr.), déclare adhérer auxdits statuts et souscrire [redacted] actions de la deuxième émission, dont le montant, à raison de 100 fr. l'une, est de fr. [redacted] sur lesquels je verserai immédiatement la moitié, soit fr. [redacted]

Fait à [redacted], le [redacted] 186

Signé :

M. Léon WALRAS, administrateur de la Caisse d'escompte des Associations populaires, 141, rue Saint-Martin.



2

LÉGISLATION ÉLECTORALE

DROITS

ET

DEVOIRS DES ÉLECTEURS

PAR

P.-L. TARGET,

ANCIEN MEMBRE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU CALVADOS, ETC.

PARIS

MICHEL-LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS, RUE VIVIENNE, 2 BIS

ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15, A LA LIBRAIRIE NOUVELLE.

1863



LÉGISLATION ÉLECTORALE.

DROITS ET DEVOIRS DES ÉLECTEURS

Qu'est-ce que le Tiers-État? disait Siéyès. Rien. Que doit-il être? Tout.

Prise dans un sens absolu, cette mémorable formule pouvait être justement critiquée; mais, dans le sens que lui donnait Siéyès, elle exprimait nettement les griefs, non d'une classe particulière, mais de la nation tout entière, et devenait ainsi le véritable programme de la Révolution française.

Jamais, à aucune époque de l'histoire, un peuple ne fut plus unanime dans l'expression de ses vœux. Il est facile aujourd'hui de donner telle ou telle interprétation à ce que l'on appelle les principes de 89. N'avons-nous pas entendu les apôtres d'une certaine démocratie nier que la liberté politique eût été le moteur et le but de notre grande Révolution? N'est-on pas allé jusqu'à dire que la France ne rêvait rien alors au delà de la liberté civile, et que cette liberté valait seule la peine d'être conservée?

Nous ne relèverons pas cette injure faite à nos pères. Ce qu'ils voulurent est à jamais écrit dans la *Déclaration des Droits*. C'était, dans toutes ses formes, avec toutes ses conséquences, non telle ou telle liberté, mais la Liberté.

Dans les sociétés humaines, on peut dire que là où la liberté existe pour les classes moyennes, elle existe pour toutes les autres. Le Tiers-État, en la demandant pour lui, la demandait donc pour la nation tout entière.

C'est le tort et le danger d'une certaine démocratie de l'oublier trop souvent et de croire qu'il puisse jamais exister un antagonisme véritable entre les classes moyennes et les classes populaires. Elles se touchent de trop près pour ne pas vivre de la même vie; et les unes ne peuvent rien faire contre les autres qui ne se retourne contre elles-mêmes. Peut-on dire en effet dans ce siècle où commence, où finit la bourgeoisie? Ne se recrute-t-elle pas sans cesse dans toutes les conditions? L'ouvrier n'y entre-t-il pas chaque jour par le travail, par l'intelligence, par l'épargne? Et combien de familles ne voyons-nous pas déchoir de cette situation moyenne par l'oisiveté, la prodigalité, l'insouciance de leurs membres? La bourgeoisie ne se confond-elle pas enfin, par la solidarité des intérêts et des intelligences, par l'union nécessaire du travail et du capital, avec la masse tout entière de la nation?

Quand Siéyès, en 1789, demandait que le Tiers État fût tout, en réalité il demandait le gouvernement du pays par le pays. Ce n'était pas une oligarchie nouvelle qu'il s'agissait de substituer à une aristocratie vaincue, mais un peuple tout entier qu'il s'agissait d'appeler, dans la mesure des mœurs et des temps, à l'existence nationale et à la vie politique.

Ce beau rêve, qui fut celui de la Révolution, s'est-il réalisé? Qu'est aujourd'hui le Tiers-État? Que doit-il être?

On put croire un moment que le rêve de Siéyès allait devenir une réalité, lorsque la France fut ramenée, par l'intérêt de sa conservation, à ces nobles institutions parlementaires dont 89 avait proclamé les immortels principes.

On vit alors le Tiers-Etat, si longtemps étouffé sous le pouvoir absolu, reprendre la grande œuvre de la liberté, et un jour, au lendemain d'une des plus importantes victoires du droit contre la force, on put dire que l'œuvre de la révolution était accomplie. C'était compter sans les fautes et sans les passions. Une épreuve plus funeste encore que toutes les autres était réservée à la cause de la liberté.

Ce fut lorsque, faisant appel aux plus mauvais sentiments par les plus fausses doctrines, des sophistes parvinrent à semer dans les rangs populaires la haine et la défiance contre les classes aisées; lorsque la guerre sociale eut ensanglanté nos rues, lorsque l'on parvint à faire croire aux uns et aux autres, par une fatale erreur, trop chèrement payée depuis, qu'il y avait en France une bour-

geoisie et un peuple, et que, sous la république, avec le suffrage universel, l'une pouvait opprimer l'autre.

En face des passions soulevées contre elles, les classes moyennes, inquiétées dans leur existence sociale, répondirent à la haine par la défiance. L'anarchie, comme toujours, provoqua la réaction. La liberté devint suspecte à ceux-là mêmes dont elle était la plus sûre garantie, et, à la suite de ces heures de découragement, devant un danger social qu'il s'exagérait, le Tiers-Etat, se croyant incapable de se sauver lui-même, abdiqua de nouveau et déposa ses pouvoirs entre les mains d'un seul. A partir de ce jour, c'est un fait incontestable que les classes moyennes abandonnèrent ou perdirent leur influence naturelle.

L'opinion publique s'est, jusqu'à ce jour, fort peu préoccupée de cet effacement de la bourgeoisie ; mais, il faut le dire, elle ne semble pas en avoir bien compris les causes et les effets. C'est au suffrage universel qu'on en a généralement reporté le blâme ou l'éloge. Le système censitaire, a-t-on dit, donnait le pouvoir à la bourgeoisie ; le suffrage universel devait l'en déposséder. Si l'on se reporte aux deux scrutins qui eurent lieu, sous la république, pour l'élection de la Constituante et de la Législative, on comprend sans peine que le suffrage universel ne doive nullement être chargé d'une telle responsabilité, et que, loin d'être hostile à l'influence de la bourgeoisie, il lui laissait la juste part qu'elle doit avoir dans les sociétés libres ; c'était à elle à savoir conserver sa position en restant sur la brèche.

Plus le suffrage est étendu, plus il offre de prise à toutes les influences : cela est tellement vrai, que nous avons vu, sous le suffrage universel, des faits qui ne s'étaient guère produits à aucune époque et dans aucun pays. Nous avons vu deux fois un Corps législatif presque unanimement composé d'hommes ayant la même pensée, la même opinion, celle du gouvernement. Jamais, à coup sûr, l'influence administrative n'a pesé d'un tel poids là même où elle était exercée avec une certaine mesure. — Croit-on que si les classes moyennes avaient été animées du même esprit qu'en 1830, elles n'auraient pas eu aussi leur part de légitime influence ?

Elles ne l'ont pas voulu parce qu'elles avaient, comme nous l'avons dit, abdicqué devant le spectre rouge ; elles ont remis au pouvoir le soin de les défendre ; elles se sont écartées de la lutte et ont déserté le terrain.

Quelle a été la conséquence de cette désertion ? C'est que l'État a de nouveau absorbé la vie politique de la nation et des citoyens ; c'est que, pendant un temps et jusqu'au décret du 24 novembre

cette vie s'est, pour ainsi dire, éteinte. Il y a eu plus de centralisation et moins de contrôle.

Il faut, d'ailleurs, reconnaître que bien des causes ont tendu à assoupir en France l'esprit politique. Les deux moyens d'action sérieux sur l'opinion sont à la fois la liberté de la tribune et la liberté de la presse, inséparables l'une de l'autre.

Si le décret du 24 novembre 1861, par un retour spontané de l'Empereur aux institutions représentatives, a récemment associé plus intimement le Sénat et le Corps législatif au gouvernement du pays, en relevant la tribune, la presse est restée sous le régime administratif. La création d'un journal et tous les changements dans le personnel de la propriété ou de la rédaction sont soumis à l'autorisation préalable du gouvernement. Pour tous les délits de presse, la juridiction des tribunaux correctionnels a remplacé celle du jury, et la publicité des débats a été interdite; un journal peut être suspendu et supprimé par simple mesure administrative, alors même qu'il n'a été l'objet d'aucune condamnation.

Il est d'autres mesures qui ne contribuent pas moins à rendre plus difficile l'exercice des droits politiques, dans plusieurs de nos départements.

On sait qu'à l'ancienne organisation des arrondissements a été substituée, en matière électorale, la circonscription. Les articles 34 et 35 de la Constitution établissent, en effet, qu'il sera nommé un député par trente-cinq mille électeurs, et c'est le pouvoir exécutif qui détermine les circonscriptions. Son droit constitutionnel sur ce point est inattaquable; et nous n'avons pas plus l'envie de le contester que celle de discuter les articles 34 et 35. Mais autre chose est un droit, autre chose l'usage qu'on en fait. Comme le chef-lieu d'arrondissement, siège des tribunaux, de l'administration civile et financière, centre du service postal, est le point naturel vers lequel convergent les électeurs de l'arrondissement, comme c'est là que s'établissent leurs relations, n'eût-il pas été naturel de rapprocher, autant que possible, l'arrondissement électoral de l'arrondissement administratif? Et peut-on dire que c'est cela qu'on a fait partout?

Une pétition adressée dernièrement au Sénat a signalé les remaniements, au moins singuliers, qu'ont subis plusieurs départements, notamment ceux du Nord, de la Sarthe, du Gard, de l'Aude, de la Loire-Inférieure et des Bouches-du-Rhône.

Cette pétition sera-t-elle accueillie favorablement par le Sénat. La presse sera-t-elle bientôt affranchie de ses entraves administratives? Les hommes qui ont cru qu'un retour plus complet et plus prompt aux traditions libérales du régime représentatif était la

conséquence directe et nécessaire du décret du 24 novembre en gardent encore l'espérance, malgré les paroles peu encourageantes de M. le président du conseil d'État.

Il est en tout cas un devoir pour le pays tout entier, pour la bourgeoisie surtout, qui ne veut ni changement brusque, ni révolution, mais qui aspire au moment où un contrôle plus régulièrement efficace sera exercé sur les affaires publiques ; ce devoir est celui de nommer des représentants dont le principal titre à son suffrage ne soit pas le patronage du gouvernement.

Le moment est venu où, sans faire acte d'opposition, les classes moyennes doivent reprendre le rôle qui leur appartient ; il s'agit pour elles, après s'en être écartées, de rentrer dans la vie politique. Les élections qui vont avoir lieu sont décisives ; la victoire des idées libérales peut être obtenue si chacun, en déposant son vote, comprend qu'il doit élire un mandataire libre de tout engagement.

Mais, dit-on, les gouvernements qui se sont succédé depuis 1815 n'ont-ils pas tous pris un rôle actif dans les élections ?

Dans une brochure publiée récemment, on se plaît à rappeler certaines circulaires de divers ministres de l'Intérieur, pour prouver que le droit d'intervention du pouvoir dans les élections a été revendiqué et pratiqué par tous les gouvernements. Et parmi ces circulaires, on ne manque pas de citer fréquemment celle du ministre de l'intérieur de la République, en 1848 : mais on oublie de dire qu'à cette époque le droit de réunion était absolu ; on se garde bien d'ajouter qu'à cette époque on possédait une entière liberté de la presse, et qu'on en usait contre cette circulaire sans crainte d'un avertissement, d'un procès ou d'une suppression administrative.

Pourquoi d'ailleurs, à côté de la circulaire de 1848, ne pas placer celles de mai et juin 1831, signées : Casimir Périer ?

« Aucun intérêt public, disait M. Périer, ne doit être sacrifié à un calcul électoral, aucune décision administrative ne doit être puisée dans d'autres motifs que le vrai, le juste, le bien commun ; les opinions ne doivent jamais être prises pour les droits ; enfin l'indépendance des consciences doit être scrupuleusement respectée. Le secret des votes est sacré et aucun fonctionnaire ne saurait être responsable du sien devant l'autorité. Je n'ai pas besoin d'insister sur ces principes ; vous ne serviriez pas un gouvernement qui en professerait d'autres.

» Je vous le répète, monsieur le préfet, il s'agit d'assurer l'indépendance des suffrages ; le gouvernement respecte et doit faire respecter leur liberté ; car ce qu'il cherche, ce qu'il doit désirer, c'est le vœu du pays, mais un vœu pur d'influences contraires

aux lois, à la sincérité française et à la véritable opinion publique ; un vœu vraiment national, que son devoir est d'entendre ; un vœu parlementaire, dans lequel seulement la conscience de l'administration peut et doit reconnaître le jugement de son système et de ses actes. »

Un candidat non officiel, qu'hier encore on pouvait appeler indépendant, qu'on ne sait plus comment nommer aujourd'hui, peut-il espérer voir appliquer de tels principes dans la prochaine lutte électorale ? ne trouve-t-il pas au contraire en face de lui un pouvoir qui n'est pas soumis à un continuel contrôle comme ceux qui l'ont précédé ? Une administration centralisée, qui compte en moyenne, par circonscription électorale, cinq cents fonctionnaires, recevant un mot d'ordre qu'il leur serait dangereux d'oublier ? et cette administration, aux yeux des populations, de celles surtout de nos campagnes, n'est-elle pas considérée comme inattaquable, parce qu'elle émane du souverain ?

Ce candidat n'a ni la presse, ni la faculté de réunir les électeurs pour exposer ses idées, ses griefs, ses critiques, ses vues ; pendant les vingt jours seulement qui précèdent l'élection, il peut adresser une circulaire aux électeurs de sa circonscription ; son droit commence et finit là. En face de sa candidature se pose, je devrais dire est posée la candidature de l' élu désigné par le gouvernement aux suffrages des électeurs. Pour celui-ci, tous les fonctionnaires du département, depuis le préfet jusqu'au facteur rural et au garde champêtre, prônent ses mérites, ses vertus et son influence. Il serait vraiment ingrat, cet élu du suffrage universel, lorsque le mandat de défendre les intérêts de tous lui a été confié, s'il s'avisait de se séparer jamais, je ne dirai pas du gouvernement, mais de l'administration qui a tant aidé à le faire ce qu'il est.

Ces inconvénients seraient fort atténués si chaque électeur sentait qu'il est de son devoir de se décider par lui-même et d'être moins absolument docile aux désirs qui lui sont transmis par les agents de l'administration ; si les maires de nos campagnes qui, bien que nommés par le gouvernement, sont et doivent rester les hommes de la commune, comprenaient qu'ils ne sont pas légalement tenus, comme on cherche à le leur faire croire, d'être les agents les plus actifs, les plus dévoués, des candidats patronnés, agréés ou agréables.

Peut-être est-il opportun de rappeler ici quelles sont les limites exactes du pouvoir législatif. D'après le règlement de la Chambre, les députés ne peuvent même pas choisir leur président ; ils reçoivent les projets de loi préparés par le conseil d'État ; ils n'ont pas le droit d'amendement direct ; ils n'ont aucun droit d'initia-

tive. Le droit d'adresse, qui a été rendu au Corps législatif, fournit uniquement le moyen de faire de la conduite du gouvernement un éloge ou une critique qui ne donne pas toujours d'influence directe sur la politique générale.

Les attributions du Corps législatif se trouvant ainsi déterminées, ne serait-il pas aujourd'hui plus que jamais utile que la majorité gouvernementale, au lieu d'être un corps compacte et sans contre-poids, fût tenue en éveil par deux ou trois groupes d'opposants, toujours prêts à faire entendre la voix de la critique à côté de l'éloge et à réclamer en faveur des libertés absentes ?

« Avec une Assemblée ainsi composée, les débats de l'adresse deviendront une source abondante d'explications et de renseignements; les débats du budget se transformeront en un examen approfondi et instructif; en un mot, la nation sera assurée de connaître, sous tous les aspects, dans tous leurs détails, les actes intérieurs et extérieurs du gouvernement; l'opinion publique pourra se former autrement que par la lecture de journaux inspirés officiellement ou privés de liberté (1). »

Pour que les droits réservés au Corps législatif ne soient pas un vain mot, pour que, sur les questions de politique extérieure, le pays ne se voie pas engagé dans une guerre sans être préalablement consulté; pour que surtout un temps d'arrêt soit mis aux dépenses qui, depuis dix ans, se sont accrues de plus de 600 millions, il faut que les élus du suffrage universel soient libres de tout engagement. Ni adhésion ni opposition de parti pris, tel doit être le programme des prochaines élections.

Si les classes moyennes acceptent ce programme, elles redeviendront ce qu'elles doivent être dans une démocratie comme la nôtre, les gardiennes des droits de chacun; et, s'il faut, comme le disait dernièrement un ministre sans portefeuille, diriger le suffrage universel, c'est à elles surtout qu'il appartient de le faire. En habituant les masses à croire que le gouvernement seul doit les conduire au scrutin et écrire leurs bulletins, on finirait par mettre en péril les plus précieuses conquêtes de 89.

Nous ne dirons pas, comme Siéyès, que, de nos jours, le Tiers-État n'est rien, et qu'il doit être tout. Mais nous dirons que les démocraties où les classes moyennes ne savent pas user de leur influence légitime sont bientôt frappées d'impuissance. Il est temps pour elles de faire acte, non d'opposition, mais d'indépendance;

(1) A. Lavertujon. — *Gironde* du 22 avril.

continuer l'abdication des douze dernières années, ce serait détruire, dans ce qu'il a de meilleur et de plus pur, l'esprit de la révolution française.

Un des publicistes dont les erreurs et les sophismes, en effrayant l'opinion publique, ont le plus contribué à l'éloigner des idées sainement libérales, M. P.-J. Proudhon, vient de faire paraître, sur les élections prochaines, une brochure dont la conclusion est absolument opposée à la nôtre.

Nous n'avons pas l'intention d'analyser cette brochure ni de la réfuter. Il faut la lire tout entière pour en bien comprendre l'esprit. On y trouve, comme dans tous les écrits de M. Proudhon, une grande puissance d'analyse et une grande justesse de vues quand il ne s'agit que de constater les faits, mais une tendance irrésistible au sophisme quand il s'agit d'en tirer des déductions et des conséquences. — Les citations qui suivent indiquent les principaux motifs invoqués par l'auteur en faveur de l'abstention :

« En vertu de la Constitution du 14 janvier 1852 et du décret du 2 février de la même année, le mode principal, solennel de manifestation de la volonté du pays est le suffrage universel... Est-il indépendant, jouit-il en fait d'une spontanéité telle que la suppose sa suprématie légale et que le requiert l'esprit de la Constitution ? »

Après avoir rappelé la déclaration de M. Baroche, que le suffrage universel ne lui paraissait pas et ne lui paraîtrait jamais susceptible d'être abandonné à lui-même, à sa spontanéité, l'auteur de la brochure ajoute :

« Comment donc le chef de l'État, grand élu, seul gouvernant et responsable, disposant de tous les moyens d'action et d'influence, serait-il en même temps grand électeur ? Comment, mandataire du peuple, serait-il appelé à faire, par des députés de son choix, le contrôle de son propre gouvernement ? Comment M. Baroche n'a-t-il pas vu que ces deux attributions sont incompatibles ? Comment imaginer que, devant l'omnipotence impériale, devenue candidate au Corps législatif, il se trouve jamais une masse

» d'électeurs assez désintéressés et assez nombreux pour nommer
» une majorité contraire à la politique du chef de l'État? Quand
» a-t-on vu une semblable énergie de volonté, une pareille hauteur
» d'intelligence se manifester dans une nation ?.. Que le Gouverne-
» ment ait ses partisans, ses candidats qu'il avoue, et qui prennent
» sa défense dans les comices électoraux, à la bonne heure; mais
» qu'il les produise lui-même, qu'il les patronne, et que, pour plus
» de certitude de succès, il soit chargé de la police des élections,
» de la délimitation des groupes, etc., c'est ce qui paraît exorbitant.
» Il y a là tout à la fois un principe de subalternisation et un fer-
» ment de discorde. Entre le régime créé par la Constitution de
» 1852 et les prétentions électorales exprimées par M. Baroche, il y a
» donc incompatibilité. »

La faculté pour les électeurs de se réunir et de discuter publi-
quement les candidatures et la politique du gouvernement n'exis-
tant pas, « le vote devient impossible; il est surtout impossible, sans
» liberté de la presse, et avec les circonscriptions électorales telles
» que les a faites le décret du 24 décembre. »

« Il s'agissait, pour le gouvernement, d'appliquer les art. 34 et
» 35 de la Constitution qui disent :

» L'élection a pour base la population.

» Il y aura un député au Corps législatif, à raison de trente cinq
» mille électeurs.

» Qu'a-t-on fait? On a créé des circonscriptions qui trompent et
» dénaturent la pensée locale et neutralisent la portée du vote. Les
» conséquences de cette innovation sont graves; elles ne tendent à
» rien moins qu'à anéantir la vie politique dans les villes, com-
» munes et départements; et par cette destruction de toute auto-
» nomie municipale et régionale, à arrêter dans son développement
» le suffrage universel. Au lieu de former un organisme vivant, où
» la pensée se produit avec d'autant plus d'éclat que l'organisation
» est plus complexe, le corps de la nation ne forme plus qu'une
» agglomération de molécules élémentaires, un amas de poussière
» qu'agite une pensée extérieure et supérieure à lui, la pensée cen-
» trale. A force de chercher l'unité, nous avons sacrifié l'unité
» même.

» Aussi qu'arrive-t-il? Le département se sent dépourvu du génie
» propre, cherche ses inspirations au dehors; le chef-lieu suit son
» exemple. Tout le monde se tourne vers le siège du gouvernement,
» parce que chez soi l'on sent qu'on n'est rien. — Vous nous de-
» mandez des députés? Eh! quels députés voulez-vous que nous
» vous envoyions? Désignez vous-mêmes les candidats!... Ainsi le
» peuple français abdique sa prérogative; l'esprit de liberté s'éteint,

» l'idée du contrat politique s'efface et la nationalité tant revendiquée s'évanouit. Il n'y a plus de société; c'est un peuple de prétoriens, tantôt en uniforme, *milites*, tantôt en blouse ou habit, *quirités*, mais toujours évoluant, comme dans un champ de manœuvre, au commandement du grand élu, *imperator*. »

Nous ne reproduirons pas ici les opinions de l'auteur de la brochure sur la condition préalable du serment imposé aux candidats. Nos lecteurs comprendront ce qu'il y a de délicat à s'engager dans cette question.

Mais des citations précédentes, faut-il conclure, comme l'auteur, que l'abstention est le *devoir* de tous ceux qui sont attachés, d'une manière *aussi désintéressée que loyale*, à la cause de la liberté? Nous ne le pensons pas. La politique de discussion et d'action servira toujours mieux que l'abstention les idées de 89.

Faisons acte de citoyens; soyons décidés à protester contre toute pression administrative. Après tout, la législation actuelle nous confère à tous des droits; faisons-les respecter et, malgré l'inégalité de la lutte, malgré les défaites probables qui attendent plusieurs candidatures libérales, ne désertons pas le combat.

P.-L. TARGET.

LÉGISLATION ÉLECTORALE. ⁽¹⁾

Avant l'élection.

La minute de la liste électorale reste déposée au secrétariat de la commune ; le tableau contenant les additions et retranchements faits chaque année par le maire à la liste électorale est transmis après le 31 mars au préfet ; il reste déposé avec la copie de la liste électorale au secrétariat général du département. Communication en doit toujours être donnée aux citoyens qui la demandent. (D. R. art. 7.)

Tout citoyen, électeur ou non dans la commune, a le droit incontesté de prendre copie des listes déposées aux mairies (loi du 8 fév. 1849). Le même droit existe pour les listes déposées au secrétariat des préfectures ; mais il est contesté par l'administration. En cas d'entraves apportées à ce droit, il importe de constater le fait par procès-verbal d'huissier.

La publicité des journaux est un des moyens les plus utiles de porter les candidatures à la connaissance des électeurs. Tout candidat ou électeur qui serait nommé ou désigné dans un journal peut user du droit de réponse consacré par les lois du 25 mars 1822, art. 11, et du 27 juillet 1849, art. 13. Il peut se défendre ainsi dans le journal même qui l'a attaqué. Seul juge de l'opportunité de sa réponse, il serait en droit, par exemple, d'exiger l'insertion de sa circulaire, par cela seul qu'il aurait été nommé ou désigné. Il peut donner à sa réponse toute l'étendue qu'il juge convenable ; seulement, si cette réponse a plus du double de l'article auquel il est répondu, l'auteur de la réponse doit offrir de payer l'excédant au tarif des annonces. La réponse doit être insérée dans le plus prochain numéro du journal. Elle ne doit contenir aucune attaque aux lois ni aucune atteinte à l'honneur d'un tiers ou du journaliste lui-même.

Un autre moyen de propagande, qui ne saurait être trop recommandé à l'attention des électeurs, c'est la formation de réunions et de comités électoraux. Le décret du 25 mars 1852 soumet à l'autorisation administrative les *réunions publiques* de quelque nature qu'elles soient ; mais on ne peut ranger dans cette catégorie les réunions exclusivement composées d'électeurs *individuellement convoqués* ; il en est de même, à plus forte raison, des comités créés pour protéger les candidatures ; leur caractère temporaire et accidentel les distingue des associations prohibées par le Code pénal et la loi de 1834, et leur caractère privé des réunions publiques prévues par le décret de 1852.

L'un des actes les plus utiles de ces comités sera de stimuler, le second jour, le zèle des électeurs qui auraient négligé de remplir leur devoir le premier jour.

Dans les vingt jours qui précèdent l'élection, le candidat *qui a prêté le serment* préalable peut faire distribuer par qui bon lui semble, même par des femmes et des enfants, et sans aucune autorisation, toute circulaire, profession de foi ou affiche, et tout bulletin de vote, à la seule condition d'avoir déposé ou fait déposer par un tiers, au parquet du procureur impérial, un exemplaire signé de lui ; il doit y avoir autant de dépôts qu'il y a de tribunaux civils dans la circonscription. Immédiatement après ce dépôt, la distribution peut commencer. Le dépôt est constaté par un récépissé qui ne peut être refusé sous aucun prétexte ; en cas de refus, le refus doit être constaté par un acte extrajudiciaire, qui tient lieu de récépissé et suffit pour autoriser la libre distribution (loi du 16 juill. 1850, art. 10).

(1) Les indications qu'on va lire ont reçu l'approbation du comité consultatif électoral, composé de MM. Dufaure, Berryer, O. Barrot, Baze, Freslon, V. Lefranc, P. Andral, etc., etc.

Le récépissé ou l'acte extrajudiciaire qui en tient lieu doit rester dans les mains du candidat ou d'un tiers. Nul ne peut en réclamer la production de la part des distributeurs ; toute entrave apportée à la distribution doit être constatée par acte d'huissier, et à défaut par témoins.

Sous aucun prétexte, les autorités, soit judiciaires soit administratives, ne peuvent arrêter ou suspendre la distribution des circulaires, professions de foi et bulletins régulièrement déposés.

Tout écrit en dehors même de la période de vingt jours peut être distribué par la poste, mais dans ce cas il doit être timbré.

Les circulaires, professions de foi et bulletins sont dispensés du timbre.

Les affiches doivent être sur papier de couleur et timbrées. Dans les vingt jours, et après dépôt au parquet, elles peuvent être affichées par tout le monde.

Tout imprimé relatif aux élections peut être affiché ; il peut être également distribué.

II

Pendant l'élection.

Les assemblées électorales sont convoquées ordinairement au chef-lieu de la commune ; toutefois, un arrêté du préfet peut diviser la commune en plusieurs sections. Le bureau de chaque collège ou section doit être composé d'un président, de quatre assesseurs et d'un secrétaire ; la présidence appartient au maire, aux adjoints, aux conseillers municipaux pris dans l'ordre du tableau, ou, à leur défaut, aux électeurs désignés par le maire, parmi ceux qui savent lire et écrire, (art. 12 et 13 décret réglementaire). Les fonctions d'assesseurs sont remplies par les conseillers municipaux sachant lire et écrire, pris dans l'ordre du tableau ; à défaut de ceux-ci, par les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs présents à l'ouverture de l'assemblée électorale (art. 14). Il est important que les électeurs dévoués à une candidature s'entendent pour avoir, par le droit de l'âge, au moins un représentant au bureau, et pour cela, qu'ils s'assurent de la présence d'électeurs aussi jeunes et d'autres aussi âgés que possible à l'ouverture du scrutin.

Le secrétaire est choisi, par les assesseurs, parmi les électeurs. Le bureau ne peut se constituer légalement avant l'heure fixée par la loi pour le commencement des opérations électorales. Le maire ne peut faire aucune désignation à l'avance. Le Président a seul la police de l'assemblée. Toute discussion est interdite. Trois membres du bureau au moins doivent être présents pendant tout le cours des opérations (D. R. art. 15).

La loi interdit sévèrement toute intimidation essayée sur les électeurs soit à leur domicile, soit aux abords du scrutin, par des agents de police, gardes champêtres ou tout autre agent, fonctionnaire ou simple particulier ; elle interdit également tous privilèges accordés aux abords du scrutin aux distributeurs d'un candidat et refusés aux distributeurs de son concurrent.

Si un fait de ce genre se produit, il faut le faire constater par tous les moyens dont on pourra disposer.

Aucun bulletin ne doit être déposé dans la salle du scrutin. Si les électeurs ne peuvent empêcher qu'il en soit déposé, ils doivent protester et exiger que tout au moins on place à côté des bulletins des autres candidats.

Le président doit s'assurer, avant d'ouvrir le scrutin, que l'urne ou la boîte ne renferme aucun bulletin et qu'elle ne peut en recevoir que d'un côté. L'urne doit être munie de deux serrures : l'une des clefs est gardée par le président, l'autre par l'assesseur le plus âgé. Au cas où il n'y aurait pas d'urne ainsi fermée de deux serrures, les électeurs devraient faire constater au procès-verbal la disposition de l'urne qui aurait servi au vote et notamment son mode de fermeture. (D. R. art. 22.)

Pendant toute la durée du scrutin, une copie officielle de la liste des électeurs doit être déposée sur la table autour de laquelle siège le bureau, ainsi qu'un tableau

contenant les noms des candidats qui, au moins huit jours avant celui du scrutin, ont déposé leur serment à la préfecture.

Le président ni aucun membre du bureau ne peut, ni directement, ni indirectement, interroger l'électeur sur son vote ni lui donner aucun conseil : toute infraction à cette règle doit être constatée au procès-verbal ou par tout autre moyen.

Pour faciliter les opérations électorales, l'usage s'est établi de faire distribuer aux électeurs des cartes destinées à constater leur identité au moment du vote ; ces cartes ne sont pas nécessaires pour voter, et à leur défaut tout électeur inscrit n'a qu'à faire constater son identité pour avoir droit au scrutin ; *mais nul ne peut voter pour un absent sous peine de prison.*

Le papier du bulletin doit être *blanc et sans signes extérieurs.* (Art. 21.)

Les bulletins doivent être préparés hors de la salle de scrutin et remis fermés au président ; *le président ne doit les ouvrir sous aucun prétexte* ; il doit même refuser les bulletins qui lui seraient présentés ouverts.

Le vote de chaque électeur est constaté par la signature ou le paraphe de l'un des membres du bureau, apposé sur la liste en marge du nom du votant. (Art. 23.)

Le scrutin reste ouvert pendant deux jours : le premier jour, depuis huit heures du matin jusqu'à six heures du soir ; et le second jour, depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures du soir. (Art. 25.)

Les boîtes du scrutin sont scellées et déposées pendant la nuit au secrétariat ou dans la salle de la mairie. Les scellés sont également apposés sur les ouvertures de la salle où les boîtes ont été déposées. Les assesseurs ont le droit et le devoir d'apposer leurs cachets sur les scellés. (Art. 26.)

Après la clôture du scrutin, il est procédé au dépouillement de la manière suivante : la boîte du scrutin est ouverte et le nombre des bulletins vérifié. Si ce nombre est plus grand ou moindre que celui des votants, il en est fait mention au procès-verbal. Le bureau désigne parmi les électeurs présents un certain nombre de scrutateurs sachant lire et écrire, lesquels se divisent par tables de quatre au moins. Le président répartit entre les diverses tables les bulletins à vérifier. A chaque table, l'un des scrutateurs lit chaque bulletin à haute voix et le passe à un autre scrutateur ; les noms portés sur les bulletins sont relevés sur des listes préparées à cet effet. (Art. 27.)

Les électeurs dévoués à un candidat doivent, autant que possible, se faire comprendre parmi les scrutateurs ; s'ils n'y peuvent parvenir, ils feront bien de se tenir derrière le scrutateur qui fera l'appel de noms et de s'entendre entre eux pour compter, de leur côté, à mesure qu'elles seront appelées, les voix attribuées à chaque candidat. S'ils s'aperçoivent d'une erreur commise par les scrutateurs, ils doivent la signaler immédiatement au bureau.

Le président et les membres du bureau surveillent l'opération du dépouillement. Dans les collèges ou sections où il se sera présenté moins de trois cents votants, le bureau pourra procéder lui-même, et sans l'intervention de scrutateurs supplémentaires, au dépouillement du scrutin. (Art. 28.)

Pour les collèges divisés en plusieurs sections, le dépouillement du scrutin se fait dans chaque section. Le résultat est immédiatement arrêté et signé par le bureau ; il est ensuite porté par le président au bureau de la première section, qui, en présence des présidents des autres sections, opère le recensement général des votes et en proclame le résultat. (Art. 32.)

Les tables sur lesquelles s'opère le dépouillement du scrutin doivent être disposées de telle sorte *que les électeurs puissent circuler alentour.* (Art. 29.)

Les bulletins blancs, ceux ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se font connaître, n'entrent point en compte dans le résultat du dépouillement.

Immédiatement après le dépouillement, le résultat du scrutin est rendu public, et les bulletins sont brûlés en présence des électeurs, sauf ceux qui sont annulés pour une cause quelconque, et *qui doivent rester annexés au procès-verbal.*

Si l'on négligeait de faire annexer au procès-verbal les bulletins annulés, toute réclamation à leur sujet deviendrait impossible. (Art. 31.)

Le bureau prononce provisoirement sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations; le secrétaire n'a que voix consultative. Les décisions sont prises à la majorité des autres membres du bureau; elles doivent être motivées.

Le procès-verbal doit être tenu par le secrétaire; il doit reproduire tout ce qui se passe à l'occasion des opérations électorales, *toutes les réclamations formées par les électeurs* et toutes les décisions rendues par le bureau. Ce point est de la plus grande importance; si quelque irrégularité se présente dans le cours des opérations électorales, il importe de la faire mentionner sur le procès-verbal. S'il se trouvait un bureau assez oublieux de ses devoirs pour refuser cette insertion, on devrait dresser une protestation signée par le plus grand nombre de témoins possible, l'envoyer immédiatement par lettre chargée à la présidence du Corps législatif, en ayant soin d'en garder copie, sans préjudice des poursuites judiciaires auxquelles les faits incriminés pourraient donner lieu.

Les membres du bureau et les scrutateurs *doivent refuser de signer le procès-verbal*, s'il contient un seul fait qui ne soit pas rigoureusement exact, ou si la majorité refuse d'y mentionner les protestations qui se produisent ou un fait quelconque intéressant la régularité des opérations.

III

Modes de preuve

Toutes les fois qu'une contravention à la loi se produit, il faut avant tout en assurer la preuve.

Le meilleur mode de constatation consiste, quand il est possible, dans un procès-verbal d'huissier.

Le ministère des huissiers est forcé, ils doivent donc obéir aux réquisitions qui leur sont faites; en cas de refus de leur part, il faut s'adresser au président du Tribunal, qui désigne l'un d'eux.

A défaut d'huissier, il importe de faire, au moment même, constater le fait par le plus grand nombre de témoins possible, ou de le faire raconter devant plusieurs personnes par celui ou ceux qui en ont été témoins; pour préciser les souvenirs, quand on le peut, il est utile de rédiger sur-le-champ un récit exact des faits, et de le faire signer par tous ceux qui en ont connaissance.

Rappelons que, pour les irrégularités commises pendant le scrutin ou son dépouillement, les électeurs doivent exiger qu'elles soient consignées avec leurs protestations dans le procès-verbal.

IV

Dispositions pénales.

Toutes les irrégularités auxquelles donne lieu une élection, les pressions et abus d'influence, sont des causes de nullité qu'apprécie souverainement le Corps législatif

Les abus de pouvoir qui seraient commis par les fonctionnaires de tous les ordres et de tous les degrés peuvent être déferés au conseil d'Etat.

Enfin, les lois de 1849 et de 1852 édictent des pénalités rigoureuses contre tous les actes de pression, d'intimidation et de corruption électorale ou de fraude, soit dans le vote, soit dans le dépouillement du scrutin : la répression de ces faits peut être poursuivie par tout citoyen devant les tribunaux correctionnels.

au-dessus, nés et élevés en France. Entrée 200 fr. moitié forfait, 1,000 fr. sur les entrées au second.

Le gagnant en un ou plusieurs prix, en France ou à l'étranger, d'une somme de 20,000 fr., portera 6 kil. de surcharge, de 15,000 fr. 4 kil., de 10,000 fr. 3 kil., de 6,000 fr. 2 kil. Poids 3 ans 53 kilog. et demi, 4 ans 62 kilog. 5 ans et au-dessus 66 kilog. Distance 2,400 mètres environ.

Les engagements seront reçus jusqu'au 15 mai. (Voir les conditions générales.)

Steeple-chase de deuxième catégorie.

3,000 fr. offerts par l'administration des haras et divisés en deux prix : 2,000 fr. et les entrées au premier, 1,000 fr. au deuxième, pour chevaux hongres et juments de demi-sang nés et élevés en France, âgés de 4 à 8 ans inclusivement. Entrée 100 fr. moitié forfait. Poids commun 4 ans 73 kilog., 5 ans et au-dessus 76 kilog. Distance 4,000 mètres environ et 20 obstacles. Le cheval ayant gagné 20,000 fr. est exclu. Le gagnant de 15,000 fr. porte 6 kilog. de surcharge, de 7,000 fr. 4 kilog., de 3,000 fr. 2 kilog. Les gentlemen courant contre des jockeys reçoivent une modération de poids de 4 kilog. (Conditions de l'arrêté du 2 décembre 1862.)

CONDITIONS GÉNÉRALES.

Sauf stipulation contraire, les courses seront régies par les arrêtés des 2 décembre 1862, 9 janvier 1865 et 16 mars 1866.

Les engagements doivent être adressés par lettres cachetées et affranchies.

Pour le prix du ministère et de la Société normande d'encouragement, *jusqu'au 15 mai*, à quatre heures du soir, à M. Grandhomme, n° 4 bis, rue Scribe, à Paris.

Pour les prix classés au règlement du 9 janvier 1865, *jusqu'au 19 juillet*, à quatre heures du soir; pour le steeple-chase et les courses au trot, *jusqu'au 2 juillet*, à la même heure, à M. le Directeur du dépôt d'étalons du Pin, par le Bourg-Saint-Léonard (Orne).

Les forfaits seront déclarés *jusqu'au 16 juillet*, à quatre heures du soir.

Dans les courses où un forfait est admis, les entrées seront acquittées à l'époque indiquée pour la déclaration du forfait; dans les autres cas, elles seront payées au moment de l'engagement, *sous peine de nullité de cet engagement*.

Les engagements seront accompagnés du signalement des chevaux et des certificats constatant leur origine.

Dans le prix de la Société d'encouragement, pour l'amélioration du cheval français de demi-sang, les entrées feront retour à cette association.

Dans les courses de chevaux montés au trot, il ne sera admis que des jockeys français.

Les personnes exclues des courses sur un hippodrome quelconque, seront également exclues des courses de la Société normande d'encouragement, ainsi que les chevaux leur appartenant au moment de l'exclusion. Cette disposition aura son effet tout le temps assigné à la peine prononcée.

Toute personne ayant fait une déclaration reconnue fausse, dans

une réunion quelconque, sera également exclue des courses de la Société, ainsi que les chevaux lui appartenant, et ce immédiatement et pendant deux années.

Les jockeys devront porter le costume de course complet et conserver les couleurs indiquées dans la lettre d'engagement. Une amende de 20 fr., acquise au fond de course, sera due par le propriétaire dont le jockey sera en contravention.

Le jour de la course, à huit heures du matin, le terrain sera montré aux concurrents pour le steeple-chase.

Un quart-d'heure avant la première course, les commissaires procéderont au tirage au sort des places des chevaux pour toutes les courses de la journée. Au coup de cloche donné à cet effet, les propriétaires ou entraîneurs qui voudront assister à ce tirage, devront se rendre aux balances.

Les Commissaires des courses,

Marquis de GUERCHEVILLE, président de la Société;
Comte DE FLERS, membre du Conseil général de l'Orne;
G. DE LA HOUSSAYE, directeur du dépôt d'étalons du Pin.

NOTA. — Les épreuves d'étalons feront l'objet, au Pin et à Caen, d'une réunion séparée à la fin de septembre.

REMONTÉ GÉNÉRALE.

DÉPÔT D'ALENÇON

2. *Extrait du procès-verbal de réception des chevaux achetés pendant les mois de février et mars 1866.*

(Suite).

Une jument. — Réserve — Prix : 4,400 fr. — Vendue par M. Maine (Eugène), à Ménéil-Erreux.

Une jument. — Réserve. — Prix : 4,000 fr. — Vendue par M. Valambrat (Marin), à Sainte-Scolasse-sur-Sarthe.

Un cheval. — Carrière. — Prix : 2,300 fr. — Vendu par M. Montreuil (André), à Alençon.

Un cheval. — Carrière. — Prix : 2,000 fr. — Vendu par le même.

Un cheval. — Carrière. — Prix : 2,400 fr. — Vendu par le même.

Une jument. — Carrière. — Prix : 2,400 fr. — Vendue par le même.

Une jument. — Ligne. — Prix : 900 fr. — Vendue par le même.

Une jument. — Ligne. — Prix : 750 fr. — Vendue par M. Forcinal (Philibert), à Saint Aubin-d'Appenai.

Un cheval — Ligne — Prix : 900 fr. — Vendu par le même.

Un cheval. — Ligne. — Prix : 4000 fr. — Vendu par le même.

Un cheval. — Ligne. — Prix : 750 fr. — Vendu par le même.

Une jument. — Réserve. — Prix : 900 fr. — Vendue par le même.

La suite au prochain numéro.

SÉNAT. — SÉANCE DU VENDREDI 6 AVRIL 1866

DU CADASTRE

DANS SES RAPPORTS AVEC LA

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

DISCOURS

PRONONCÉ PAR

M. LE PRÉSIDENT BONJEAN, SÉNATEUR

TITRES. — BORNAGES. — HYPOTHÈQUES. — CRÉDIT AGRICOLE. — FRAIS DE JUSTICE

PIÈCE

Pour l'ENQUÊTE sur la situation de l'agriculture

HOMMAGE à M.
avec prière de me faire connaître son opinion sur les diverses propositions contenues dans ce discours, et spécialement sur les moyens pratiques de transformer nos registres hypothécaires actuels en registres tenus par *numéros de parcelles* (voir p. 43). — Dans ma conviction profonde, il y a là un immense service à rendre au pays et, partant, pour tout ami du pays, devoir d'y concourir dans la mesure de ses forces et de son expérience. — Je me ferai un devoir de soumettre à qui de droit les résultats de cette *enquête officielle*. — *Aide-toi, le Ciel t'aidera!*

L. B. BONJEAN, rue de Tournon, n° 2.

PARIS

TYPOGRAPHIE DE CH. LAHURE

IMPRIMEUR DU SÉNAT

RUE DE FLEURUS 9

1866

AVERTISSEMENT.

Dans le discours qui suit, le cadastre n'est considéré que sous le rapport des services qu'il peut rendre à la propriété foncière : c'est, dans mon opinion, sa principale utilité, et c'est surtout à ce point de vue que sa révision est nécessaire.

I. La péréquation absolue de l'impôt entre les départements me semble d'une réalisation presque impossible; et, peut-être, après tout, d'un intérêt bien moindre qu'on ne se le figure communément. Les plus fortes inégalités ont été effacées par les dégrèvements successifs qui ont soulagé de 86 millions les départements les plus chargés. D'un autre côté, l'impôt a été encore allégé de 28 millions, par l'abandon que le Gouvernement a fait, en 1850, des 17 centimes généraux. L'impôt foncier, fixé, en 1791, à 240 millions, soit 300 millions avec les cinq sols additionnels généraux, est ainsi descendu, en écartant les départements annexés, à 160 millions, dont il faudrait encore déduire l'élément progressif, introduit, pour les maisons nouvellement bâties, par la loi du 17 août 1835. De telle sorte que, à vrai dire, l'impôt qui, d'après la loi de 1791, devait être du quart du revenu, n'est plus aujourd'hui que du *seizième*; c'est-à-dire quatre fois moindre qu'en 1791, trois fois moindre qu'en 1809. — Le *principal* de l'impôt, celui qui entre dans les coffres du

Tresor, est donc relativement tellement allégé que les inégalités qui peuvent encore exister entre les départements, ont beaucoup perdu de leur importance. — Le mal est que, dans leur ardeur pour des améliorations dont la nécessité n'est pas toujours peut-être bien démontrée, Conseils généraux et Conseils municipaux augmentent incessamment le nombre des centimés *départementaux* et *communaux*. — D'ailleurs, pour constater les inégalités qui peuvent exister soit entre les départements, soit entre les arrondissements et les communes d'un même département, la révision du cadastre n'est nullement indispensable; on peut y arriver non moins sûrement par la comparaison des *prix de vente* et de ceux des *baux à ferme et à loyer* dont l'enregistrement possède tous les éléments. — Ce n'est donc plus que pour la répartition du quatrième degré, entre les propriétaires de la même commune, que la refaction du cadastre peut être utile surtout dans les départements les plus anciennement cadastrés.

II. La *conservation du cadastre*, c'est-à-dire le procédé pour le tenir constamment au courant des modifications que subit la propriété, est un problème déjà résolu par la pratique expérimentée des pays voisins. L'ouvrage publié par M. Noizet, ancien magistrat, contient à ce sujet des renseignements précieux et l'on n'aurait que l'embarras du choix.

III. Il est, au contraire, une autre question peu étudiée jusqu'à ce jour, qui mériterait d'être traitée avec un soin particulier (et je saisisrai la première occasion qui se présentera de le faire), c'est la question d'art, la question *géodésique*.

L'administration du cadastre semble n'avoir vu dans la *triangulation* qu'une opération préparatoire au levé des plans *imagiers*; car elle n'a conservé, ni sur le terrain ni dans ses archives, aucune trace de cette première et fondamentale opération. C'a été là une faute

capitale, la plus grave qu'on puisse reprocher à l'ancienne administration; celle qui démontre le plus avec quel défaut de prévoyance et de vue d'ensemble cette grande opération a été malheureusement conduite. Le réseau trigonométrique devrait être le plan cadastral par excellence : inaltérable, immuable, éternel dans sa forme abstraite, indépendant des modifications que peut subir la division du sol, lui seul peut fournir des *repères impérissables* pour rattacher les bornes délimitatives (*voir ci-après*, p. 33), en même temps qu'un moyen certain de contrôler, de vérifier les plans imagiers et au besoin de refaire, *par portions*, avec une modique dépense, les parties qui en auraient besoin. — Ajoutons que la triangulation est la partie la moins coûteuse de l'opération cadastrale : les tarifs n'accordent au géomètre triangulateur que 20 centimes par hectare, ce qui représente à peine un million pour la France entière. En supposant qu'on dût la doubler pour l'établissement des *bornes trigonométriques*, ce ne serait jamais qu'une dépense tout à fait insignifiante de 20 000 francs par département. — Il va sans dire que la triangulation cadastrale, dont les côtés, d'une longueur moyenne de mille mètres, fournissent deux points trigonométriques par chaque centaine d'hectares, serait rattachée à la grande triangulation faite par les ingénieurs géographes pour la belle carte du dépôt de la guerre.

Et, à ce propos, je me fais un devoir d'appeler toute l'attention du Gouvernement sur un fait presque incroyable, qui m'a été signalé, à la dernière séance, par mon savant collègue, M. Le Verrier. Plusieurs des signaux de la grande triangulation ont disparu!... C'est là un affreux vandalisme! — A défaut de l'administration de la guerre qui ne s'en occupe plus, depuis que la carte est terminée, pourquoi ne confierait-on pas la garde de ces inestimables signaux à l'administration des ponts et chaussées, si bien placée pour remplir une

v

telle mission? — Une conversation d'une demi-heure, entre le ministre de la guerre et celui des travaux publics, suffirait pour arranger cette affaire et épargner à notre époque la honte de n'avoir pas su conserver les glorieux travaux de nos pères.

Ah! si l'Empereur le pouvait savoir!

IV. Il ne serait pas d'ailleurs nécessaire de refaire le parcellaire, en entier, dans toute la France. Pour une foule de communes où la propriété est peu morcelée et change rarement de mains, les anciens cadastres seraient suffisants. Dans toutes celles cadastrées depuis 1837, le cadastre est aussi parfait qu'il est possible de le désirer : le levé parcellaire a été soigneusement vérifié et une erreur d'un millième suffisait pour faire rejeter le travail du géomètre arpenteur¹. — Dans les unes et les autres, une simple révision, au moment de la délimitation collective, pourrait suffire, à la condition de rattacher les limites au réseau trigonométrique par un système de coordonnées dont il serait tenu registre.

Sous le rapport de l'exactitude, les opérations cadastrales peuvent se diviser en trois catégories :

1° — De 1808 à 1821, il a été cadastré, aux frais de l'État, 11 245 communes représentant 14 526 051 hectares. — Cette partie du travail, exécutée par des géomètres inexpérimentés et d'après un système non suffisamment étudié, est la plus défectueuse.

2° — De 1822 à 1830, en sept ans, il a été cadastré, au moyen des trois centimes départementaux, établis par la loi du 31 juillet 1821 et portés à cinq par la loi du 2 août 1829, 10 267 communes présentant une surface de 14 093 409 hectares. — Les opérations de cette seconde catégorie, exécutées conformément au

1. J'ai eu moi-même occasion, avec le secours d'un officier supérieur d'état-major attaché à la carte de France, de vérifier, dans une commune, la parfaite exactitude des opérations.

règlement du 10 octobre 1821, sont généralement d'une exactitude suffisante.

3° — De 1830 à 1850, le reste de la France, 20 706 054 hectares, c'est-à-dire les $\frac{2}{5}$, a été cadastré, d'après les prescriptions du règlement du 15 mars 1827. C'est, en 1850, par la commune de Leyvaux, département du Cantal, qu'a été enfin terminée cette grande opération. — Les opérations de cette troisième catégorie, surtout depuis 1837, sont d'une exactitude aussi parfaite que possible.

Depuis 1837, le cadastre a été, en outre, recommencé dans 1796 des communes anciennement cadastrées.

Enfin, depuis la loi du 7 août 1850, 166 communes ont recommencé leur cadastre à *leurs frais*; mais il est évident que bien peu de communes en France sont en état de subvenir à la dépense d'une telle opération.

Au moyen de toutes ces déductions, on voit combien il serait possible de réduire la monstrueuse dépense de 300 millions qu'on suppose nécessaire pour la refaction du cadastre entier; et assurément il serait facile d'indiquer bien d'autres réductions tenant à un autre ordre d'idées.

DU CADASTRE

DANS SES RAPPORTS AVEC LA

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

MESSIEURS LES SÉNATEURS,

Si je me joins à M. Tourangin pour combattre l'ordre du jour proposé par la commission, ce n'est pas qu'entre l'ordre du jour et le renvoi au ministre des finances j'aperçoive une grande différence. Si nous passons à l'ordre du jour, l'administration des finances sera officiellement autorisée à ne plus s'occuper de la question cadastrale; — si nous lui renvoyons les pétitions, elle en sera quitte pour nous répondre, comme elle le fait depuis trente ans, que *la question est à l'étude*, formule polie qui, traduite en bon français, veut dire qu'on ne s'en occupera pas davantage (*Sourires*).

Et je me hâte de le dire, messieurs, en parlant ainsi, je n'entends nullement blâmer l'administration des finances; non. Au point de vue exclusivement financier, auquel nécessairement elle est placée, elle ne peut guère nous faire d'autre réponse.

Le ministre des finances n'est point, après tout, un ministre universel: sa mission est de faire rentrer, par l'impôt, l'argent que ses honorables collègues dépensent avec un empressement proportionné à leur zèle pour les services qui leur sont confiés; et comme ce zèle est sans bornes, la tâche du ministre des finances ne laisse pas que d'être assez lourde (*Nouvelle hilarité*).

Lors donc que ce ministre voit rentrer, sans effort, sans murmure, avec des frais de contrainte nuls ou insignifiants, l'impôt dont le cadastre a pour objet d'assurer l'exacte répartition, n'est-il pas fondé à nous répondre :

« Que me voulez-vous avec vos cadastres et vos « péréquations ? Les choses ne vont-elles pas aussi « bien qu'elles peuvent aller ? Quand tout marche « à souhait, toute innovation est périlleuse :

« Le mieux est l'ennemi du bien (*Nouvelle hilarité*). »

Messieurs, à son point de vue, le ministre a raison. C'est nous qui avons tort de l'entretenir de choses hors de sa compétence ; et, pour mon compte, je remercie sa courtoisie de ne point ajouter, en nous répondant :

« Allez, vous êtes des utopistes et des rêveurs. »

C'est qu'en effet, messieurs, le cadastre est un Janus à double face ; sous l'une de ses faces, il est un moyen d'assiette de l'impôt foncier ; sous l'autre, il est, ou du moins il devrait être, pour la propriété, le plus direct, le plus efficace des auxiliaires.

Malheureusement, le cadastre ne fut conçu puis exécuté qu'en vue de l'équitable répartition de l'impôt ; et la preuve, c'est qu'aux quatre dates principales, autour desquelles pivote l'histoire du cadastre, en 1791, en 1806, en 1821 et en 1850, c'est toujours dans des lois de budget, dans des lois de finances, que fut réglé tout ce qui concernait le cadastre. — La même vérité ne ressort-elle pas aussi avec évidence de ce fait remar-

quable que, depuis 1806, le cadastre a toujours été placé dans les attributions du ministre des finances; alors que, rationnellement, il eût dû être placé dans celles du ministre de la justice pour les questions qui touchent à la propriété, et dans celles du ministre des travaux publics, à côté des ponts et chaussées, pour la question d'art.

Ce fait est d'autant plus singulier qu'avec cette prodigieuse sagacité qui le faisait pénétrer du premier bond dans le fond des questions les plus étrangères à ses études ordinaires, le premier Consul et plus tard l'Empereur avait très-nettement aperçu les services supérieurs que le cadastre peut rendre à la propriété foncière; les citations de M. Tourangin en font foi¹.

Mais, soit que la politique lui eût fait perdre de vue cet aperçu fécond, soit que la confection du cadastre n'apparût que dans un avenir trop éloigné, — et de fait il n'a été terminé qu'en 1850, — cette institution ne trouva aucune place dans nos lois civiles, même comme pierre d'attente, et se traîna dans l'ornière fiscale où l'avait placée la loi du 28 août 1791.

Aujourd'hui même, les idées de Napoléon ont fait si peu de chemin, en France du moins, que notre honorable commission repousse comme un attentat à la propriété ce LIVRE FONCIER que je regarde, moi, comme devant en être le *palladium*.

1. Napoléon disait : « Un bon cadastre parcellaire sera le complément de mon Code. Il faut que les plans soient assez exacts et assez développés pour servir à fixer les limites des propriétés et empêcher les procès. »

Aux citations, déjà faites par M. Tourangin, j'ajouterai une parole qui remonte aux beaux jours de l'époque sans égale du Consulat, et qui peut servir d'épigraphe à tout ce que j'ai à vous dire :

« On n'a jamais rien fait en France pour la propriété (disait le premier Consul). Celui qui fera une bonne loi de cadastre méritera qu'on lui élève une statue. » (*Mouvement.*)

Assurément, messieurs, je n'aspire point à une statue (*On rit*) ; tout ce que je demande, c'est une bienveillante attention, quand, me saisissant de cette partie de la question cadastrale que M. Tourangin a bien voulu me laisser, je viens essayer de mettre en lumière, devant vous, les inappréciables services que le cadastre peut rendre à la propriété, pour la conserver, lui assurer une jouissance paisible et inviolable, lui fournir un crédit en rapport avec son importance, tarir enfin la source de la plupart des procès qui l'épuisent en frais stériles.

Ce sujet est immense, messieurs ; et, pour le traiter convenablement, il faudrait non un discours, mais un gros volume. Au risque d'affaiblir ma démonstration, j'en serai donc réduit à m'en tenir aux idées les plus générales et les plus simples : heureux si cette étude, si incomplète qu'elle soit, appelle l'attention du Sénat, du Gouvernement et du public sur une question que je considère comme l'une des plus importantes du temps présent.

Mais, avant d'entrer dans cet examen, je dois tout d'abord écarter un préjugé qui, s'il n'était

dissipé, me ferait écouter peut-être avec quelque désaveur : — je proteste que je n'entends nullement porter la main sur le Code Napoléon.

Voici quarante-deux ans que j'étudie ce Code, trente-cinq que je l'applique. Depuis l'humble pupitre du clerk d'avoué jusqu'au fauteuil de président à la Cour de cassation, j'ai été dans toutes les positions possibles pour le voir fonctionner, et nul n'est moins que moi disposé à y toucher ; bien que cependant cela ait été fait plus d'une fois de la façon la plus profitable au bien public, notamment par la réforme hypothécaire de 1855, qui nous valut un si excellent rapport de M. le comte de Casabianca.

Eh bien, messieurs, il n'est nullement question d'aller aussi loin qu'en 1855.

En essayant de vous démontrer la nécessité croissante d'un *livre foncier*, fondé sur le cadastre, tel qu'en possèdent plusieurs nations voisines, je ne critique nullement le Code Napoléon pour ne l'avoir pas fait. Si ce livre n'existe pas, si le Code n'a tiré aucun parti du cadastre, c'est par la raison fort simple que ce Code a été discuté, voté, promulgué de 1802 à 1804 ; tandis que le cadastre n'a été commencé qu'en 1808 et terminé seulement en 1850. Les auteurs du Code ne pouvaient donc utiliser ce qui n'existait pas ; et, à ceux qui seraient assez injustes pour leur en faire un reproche, ils pourraient répondre avec l'agneau de la fable :

Comment l'eussé-je fait, puisqu'il n'était pas né ?

J'affirme, en second lieu, que, pour l'établissement de ce livre foncier, il n'est nullement besoin

de toucher à aucune des dispositions du Code, non, pas même d'en déranger une virgule. — Seulement, aux principes qu'il a posés, je voudrais fournir, pour l'application pratique, un instrument qui manquait au grand législateur de 1804, comme manqua, la même année, au guerrier conquérant, le bateau à vapeur qui eût pu le porter aux côtes d'Angleterre.

J'ajoute enfin, messieurs, que loin d'être un novateur portant témérairement la main sur l'œuvre du génie, je ne veux que réaliser pieusement le vœu plusieurs fois exprimé par le premier Consul et l'Empereur.

Ceci bien entendu, et le Code hors de question, j'en serai plus à l'aise pour dire toute ma pensée.

Quelle est, en ce moment, la constitution matérielle, sociale et légale de la propriété foncière ? — C'est là ce qu'il faut d'abord constater.

§ 1^{er}. — *État matériel de la propriété foncière.*

La situation matérielle se traduit par des chiffres, peu connus, et que vous entendrez peut-être avec quelque intérêt, malgré leur aridité.

Depuis l'annexion de Nice et de la Savoie, nos 89 départements présentent une surface de 54,302,269 hectares, dont 52 millions appartiennent à la propriété privée.

Ces 52 millions d'hectares sont divisés en 143,079,558 parcelles, dont 8,438,760 propriétés bâties. Le tout représente une valeur vénale de plus de 400 milliards, valeur de 1866, et un re-

venu de 3 milliards 200 millions ; payé un impôt foncier de 168,300,000 fr., réparti en 14,028,000 cotes foncières, acquittées par 8,837,640 propriétaires.

Mais comme, en Corse et dans les trois départements annexés, le cadastre est seulement en voie d'exécution, que les chiffres qui les concernent ne sont connus qu'en bloc, peu utiles par conséquent, je me reporterai à 15 ans en arrière et prendrai pour base de mes raisonnements les faits, très-soigneusement constatés en 1851, pour les 85 départements anciens du continent. — Il est évident que les moyennes fournies par ces 85 départements ne peuvent être notablement affectées par le contingent des quatre départements que je vais désormais laisser de côté.

Voici donc la situation de la propriété dans ces 85 départements en 1851 :

Sur une surface totale de 51,954,834 hectares, 49,325,514 hectares étaient à la propriété privée ; le surplus, au domaine public ou à celui de l'État. — Ces 49 millions d'hectares étaient divisés en 136,579,000 parcelles, dont 7,577,783 en propriétés bâties. — Leur valeur vénale, en 1851, était de 83,744,000,000 fr. ; le revenu imposable, de 2,643,365,700 ; l'impôt foncier, de 160,278,250 francs, réparti en 12,394,000 cotes, acquittées par 7,578,000 propriétaires.

Ces chiffres, ainsi pris en bloc, ne fourniraient, pour les questions que nous avons à examiner, que des indications trop vagues et des moyennes prises sur des éléments trop hétérogènes ; pour serrer les questions de plus près, il faut les décom-

poser en leurs principaux éléments : c'est ce travail, accompli non sans peine, que je demande au Sénat la permission de placer sous ses yeux. (*Voir page 15.*)

§ II. — *État social de la propriété foncière.*

Permettez-moi, messieurs, d'arrêter un instant votre attention sur quelques-unes des conséquences qui découlent naturellement de ces chiffres. Elles ne sont pas seulement de nature à démontrer à votre raison l'immense importance de la question qui nous occupe ; elles seront aussi, pour votre humanité, une source de consolations, pour votre patriotisme une cause de légitime orgueil ; elles prouveront, une fois de plus, l'aveuglement de ceux qui, des deux extrémités opposées du diamètre politique, calomnient si imprudemment, quand ils devraient le bénir, l'ordre social fondé en 1789.

Un premier fait qui nous frappe, c'est l'égalité presque absolue entre le nombre des propriétaires et celui des maisons : si nous avons 7,578,000 propriétaires, nous avons aussi 7,577,000 maisons, mille de moins que de propriétaires. Et il est naturel qu'il en soit ainsi ; car la première pensée, l'instinct de celui qui a réuni quelques ressources, quand il ne les consacre pas au commerce, est de se procurer une maison *qui soit à lui*. Or, comme à de très-rares exceptions près, nos 7,577,000 propriétaires sont en même temps chefs de famille, voilà plus de *trente millions de Français* (à quatre personnes par famille) qui dorment sous un

NATURE DES PROPRIÉTÉS.	SURFACE EN HECTARES.	NOMBRE des PROPRIÉTÉS bâties en 1851.	NOMBRE DES PARCELLES en 1851.	VALEUR VÉALE en 1851.	REVENU IMPOSABLE en 1851.	PRINCIPAL DU FONCIER en 1851.
Nombres totaux.....	51 954 834	7 577 783	136 579 538	83 744 365 700	2 643 365 700	160 278 250
I. Surface imposable (85 dé- partements).....	49 325 514	»	»	»	»	»
PROPRIÉTÉS BÂTIES.						
1° Maisons ordinaires.....	»	7 397 538	»	18 137 810 000	660 178 000	345 99 093
2° Maisons exceptionnelles.	»	42 039	»	536 996 000	16 367 000	685 392
3° Usines et manufactures.	»	138 156	»	1 372 814 000	61 198 000	3 370 933
AUTRE DIVISION.						
1° Dans les villes au-dessus de 5000 âmes.....	»	828 017	»	9 514 501 000	391 819 000	21 429 129
2° Isolées, villages, villes au- dessous de 5000 âmes...	»	6 749 768	»	10 592 619 660	345 924 000	17 276 289
PROPRIÉTÉS NON-BÂTIES.						
1° Terres labourables.....	25 430 000	»	»	38 061 202 000	1 093 631 000	69 871 638
2° Prés naturels.....	4 916 000	»	»	11 100 430 000	357 213 000	23 118 087
3° Vignes.....	2 068 000	»	»	4 505 828 000	151 237 000	9 662 237
4° Bois (non-compris ceux de l'Etat).....	8 041 000	»	»	5 128 968 000	161 265 000	10 866 089
5° Cultures diverses.....	1 200 000	»	»	3 772 180 000	108 418 000	6 398 537
6° Landes et terres vagues.	7 662 000	»	»	1 128 052 000	33 858 000	2 276 324

toit qui leur appartient, réalisant ainsi la fiction du poète :

Beatus ille qui procul negotiis,
Ut prisca gens mortalium,
Paterna rura bobus exercet suis,
Solutus omni fœnore,

que je traduirai un peu librement, pour l'accommoder à mon sujet :

Heureux qui habite le toit paternel
Sans avoir de loyer à payer (*Sourires*).

Et, certes, depuis que M. le préfet de la Seine a remplacé par de si somptueux palais les modestes demeures dont se contentaient nos pères, c'est là un bonheur dont la population parisienne, sans le secours d'Horace, est à même d'envier l'exquise douceur (*Sourires d'approbation*).

Six millions de Français, représentant 1,500,000 familles, sont donc seuls privés de cette douceur : ce qui ne veut pas dire que leur sort soit misérable ; car, dans les grandes villes surtout, comme il serait impossible, sans leur donner une étendue démesurée, que chacun eût sa maison, les plus riches comme les plus pauvres, le banquier, le négociant, le rentier comme l'ouvrier, sont bien obligés de se superposer dans ces phalanstères que les Anglais appellent emphatiquement, je crois, *houses in houses*, et qui regagnent par la hauteur l'espace qu'elles doivent épargner en longueur et en largeur.

Voici maintenant d'autres aperçus d'une importance plus directe pour le but que je me propose.

Les maisons que contiennent les villes au-dessus de 5,000 âmes sont au nombre de 828,000 seulement. Restent, pour les campagnes et les villes au-dessous de 5,000 âmes, 6,750,000 maisons, dont la valeur vénale est de 10 milliards, ce qui donne 1,500 francs pour valeur moyenne de chaque maison ; et cette moyenne, il faudrait la réduire de moitié pour avoir la valeur vraie d'une maison de la petite propriété ; car, dans ces 6,750,000 propriétés bâties, figurent les 42,000 châteaux et maisons de campagne de luxe, ainsi que la moitié peut-être de nos 138,000 usines. — Il y a donc en France plus de 6 millions de maisons d'une valeur inférieure à 1,500 fr. : la propriété bâtie est donc aussi *démocratisée* qu'il est possible.

Ce même caractère démocratique est plus évident encore pour la propriété non bâtie, pour la propriété rurale, dont la valeur est à celle de la propriété bâtie comme 8 est à 1.

A peine y a-t-il 60,000 propriétaires dont la cote foncière soit de 300 fr. de principal et au-dessus. Or, que représente un principal foncier de 300 fr. ? Il représente en surface 90 hectares, en revenu 4,500 fr., en capital 150,000 fr.

90 hectares.... voilà donc le terme par lequel commence la grande propriété ! Assurément, messieurs, la France n'est point en danger de périr, comme autrefois l'Italie, par l'étendue exagérée des possessions :

Latifundia perdidere Italiam.

4,500 fr. de revenu.... voilà le premier échelon de

cette richesse sur laquelle des imaginations malades ont édifié les chimériques systèmes de l'impôt progressif et autres panacées de la même force.

Sur ces 60,000 propriétaires, ceux dont la cote foncière dépasse 1,000 fr. de principal se comptent par centaines, ceux qui payent de 500 à 1,000 fr., se comptent par quelques milliers. La très-grande majorité est entre 300 et 500 fr.

Voilà le compte de la prétendue grande propriété ; faisons celui de la moyenne et de la petite, qui comptent, à elles deux, 7,517,000 propriétaires.

Sur ce nombre, 3 millions sont exempts de la contribution personnelle, ce qui accuse un état très-voisin de l'indigence : on peut justement les considérer comme représentant la petite, la très-petite propriété.

Les 4,500,000 autres représentent la propriété moyenne, payant de 1 à 300 fr. de principal foncier.

La moyenne 150 francs représente en surface 45 hectares, en revenu 2,250 fr., en capital 75,000 fr.

Mais cette moyenne est trompeuse ; car les petites cotes sont de beaucoup les plus nombreuses.

Le plus grand nombre est entre 1 et 50 fr., dont la moyenne, 25 fr., nous donne 7 hectares 50, un revenu de 400 fr., et un capital de 12,750 fr.

Ces calculs fondés sur des moyennes sont toujours assez périlleux, je le sais ; et, toutefois, après

avoir longtemps réfléchi sur la question et avoir pris conseil des hommes les plus compétents, je me crois autorisé à considérer cette surface de 7 hectares 50 comme celle qui se rapproche le plus de la vérité en tant qu'expression de la propriété moyenne.

Vous le voyez, messieurs les Sénateurs, la petite propriété domine en France dans une proportion énorme.

La part du petit ou du moyen propriétaire est modeste sans doute, tellement modeste que, si le travail de tous les jours ne leur venait en aide, nos 7 500 000 propriétaires moyens ou petits mourraient de faim avec leur revenu : preuve nouvelle de cette grande vérité que le travail est encore la plus sûre et la principale richesse. Et toutefois, comme ils sont incomparablement plus nombreux que ceux qu'à défaut d'une meilleure expression, j'ai appelés les grands propriétaires, c'est à eux, c'est aux petits propriétaires qu'appartient, pour la plus grande partie, le sol de notre patrie.

Attaquer la propriété, c'est donc, aujourd'hui, attaquer la démocratie ; et nos campagnes le comprennent à merveille en 1848 ; fasse le ciel que les mauvais conseils ne leur fassent jamais oublier cette grande vérité !

Mais n'est-ce pas un fait dont nous ayons à être heureux et fiers que 7 500 000 familles, représentant plus de 30 millions de Français, n'aient à demander au *salaires* qu'un complément de leur revenu ? Quel pays en Europe, la Suisse et la Belgique exceptées, pourrait offrir ces heureux résul-

tats, si propres à attacher les citoyens au sol de la patrie ?

Messieurs les Sénateurs, je suis certain d'être l'interprète de vos sentiments à tous, quand je dis que le sort de ces 7 500 000 petits propriétaires, chefs de famille, représentant 30 millions de nos concitoyens de tout âge et de tout sexe, mérite au plus haut degré notre intérêt et notre sollicitude ; car le moindre procès est une cause immédiate de ruine pour les uns, de gêne extrême pour les autres.

Qu'ont fait nos lois pour les protéger contre le danger ? Que pourrions-nous faire encore ? C'est là, messieurs, ce qu'il me reste à examiner ; et je ne doute pas que votre bienveillante attention ne me soit acquise dans cette laborieuse étude.

Je n'oublierai pas, ayez-en l'assurance, que je parle devant une assemblée dont la grande majorité a trop glorieusement servi le pays dans d'autres carrières pour avoir eu le temps d'étudier le Code civil ou la procédure. J'éviterai les expressions techniques du palais : je serai clair ; j'y viserai du moins ; car, si je me fais bien comprendre, *ma cause est gagnée*.

§ III. — *État légal actuel de la propriété foncière : — ses inconvénients, ses dangers ; remèdes que peut offrir le cadastre.*

Au point de vue *théorique*, surtout depuis que la loi du 23 mars 1855 a si notablement amélioré

le système hypothécaire, nos lois laissent peu à désirer.

La propriété est clairement définie ainsi que ses démembrements.

Elle est inamissible sans le fait du propriétaire, sauf le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Sa transmission entre vifs et par décès est sagement réglée.

Un double système d'actions possessoires et pétitoires protège le propriétaire contre les troubles injustes, et lui permet de ressaisir sa propriété, en quelques mains qu'elle ait passé, tant que la prescription n'est pas acquise contre lui.

Voilà les principes; et certes, en 1804, il était impossible que le législateur, privé du secours d'un cadastre, fit mieux qu'il n'a fait.

Mais ces principes, il les faut appliquer; et c'est là, dans l'application pratique, que se révèlent des inconvénients et des dangers dont le résultat est trop fréquemment la ruine du propriétaire. Ce sont ces dangers que je voudrais mettre en lumière devant le Sénat et le Gouvernement, afin que tous, animés d'un égal dévouement au bien public, nous cherchions le moyen d'y porter remède.

Ces dangers, ces inconvénients se présentent sous mille formes dont la variété infinie défie les prévisions les plus avisées. Obligé de me restreindre, je n'en relèverai que trois principales qui se réfèrent : — 1° aux désignations équivoques ou incomplètes des titres; — 2° aux difficultés des bornages; — 3° à l'impuissance de la propriété comme

instrument de crédit; parce que, sur ces trois chefs, je suis convaincu que le cadastre, convenablement organisé, peut rendre d'immenses services.

Et d'abord, parlons des titres.

I. — TITRES.

Pour simplifier, veuillez, messieurs, concentrer un instant votre attention sur l'une de ces 143 millions de parcelles qui constituent aujourd'hui la propriété privée : sa contenance est, vous le savez, de 30 ares, sa valeur de 510 fr.

Propriétaire de cette parcelle, ou me croyant tel (les plus habiles s'y trompent souvent), je puis avoir à prouver mon droit, en mille circonstances qui varient à l'infini : je prends les plus habituelles.

Celui-ci me dispute mon titre même de propriétaire; et comme ma négligence, mon absence ou son habileté supérieure lui ont procuré le bénéfice de la possession, la preuve est à ma charge.

Celui-là veut bien me reconnaître maître et seigneur de ma parcelle; mais il empiète sur mon héritage, ou se plaint que j'empiète sur le sien; c'est un procès en bornage; et là encore j'aurai à prouver la contenance à laquelle je prétends.

Enfin, en dehors de tout procès, j'ai à prouver encore ma propriété, si je désire vendre, échanger ou hypothéquer; et de ces contrats il s'en fait plus de 1,200,000 chaque année.

Cette preuve, comment la ferai-je?... Par *titre*, répond la loi; car la preuve testimoniale n'est admissible qu'autant que le litige n'excède pas

450 fr.; et ma parcelle en vaut 510; et, d'ailleurs, sa valeur n'étant point déterminée *à priori*, on reste dans le droit commun.

Par *titre*, on entend un écrit, authentique ou sous seing privé, attestant qu'il s'est accompli, à mon profit, l'un de ces événements qui habituellement transfèrent la propriété, tel qu'une vente, une donation, un partage, etc., etc.

Mais, seul, ce titre, ne suffit pas; car ces divers faits n'ont pu me rendre propriétaire, qu'autant que celui de qui je tiens l'était lui-même : *nemo dat quod non habet*. Il me faut donc un second titre pour établir le droit de celui de qui je tiens, et qu'on appelle mon *auteur*, expression du palais si commode, que je ne saurais m'en passer.

Mais mon auteur lui-même n'était devenu propriétaire qu'autant que son propre auteur l'était avant lui : troisième titre à produire.

On remonte ainsi de propriétaire en propriétaire, de titre en titre, vers le passé, le plus haut qu'il se peut, de quarante, cinquante ou soixante ans, de telle façon qu'il y ait probabilité qu'alors même que l'une des personnes, qui forment les anneaux de cette chaîne, n'aurait pas été propriétaire, la prescription serait venue suppléer au vice du titre.

Je dis *probabilité*; car la prescription, cette patronne du genre humain, comme dit Cicéron, et aussi quelquefois des voleurs, peut avoir été *suspendue*, pendant un temps indéfini, par la minorité du propriétaire ou le caractère dotal de l'immeuble.

Tout cet appareil de preuves rend donc la propriété *probable*, mais *ne la prouve pas*; et, à vrai dire, je doute que, *dans l'état actuel de notre législation*, une telle preuve puisse être jamais faite de façon à satisfaire complètement un mathématicien.

Quoi qu'il en soit, dans la pratique, on tient que la preuve est faite, quand la production de cette série de titres n'est contredite par aucun titre meilleur produit par l'adversaire.

Mais ce titre, pour être utile, doit être clair, non équivoque; il faut qu'il désigne *avec précision les noms des parties* et la *parcelle* qui fait l'objet du contrat.

Lorsqu'il s'agit de maisons, d'enclos, de domaines importants, le doute existe rarement sur l'identité de la parcelle : les biens de ce genre ont une physionomie, une personnalité, si je puis m'exprimer ainsi, qui ne permet guère de les confondre avec d'autres.

Il en est autrement des 130 millions de parcelles qui constituent la propriété rurale. Sauf de rares exceptions, il n'est pas plus facile de distinguer une parcelle de ses voisines, que, dans une corbeille d'oranges, de distinguer l'un de ces fruits des autres.

Or comment, dans la pratique, se dresse le signalement de la parcelle? En voici le type le plus habituel :

« Un tel vend, donne ou hypothèque à un tel
« une pièce de terre, actuellement en froment,
« d'une contenance de 25 ares *ou environ*, située
« dans la commune de..., au lieu dit le..., bor-

« nant d'un côté Pierre, d'autre côté Paul, d'un
« bout Jacques, d'autre bout Nicolas. »

Ce signalement ne vaut guère mieux que celui que les passe-ports font de nos personnes. De même que ceux-ci se peuvent appliquer à mille personnes différentes, de même il y a toujours, dans la commune, bien des parcelles auxquelles peut s'appliquer celui que je viens de rappeler.

L'indication de la culture ne prouve rien ; car elle change chaque année.

La contenance, pas davantage ; car elle n'est indiquée que d'une manière approximative ; elle varie d'ailleurs par les empiétements.

L'indication des voisins n'est pas plus efficace : très-souvent cette indication est fautive ; on prend un sobriquet pour le nom ; on ne connaît pas les prénoms et on les indique au hasard ; on prend le fermier pour le propriétaire, le mari pour la femme, le tuteur pour le mineur.

Alors même que ces indications seraient exactes au moment du contrat, bientôt elles cessent de l'être : ces voisins meurent, ils vendent, ils quittent la commune ; et quand, au bout de quelques années, il y a lieu de faire application du titre, les voisins sont tous *changés*, la mémoire de plusieurs n'existe même plus dans le pays. Sans pousser plus loin ces détails, vous comprenez aisément, messieurs, combien il peut devenir difficile de *constater l'identité d'une parcelle*.

J'ai eu à faire ce travail, il y a quelques années, pour un domaine composé de 130 parcelles. J'avais le triple secours d'un terrier dressé en

1788, d'un premier cadastre fait vers 1820 et d'un cadastre tout récent, renouvelé en 1848, qui me permettaient de retrouver les noms des voisins à ces trois époques; j'étais en outre aidé par un vieux géomètre, connaissant admirablement le pays : je finis par m'en tirer à mon honneur; mais avec quel labeur, quelle perte de temps et quelles dépenses?.... Je n'oserais le dire.

Et tenez, messieurs, voilà ce qui est arrivé tout récemment à un conservateur des hypothèques, c'est-à-dire à un homme qui, par état, a le plus d'expérience de ces sortes de choses et qui a grand intérêt à y regarder de près, puisqu'il est responsable de ses erreurs.

Une parcelle est vendue; avant de payer, l'acheteur requiert l'état des inscriptions hypothécaires; le conservateur prend une parcelle pour une autre et délivre un certificat négatif. — L'acquéreur paye; des créanciers hypothécaires surviennent; il est obligé de payer une seconde fois; et le conservateur est condamné à lui rembourser le prix, avec les frais du procès en première instance et en appel, entre toutes les parties, frais qui, pour le dire en passant, représentaient le quadruple de la valeur de la parcelle.

Peu de temps après, ce même conservateur, ainsi payé pour être vigilant, prenant encore un immeuble pour un autre, commet une erreur en sens contraire; il délivre à l'acquéreur un certificat attestant l'existence de quatre hypothèques. Comme de raison, l'acquéreur refuse de payer et consigne son prix. Procès entre l'acquéreur, le vendeur, le conservateur et les quatre créanciers; les choses

s'expliquent : l'immeuble vendu était parfaitement libre ; les hypothèques frappaient un immeuble semblable appartenant à un parent portant le même nom que le vendeur ; et voilà notre conservateur condamné à indemniser le vendeur du préjudice que lui a fait éprouver le retard, de la différence entre le taux 5 pour 100 et celui que paye la caisse des consignations, et comme de raison aux frais. La parcelle était modique ; le tout n'est allé qu'à 300 fr. ; mais les frais ont dépassé 1,500 fr.

Si la faute du conservateur eût été déclarée excusable, tout fût retombé sur l'acquéreur.

Je pourrais multiplier les exemples de ce genre.

Eh bien ! messieurs, je dis que c'est une véritable honte que de pareilles choses soient possibles dans un pays qui a dépensé plus de 150 millions pour avoir un cadastre.

Qui, c'est une honte ; car rien n'était plus facile que d'obliger les notaires à mentionner dans leurs actes les indications cadastrales. Quand on aura écrit, en toutes lettres, dans un acte, que la parcelle *vendue ou hypothéquée* est située dans telle commune et qu'elle porte, par exemple, *le n° 58 de la section B*, toute confusion sera impossible.

La loi de l'an XI, organique du notariat, ni le Code Napoléon n'ont pu imposer cette obligation aux notaires, par la raison simple que le cadastre n'existait pas encore ; mais pourquoi ne l'avoir point imposée depuis que le cadastre existe ?

Cette obligation est établie dans tous les pays voisins qui ont un cadastre ; elle a été notamment prescrite en Hollande par la loi du 9 juillet 1842.

Voilà pour les titres; maintenant parlons des *bornages*.

II. — BORNAGES.

Pour la conservation des contenances et des limites, les causes de procès sont bien autrement nombreuses, vous le comprenez aisément. Chaque parcelle ayant au plus bas quatre voisines, cela fait 520 millions de points de contact, sources prochaines d'autant de difficultés.

Qui terre a, guerre a.

Rien de plus difficile, en certaines contrées, que de défendre sa propriété contre l'envahissement des voisins. Ce ne sont pas des usurpations brutales vous mettant en garde par leur énormité même; c'est un envahissement lent, progressif, savamment calculé. A chaque labour, rien que par une certaine manière de disposer la charrue et de rejeter la terre, comme ils disent, on avance de quelques centimètres, *incrementum latens*, sorte d'alluvion insensible. Mais, si peu que cela paraisse, votre champ diminue peu à peu, comme la *peau de chagrin* dans la main de son fantastique propriétaire. Je pourrais citer l'exemple d'un de mes anciens collègues au conseil d'État qui, ayant négligé pendant quelques années de visiter une pièce de terre dont il avait hérité aux environs de Paris, n'en trouva plus de trace : elle s'était insensiblement fondue dans les pièces voisines (*Hilarité*).

L'article 646 du Code Napoléon, donne sans doute, à chaque propriétaire le droit de contrain-

dre ses voisins à procéder au bornage à frais communs, et le principe est excellent; mais, dans l'application, que de difficultés et de frais!

D'après la jurisprudence (car la loi s'est bornée à poser le principe), le juge, pour fixer la ligne divisoire, doit avant tout consulter les *titres*; s'ils sont clairs et que d'ailleurs la chose soit possible, fixer la limite de façon à rendre à chacun la contenance portée en son titre. A défaut de titre, on consulte le cadastre et les anciens terriers. Si ces documents sont muets ou obscurs, on prend pour base la possession.

La possession !.... Mais vous pressentez aisément qu'elle est presque toujours en faveur de l'usurpateur contre le voisin honnête et peu diligent.

Les titres !.... Souvent ils sont obscurs; et, d'ailleurs, ne vous souvenez-vous pas d'une fraude que vous dénonçait, il y a peu de temps, un honorable juge de paix du département de l'Yonne, de ces Machiavels en sabots qui, en achetant une pièce de terre, font porter au contrat une contenance supérieure à la contenance réelle, se ménageant ainsi les moyens de couvrir les usurpations qu'ils méditent pour l'avenir?

Il faut avoir pratiqué ces choses, les avoir vues, non dans les livres, mais dans l'application, pour se faire une idée nette des innombrables difficultés qu'un bornage peut soulever.

Ce n'est pas tout; il faut voir ce que coûtent ces procès, si petits par la valeur de l'objet en litige.

La loi du 25 mai 1838 a sagement attribué au juge de paix, à charge d'appel devant le tribunal

d'arrondissement, la connaissance des actions en bornage : la justice de paix, c'est la justice paternelle et à peu de frais. Si les titres et la propriété sont contestés, le procès se porte en première instance devant le tribunal d'arrondissement, en appel devant la cour impériale.

Eh bien ! messieurs, il faut que vous sachiez ce que tout cela coûte. J'en ai dressé les états de frais, en écartant les incidents si variés qui, presque toujours, viennent compliquer la marche de ce genre de procès ; j'ai supposé un seul défendeur ; j'ai supposé qu'il n'y aurait ni jugement de défaut entraînant opposition, ni défaut *profit-joint*, emportant réassignation, ni aucun autre incident de procédure : j'ai supposé que l'instruction se bornerait à une simple descente de lieux, avec nomination d'un géomètre expert, et voici les *minima* que j'ai obtenus.

Procédure devant le juge de paix, au moins.	75 ^{fr} 10
---	---------------------

Appel devant le tribunal, en supposant que le tribunal ne croie devoir ordonner aucune instruction nouvelle. . .	153 80
--	--------

Total.	228 90
----------------	--------

Les titres, la propriété ont été contestés ; le juge de paix s'est déclaré incompétent, on se présente devant le tribunal d'arrondissement.

Frais devant le tribunal d'arrondissement.	423 15
--	--------

Frais d'appel.	598 34
------------------------	--------

Total.	1,021 49
----------------	----------

Et une parcelle entière vaut 510 francs ! Et, le

plus souvent, la portion du terrain qu'on se dispute ainsi ne vaut pas un écu !

Cen'est pas tout encore. — Tout jugement en dernier ressort peut être déféré à la Cour de cassation. — S'il est annulé, la cause est renvoyée devant un tribunal du même degré que celui dont l'arrêt a été cassé... C'est 1,500 francs au moins à ajouter aux totaux ci-dessus. — S'il est rejeté par la chambre des requêtes, c'est seulement 500 à 600 fr. à ajouter.

Mais, direz-vous, se trouve-t-il donc des propriétaires assez insensés pour pousser les choses à ces extrémités ?

Hélas ! oui, messieurs, il s'en trouve et beaucoup : il ne se passe pas de semaine que nous ne voyions, à la chambre des requêtes, quelqu'un de ces déplorables procès. Tout dernièrement encore, passaient sous nos yeux deux affaires de ce genre. — Dans l'une, il s'agissait de quelques centiares de terre, dont le juge du fond avait eu l'occasion d'apprécier la valeur, qui était de 4 fr. 50. — Dans l'autre, il s'agissait d'une valeur de 10 à 12 fr. : il y avait eu sept jugements, une enquête, des expertises, plusieurs appels. Je n'ai point eu à vérifier les frais ; mais, à vue de pays, j'affirme qu'ils devaient dépasser 3,000 fr.

Cela vous étonne, et à bon droit, messieurs ; cela m'afflige profondément, mais m'étonne moins.

Un Sénateur. Tant pis pour eux.

M. LE PRÉSIDENT BONJEAN. J'entends un de nos honorables collègues dire : *Tant pis pour eux.* —

Messieurs, permettez-moi de le dire, le mot est cruel et manque de justice. Ce ne sont pas les gens éclairés qui s'engagent dans de telles procédures ; ce sont de pauvres ignorants, incapables de prévoir et de calculer les suites de leur action ; et, partant, plus à plaindre qu'à blâmer. On commence à plaider par le sot orgueil de ne pas céder à un voisin ; on continue par entêtement ; puis, quand les frais apparaissent, on plaide encore par l'impossibilité de les payer et dans l'espoir de les rejeter sur l'adversaire.

Et comme les plus ignorants sont généralement les plus entêtés, c'est principalement sur les plus petits propriétaires que retombent ces charges monstrueuses.

Oui, messieurs, chaque année des milliers de petits propriétaires sont ruinés par les procès de ce genre ; et c'est parce que je l'ai vu trop souvent de mes yeux, parce que mon cœur en a trop souvent saigné, que je me suis promis à moi-même, dans le peu de jours qui me restent à vivre, de ne laisser échapper aucune occasion d'appeler l'attention du Gouvernement sur une si déplorable situation ; c'est ce sentiment profond d'un grand service à rendre à mon pays qui me donne, en ce moment, le courage de fatiguer si longtemps votre bienveillante attention.

La ruine de tant de nos concitoyens n'est pas le seul résultat de cet état de choses. Comme, en effet, une vigilance incessante est indispensable à qui veut conserver son bien intact ; comme, à raison du poids considérable dont la possession pèse dans ce genre de débat, toute tolérance peut deve-

nir fatale au tolérant, il en résulte, dans les rapports entre voisins, un esprit de malveillante défiance : on ne se passe rien, on se querelle sur des vétilles, et les rapports de voisinage, qui devraient être la source d'actes de réciproque obligeance, se traduisent en hostilités d'une haineuse âpreté.

Enfin, coûte que coûte, voici le bornage terminé, les bornes placées, le procès-verbal rédigé, les frais payés. Avez-vous au moins de la tranquillité pour votre argent ?

Non ; car, surtout dans les plaines non accidentées, on ne trouve pas de repères invariables auxquels on puisse rattacher les bornes ; on en est réduit à fixer leur position par la distance à laquelle elles se trouvent des bornes voisines : pauvre ressource en vérité ; car ces bornes peuvent être déplacées, enlevées, et alors, le repère manquant, tout est à recommencer.

Pour en finir, disons que ce bornage, obtenu avec tant de peine et de dépense, n'a de valeur qu'entre les deux voisins qui l'ont opéré ; qu'il n'en a aucune à l'égard des voisins médiats qu'on n'a pas cru devoir appeler en cause et qui, un jour, pour retrouver les contenances qui leur manquent, pourront demander l'arpentage du triage entier et renverser tout ce qui aura été fait par deux voisins isolément.

A ces maux que je viens de signaler, quel remède ?

Messieurs, le remède est simple autant que le résultat certain ; car il a pour lui l'expérience faite dans plusieurs pays étrangers et dans dix de nos départements de l'Est.

Au bornage individuel, d'un caractère purement privé, à repères variables et périssables; il faut substituer le bornage collectif, avec un caractère public, à repères invariables et impérissables, et la révision du cadastre vous en fournirait l'occasion et les moyens.

Ici, messieurs, je ne puis qu'indiquer l'idée la plus générale; car il y a bien des moyens d'arriver au même but. Divers systèmes ont été suivis dans les pays étrangers, et, pour n'en citer que deux exemples : à Genève, la loi a rendu la délimitation obligatoire pour tous les propriétaires; dans le canton de Vaud, on s'est borné à y inviter les propriétaires; et, chose remarquable, et qui fait honneur au bon sens et à l'honnêteté suisse, l'invitation a été tout aussi efficace que l'obligation.

Pour ne point compliquer, supposons la simple *invitation*, comme dans le projet de loi de 1846, qui avait reçu l'approbation des conseils généraux, et que la révolution de février arrêta en chemin.

Les propriétaires seraient avertis que le géomètre du cadastre se rendra, tel jour, dans telle section de la commune, et invités à venir, devant lui, reconnaître leurs limites. — L'expérience a prouvé que la grande majorité des propriétaires, ceux qui se sentent les mains nettes du bien d'autrui, se rendraient avec empressement à cette invitation, surtout, si une administration prévoyante avait à l'avance éclairé l'esprit des habitants. Les *voleurs de terre*, seuls, pourraient voir de mauvais œil une opération si bienfaisante. — L'expérience a prouvé aussi que, pour le plus grand

nombre des parcelles, la reconnaissance des limites ne ferait naître aucune difficulté, parce que l'amour-propre et les autres mauvaises passions ne seraient point engagés comme ils le sont dans les bornages individuels. — Le géomètre, *assisté des autorités municipales*, recevrait les déclarations, en dresserait procès-verbal, signé des parties, et rattacherait aussitôt les limites aux repères invariables que fournirait le réseau trigonométrique.

Quant à ceux qui refuseraient d'obtempérer à l'invitation, et ils seraient peu nombreux, les limites seraient *provisoirement* fixées par le géomètre, et un délai imparti aux récalcitrants, pour réclamer en justice; ce délai expiré sans réclamation, les limites provisoires deviendraient définitives¹.

1. C'est cette mise en demeure et cette déchéance qui se sont surtout présentées à l'esprit de la commission comme une violation flagrante du droit de propriété. C'est, à mon sens, un scrupule au moins fort exagéré. Les mises en demeure et les déchéances de cette nature se rencontrent, à chaque pas, dans notre législation, et elles atteignent des situations bien autrement intéressantes que celle du propriétaire qui se refuserait au bornage collectif.

Ainsi, les *femmes mariées* et les *mineurs*, pourtant si protégés par la loi, perdent leur hypothèque légale, si elles ne sont pas inscrites dans les *deux mois* de la mise en demeure, si souvent illusoire, réglée par l'article 2194 du C. N. et par l'avis du Conseil d'État des 9 mai, 1^{er} juin 1807; et l'on sait combien rarement cette inscription est réalisée, surtout dans les conditions de l'avis du Conseil d'État de 1807.

Ainsi, d'après l'article 717, Procéd., le vendeur est déchu de son action en *résolution*, s'il ne la notifie pas au greffe avant l'adjudication sur saisie immobilière.

Ainsi, d'après l'article 755 du même Code, le créancier

Voilà l'idée dans toute sa généralité.

Les moyens d'exécution peuvent varier; mais à quelque procédé qu'on ait recours, à celui de Genève ou à celui du canton de Vaud, à ceux de la Hollande et de la Belgique, ou à ceux de la Westphalie, de la Prusse rhénane, de la Ba-

hypothécaire est forclos, s'il ne produit pas ses titres dans les quarante jours de la notification réglée par l'article 753.

Ainsi, en matière de faillite, l'article 503 du C. de Com. prononce forclusion contre les créanciers qui n'ont point comparu, pour présenter et affirmer leurs titres dans les délais fixés par les articles 491 et 497.

Ainsi enfin, en matière d'*expropriation pour cause d'utilité publique*, l'article 21 de la loi du 3 mai 1841 prononce la *déchéance* de tout droit à l'indemnité contre les fermiers, locataires, usufruitiers, et ceux qui ont sur l'immeuble exproprié des droits d'usage, d'habitation et de servitudes, qui n'ont pas fait connaître leurs droits à l'administration, *dans la huitaine* de l'*avertissement collectif* donné à son de trompe ou de tambour et affiché à la porte de l'église et à celle de la mairie.

Et quelle différence n'y a-t-il pas entre ces diverses situations et celle qui nous occupe! — Pour ces femmes, ces mineurs, ce vendeur, ces créanciers, ces fermiers, ces locataires, ces usufruitiers, etc., etc., d'ailleurs à l'abri de tout soupçon de méchants calculs, il s'agit, la plupart du temps, de perdre *tout leur droit*; pour le propriétaire récalcitrant, il s'agit, au plus, de quelques raies de terre, d'une *valeur insignifiante*, entre la limite *provisoire* et la limite à laquelle il peut avoir droit. Sa résistance est d'ailleurs très-justement suspecte; pour se refuser à une mesure qui doit rendre les propriétés à tout jamais *inviolables*, pour préférer la confusion à l'ordre, les frais énormes des bornages individuels aux frais insignifiants d'un bornage collectif, il faut de deux choses l'une : ou bien qu'il se sente coupable d'usurpations dans le passé; ou bien qu'il veuille se ménager la possibilité d'en commettre dans l'avenir.

Ces honnêtes calculs méritent-ils donc tant d'égards?

vière, etc., etc., on arrivera toujours à réaliser plus ou moins promptement, plus ou moins économiquement, plus ou moins parfaitement, l'inappréciable bienfait :

1° De constituer enfin la propriété *inviolable* par le fait, comme l'a proclamée inviolable en théorie le Code Napoléon ;

2° De procurer à la propriété un bornage *perpétuel, inaltérable*, non plus au prix monstrueux des bornages isolés, que je vous ai fait connaître, mais moyennant le léger sacrifice de 2 à 3 francs par parcelle : c'est le prix qu'a coûté le bornage collectif dans nos départements de l'Est ;

3° De décourager, par l'infailible certitude de la répression, l'esprit de rapine et d'usurpation qui démoralise nos campagnes ;

4° De tarir la source de procès qui sont la ruine de la petite propriété ;

5° De rendre aux rapports de voisinage le caractère de bienveillance et de tolérance réciproque, c'est-à-dire de substituer les bons sentiments aux mauvaises passions qui sont la conséquence forcée de l'état de choses actuel.

Ici je viens me heurter aux scrupules de notre honorable commission.

Dans cette délimitation collective, officielle, que j'appelle de mes vœux les plus ardents, elle aperçoit une foule d'énormités :

Ce serait donner à l'autorité administrative, représentée par le géomètre cadastral, le pouvoir de trancher des questions de propriété ;

Ce serait porter atteinte à la liberté des propriétaires, violer le droit de propriété.

Ma conscience, je l'avoue, ne se sentait pas chargée de tels crimes.

Est-ce donc faire de l'administration le juge de la propriété que de lui dire : « Voici un grand service à rendre à la propriété : éclairez les populations ; faites-leur comprendre les avantages de la délimitation collective ; au besoin, encouragez-les à y procéder par les mille moyens dont vous disposez, notamment en prenant à la charge de l'État une partie des frais que l'opération doit entraîner ? »

Est-ce élever le géomètre au rang de juge de la propriété que de le charger de recevoir les déclarations des propriétaires touchant leurs limites, de constater ces déclarations et de fixer invariablement les limites qui en résultent, par les procédés que fournit la science géodésique.

Pourquoi d'ailleurs se payer de mots ? N'est-ce pas un peu ce qui se passe dans l'état actuel du bornage judiciaire ? — Croirait-on, par hasard, que le juge, qui procède à un bornage, prend en main la chaîne et l'équerre pour vérifier les contenances, appliquer les titres, et décider la véritable position des limites ?... Non : pour toutes ces opérations, le juge commet un expert-géomètre, et, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, le jugement n'est autre chose que l'homologation du rapport de l'expert ; c'est donc en définitive l'expert qui se trouve, en fait, sinon en droit, le véritable juge du bornage.

Un attentat à la propriété !... Comment une mesure qui doit rendre la propriété inviolable, la

soustraire à toutes les tentatives d'usurpation, serait-elle un attentat à la propriété ? Cela passe mon intelligence.

Un *attentat à la liberté* des propriétaires, que de les obliger ainsi à une délimitation qu'ils ne désirent pas !

Mais d'abord, je crois qu'une *invitation*, accompagnée d'encouragements convenables, pourrait suffire.

Puis, s'il devenait nécessaire de rendre la mesure *obligatoire*, j'avoue que je n'en éprouverais que peu de scrupules.

L'article 646 n'autorise-t-il pas tout propriétaire à contraindre ses voisins au bornage ? — Or ce droit de contrainte accordé à un particulier dans un intérêt privé, pourquoi la loi ne le pourrait-elle pas proclamer dans un intérêt public de premier ordre, la sécurité des propriétés, la moralisation et l'adoucissement des rapports de voisinage ?

Est-ce la forme *collective* de l'opération qui vous alarme ? Mais les exemples en sont-ils donc si rares dans nos lois civiles ?

Le créancier est maître et seigneur de sa créance aussi bien que de son champ ; et cependant, si le débiteur tombe en faillite, le créancier perd son action individuelle qui se confond dans l'action collective de la masse ; il est lié par la volonté de la majorité. Pourquoi, alors qu'il s'agit de mettre l'ordre dans la propriété, de prévenir les usurpations et les procès, la minorité ne serait-elle pas tenue de se soumettre à la majorité ?

O théoriciens de la liberté, j'admire votre sang-froid philosophique!... Voilà un homme qui veut se jeter du haut du pont dans la rivière, me blâmez-vous de l'en empêcher, sous prétexte que je porte atteinte à sa liberté?

Eh bien! de deux hommes dont l'un veut se jeter à la rivière, l'autre s'exposer aux frais et aux embarras des procès de bornage pour une raie de terre qui ne vaut pas un écu, j'ai peine à dire lequel est le plus insensé!

Puis, si vous respectez si fort la liberté, pourquoi contraignez-vous ce propriétaire à *écheniller*, à *écharbonner*, si *chenilles* et *chardons* plaisent à sa fière liberté?

III. — HYPOTHÈQUES.

Il ne me reste plus qu'un mot à dire de l'utilité que présenterait le cadastre pour notre système hypothécaire.

Les principes du Code Napoléon sur les hypothèques sont assurément excellents, surtout depuis que la loi du 23 mars 1855 y a rétabli la nécessité de la transcription et restreint dans de sages limites la clandestinité des hypothèques des femmes mariées et des mineurs. Mais là surtout éclate la différence entre la théorie et la pratique, entre le principe et l'application.

Au moment où, soit en l'an VII, soit en 1804, furent posés les principes du régime hypothécaire, le cadastre n'existait pas encore; on ne put le faire entrer comme élément dans le régime hypothécaire; et, sans lui cependant, le régime hypo-

thécaire est boiteux, incomplet, frappé d'impuissance comme instrument de crédit foncier, surtout pour la petite propriété.

Cette vérité peut être mise en évidence en quelques mots.

A défaut d'un cadastre assurant l'identité des propriétés, leur donnant une personnalité distincte, force fut bien, en 1804, comme en l'an VII, d'établir les registres hypothécaires par *noms de propriétaires* : or, c'est là un système radicalement vicieux ; vous allez le toucher au doigt.

J'ai à vérifier la situation hypothécaire d'un immeuble, soit pour l'acheter, soit pour faire un placement dont il doit être la garantie. Si je demande au conservateur l'état des hypothèques qui grèvent cet immeuble, il me dira : « Je ne puis « répondre à la question ainsi posée ; mes registres sont tenus par noms de *propriétaires*, non « de *propriétés*. Indiquez-moi les noms des propriétaires, et je vous dirai les hypothèques consenties par chacun d'eux. »

Il faut donc que, préalablement, je recherche la série des propriétaires auxquels l'immeuble a successivement appartenu, en remontant aussi haut que possible, mais au moins à trente ou quarante ans dans le passé.

Si j'en oublie un seul je n'obtiendrai que des renseignements incomplets et trompeurs ; car c'est celui-là peut-être qui aura grevé l'immeuble.

Si je me trompe sur les noms, les prénoms, les professions, les domiciles ; si je prends le père pour le fils, l'oncle pour le neveu, ma recherche est vaine ; car, trompé par une indication erronée, le

conservateur ne me donnera lui-même que des renseignements inexacts.

Eh bien ! messieurs, à moins qu'il ne s'agisse de ces grands domaines qui, à raison même de leur importance, changent rarement de propriétaires et pour lesquels les actes de transmission, rédigés avec soin, contiennent l'état de propriété, c'est-à-dire la généalogie des propriétaires, cette recherche préalable est pleine de difficultés et de périls : les mésaventures du conservateur, dont je vous entretenais tout à l'heure, vous en donnent une idée et me dispensent de développer cette vérité. Suivant que, plus tard, l'erreur commise semble imputable à l'un ou à l'autre, la perte retombe soit sur le conservateur soit sur l'acheteur ou le prêteur.

Le premier résultat net de cet état de choses, c'est que le possesseur d'un capital qui était disposé à acheter ou à prêter, ne voyant pas une situation assez claire, s'abstient et place son argent ailleurs ; ou bien, s'il consent à braver le risque, ce n'est jamais sans une prime d'assurance qui compense les chances de perte : et voilà pourquoi, en dépit des lois sur le taux de l'intérêt, toujours si faciles à éluder, l'*usure* dévore trop souvent la petite propriété.

D'un autre côté, les incertitudes, que comporte un tel système, ont obligé à multiplier, dans la procédure de saisie et d'ordre, les formalités protectrices des droits des tiers, d'où suit que les frais de cette procédure étant généralement supérieurs à la valeur moyenne de la petite propriété, celle-ci se trouve à peu près complètement dépourvue de crédit foncier.

Transportons-nous maintenant, messieurs, dans l'un de ces pays où la conservation du cadastre est unie à celle des hypothèques, en Hollande, par exemple, et voyez combien les choses s'y passent différemment.

Là, un compte est ouvert, non comme chez nous aux personnes changeantes et variables des propriétaires, mais à chaque propriété, désignée par son numéro cadastral : on y réunit tous les éléments qui fixent la situation hypothécaire de cette parcelle.

Pour être complètement renseigné, il me suffit d'indiquer au conservateur le numéro de la parcelle qui m'intéresse. Le conservateur, de son côté, n'est point obligé de fouiller de nombreux registres ; il ouvre son registre, au folio consacré à la parcelle indiquée ; et, à l'instant même, sans peine, sans danger de se tromper, il me délivre, pour une modique rétribution, un état qui m'apprend tout ce que j'ai intérêt à savoir : la contenance de la parcelle, sa nature, le revenu imposable, l'impôt qu'elle a à payer, la série complète de tous les propriétaires auxquels la parcelle a successivement appartenu, et les hypothèques dont elle a été grevée du chef de chacun d'eux¹.

1. Il est bien entendu que, dans ce système, il y aurait un *Répertoire des noms* des propriétaires, renvoyant aux *parcelles* que le registre fondamental attesterait appartenir à ces propriétaires. — Ce registre, inutile pour les hypothèques conventionnelles, serait utile pour les hypothèques *générales* c'est-à-dire dispensées de la *spécialité* de l'immeuble ; soit que ces hypothèques soient d'ailleurs soumises à la règle de la *publicité*, comme l'hypothèque judiciaire et l'hypothèque de l'État, des communes et établissements publics sur les

N'est-il pas vrai, messieurs, que si un pareil système était établi en France, nous n'en serions pas réduits à déplorer, en de stériles regrets, le peu de crédit dont souffre la propriété agricole; que cette propriété jouirait, au contraire, d'un crédit très-supérieur à tous ses besoins; puisqu'elle représente en définitive plus de la moitié de la richesse totale du pays, 60 milliards en 1851, 80 milliards peut-être au moment où je parle?

Aux souffrances de l'agriculture on cherche des remèdes; pour lui donner crédit, on propose mille moyens artificiels, plus ou moins empiriques, et l'on a sous la main un moyen simple, éprouvé par l'expérience et qui irait droit au but.

Vous le savez, messieurs, il n'est pas de jour qui ne voie éclore quelque nouveau projet de *banque agricole*. J'avoue que, si ingénieuses qu'elles puissent être sur le papier, ces combinaisons m'inspirent peu de confiance dans la pratique; et voici mes principales raisons.

Les établissements de ce genre nécessitent tout un personnel de directeurs, caissiers, teneurs de livres, conseils du contentieux, agents et commis de toute nature; des frais de loyer et d'administra-

biens des comptables; soit qu'elles en soient dispensées, comme les hypothèques des femmes mariées et des mineurs. Le répertoire serait plutôt une simplification qu'une complication du système actuel. — Je répète que, pour introduire en France ce système d'une incontestable supériorité, il ne serait pas nécessaire de toucher à une seule des dispositions du Code Napoléon : ce Code est comme un excellent pianiste qui n'aurait à sa disposition qu'un instrument mal d'accord : nos registres hypothécaires sont cet instrument

tion peu compatibles avec un *taux modéré* d'intérêt. Or, à la différence de l'industrie et du commerce, pour lesquels aucun taux n'est excessif, s'il est en rapport avec les profits illimités à retirer du capital emprunté, l'agriculture, dont les profits sont limités par la nature des choses, ne peut, au contraire, emprunter *utilement* qu'à un taux fort modéré.

Or, cet *intérêt modéré*, auquel elle a droit, puisque le gage qu'elle peut offrir à l'emprunteur serait, avec un bon système hypothécaire, la meilleure et la plus sûre de toutes les garanties, les capitaux des villes ne peuvent que rarement s'en contenter; parce que la vie, rendue chaque jour plus coûteuse, fait au citadin une nécessité de rechercher les placements à gros profits.—C'est donc à l'épargne des campagnes qu'il faut s'adresser; et elle répondra à l'appel, le jour où un bon système hypothécaire lui rendra la chose facile et sûre. Alors cessera ce *drainage* qu'exercent si malheureusement, depuis quelque temps, sur l'épargne des campagnes, les séductions des entreprises hasardeuses, cotées à la Bourse.

Améliorer le régime hypothécaire, et le cadastre en offre un moyen assuré, voilà où doivent tendre les efforts du Gouvernement.

Hic opus, hic labor est.

Pour y réussir, que faut-il? Une volonté ferme et un peu de persévérance.

Je m'arrête, messieurs, en vous demandant pardon d'avoir si longtemps abusé de votre patience; et cependant Dieu m'est témoin que, pour ména-

ger vos instants, j'ai à peine posé les jalons principaux.

Si incomplètes que soient les observations que je viens de vous soumettre, j'aime à espérer qu'elles pourront contribuer à ramener l'attention publique sur un ordre de questions qu'a fait négliger, depuis longtemps, la préoccupation, peut-être trop exclusive, des intérêts du commerce et de l'industrie.

Et pourquoi ne le dirais-je pas? Oui, j'ai la ferme confiance que, si la solennité de nos débats pouvait appeler sur ces questions l'attention du grand esprit qui nous gouverne, il sentirait s'animer en son cœur, si dévoué au bien public, la généreuse émulation de compléter l'œuvre de son oncle.

Napoléon I^{er} a eu la gloire de poser les principes; que Napoléon III ait l'honneur d'en régler l'application.

Napoléon I^{er} a proclamé l'*inviolabilité* de la propriété; que Napoléon III fasse passer dans le fait pratique cette inviolabilité trop théorique jusqu'ici.

Qu'il tarisse la source de tant de procès ruineux; qu'il rende à la petite propriété le crédit dont elle a besoin; qu'il ajoute ce nouveau service à tant d'autres déjà rendus à la patrie, et son nom sera béni, d'âge en âge, comme celui d'un bienfaiteur du pays.

Et nous, messieurs, associons-nous à cette œuvre féconde, en renvoyant les pétitions, non pour leur valeur intrinsèque, mais pour les questions qu'elles soulèvent.— Ne les renvoyons pas seulement au ministre des finances, qui ne pourrait y voir qu'une question d'impôt et qui nous opposerait : —

que la péréquation a été obtenue, à peu près aussi parfaite que le comporte une opération de ce genre, au moyen des dégrèvements successivement alloués aux départements surchargés, et qui ne s'élèvent pas à moins de 86 millions sur 240 millions, somme à laquelle l'Assemblée constituante, en 1791, avait fixé le principal de l'impôt foncier; — et qu'il n'est pas possible d'imposer au Trésor de nouveaux sacrifices, sur un impôt qui, fixé d'abord au *cinquième* du revenu net, est descendu successivement au *seizième*.

Mais renvoyons-les aussi au *ministre de la justice* pour les questions de droit et de propriété, et encore au *ministre de l'agriculture*, comme élément de la grande enquête à laquelle il préside, sur la situation de notre agriculture et par conséquent de la propriété agricole (*Mouvement d'approbation*).

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CH. LAHURE
Rue de Fleurus, 9, à Paris

4

RÉPONSE A NAPOLÉON III.

CÉSAR

APPRÉCIÉ

A SA JUSTE VALEUR.

Hachin

France! à l'heure où tu te prosternes
Le pied d'un tyran sur le front,
La voix sortira des cavernes
Les enchaînés tressailliront.

V. Hugo.

EN VENTE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES.

1863

CÉSAR

APPRÉCIÉ A SA JUSTE VALEUR.

I

AVANT-PROPOS.

La vie de César vient de paraître. — Certes, et c'est chose triste à dire, l'ouvrage jouit d'un succès énorme. Quelques jours à peine sont écoulés depuis la première publication, et déjà deux éditions sont épuisées sans qu'on ait pu satisfaire aux nombreuses commandes, sans qu'on ait pu contenter cette foule de lecteurs avides et impatients.

Mais que faut-il voir dans ce succès? — Est-il bien réel? Est-il dû à l'empressement qu'excite toujours l'apparition de l'ouvrage d'un auteur de talent, ou est-ce seulement le résultat de la curiosité qui s'attache à toute œuvre extraordinaire?

On a fait tant de bruit autour de ce livre; tant de recherches ont été faites; tant d'officiers, de fonctionnaires envoyés en mission. — Et puis cette histoire, l'apologie du plus habile usurpateur des temps anciens, destinée à venir légitimer dans notre siècle une usurpation toute récente; l'auteur lui-même, autour duquel se réunissent tant de haines et d'espérances et dont l'ouvrage semble devoir être un programme politique, une explication du passé et un tracé de l'avenir. — Tout cela, il faut l'avouer, est bien fait pour surexciter au dernier point la curiosité publique.

Reste à savoir si cette vogue se maintiendra! Qui peut répondre que dans un an, deux ans, on s'occupera encore de cette œuvre si impatiemment attendue aujourd'hui?

Au reste, je ne veux rien ici préjuger de ce livre. Je ne veux pas non plus en faire une critique scientifique ou littéraire.

Il faudrait pour cela en avoir fait une étude plus approfondie ; j'y reviendrai d'ailleurs plus tard.

Ce que je veux faire dans ces quelques lignes, c'est une simple revue, un rapide examen de l'ouvrage.

On peut à mon avis le diviser en deux grandes parties. La première traite des faits, des combats, des sièges, des campagnes, en un mot des aventures de César : c'est la partie historique. — Quant à la seconde elle n'a rien de commun avec l'histoire elle-même ; ce sont les réflexions qu'elle inspire à l'écrivain, les conclusions qu'il tire des faits, tout le système politique qu'il en prend occasion de développer.

Je n'ai pas l'intention de m'occuper ici de la première partie. Quel intérêt peut-il y avoir à contester des détails et à discuter des faits sur lesquels ont passé dix-neuf siècles. — Cette partie est-elle bien d'ailleurs l'ouvrage de l'empereur ? Quels mérites, quelle gloire peut-il légitimement lui en revenir ? Quelle part a-t-il prise à ces longues et pénibles recherches ? Comment, de quelle façon y a-t-il contribué ?

Ce n'est pas lui certainement qui les a faites. Elles ne se sont pas faites non plus sous ses yeux, ni même sous sa direction. — Où irait-il parmi toutes les préoccupations du trône chercher le temps de s'occuper activement de ces minutieuses perquisitions ? Il faut pour ces laborieuses recherches et pour les mille détails qu'elles entraînent après elles, un homme dont la tête ne courbe pas sous le poids d'une couronne.

C'est donc à peine si l'empereur a pu de loin en loin jeter un regard distrait sur les études plus ou moins consciencieuses de ses lieutenants et du sein de son cabinet résumer, coordonner les longs rapports qu'ils lui adressaient. — Mais que diriez-vous, par exemple, d'un amateur qui ayant acheté le tableau d'un artiste, aurait l'effronterie de mettre son nom au bas de la toile sous prétexte que ce tableau il l'a payé et orné d'un beau cadre ?

Abordons maintenant la seconde partie. C'est de celle-là, celle-là seule que je veux m'occuper. C'est elle que je veux critiquer, que je veux discuter et dont je veux l'un après l'autre détruire tous les sophismes.

A l'heure où le crime triomphe, où le despotisme s'étale impu-

demment au grand jour, où l'apologie des tyrans plus tristement renommés par leurs crimes qu'illustrés par leurs victoires, descend sans honte des marches du trône, il faut que la vérité se lève, que la voix de la liberté surgisse, suprême protestation de la force contre le droit, éclatante menace d'un avenir vengeur. Il faut enfin réduire à leur juste valeur ces grands hommes de l'épée, dont les hauts faits sont teints de sang et dont le génie vorace est affamé de chair humaine.

II

Le progrès en l'an de grâce 1868.

Ne vous est-il jamais arrivé, cher lecteur, lorsque dans le silence du cabinet, l'esprit calme et délivré de toute préoccupation se porte naturellement à la réflexion, de jeter un regard interrogateur sur la situation actuelle? — Certes alors, quand vous avez vu ces mille aspirations vers la liberté comprimées avec peine, ces instincts de nationalité qui partout se réveillent et se font jour, ces réformes toujours réclamées et jamais obtenues, cet esprit réactionnaire travaillant sans relâche et avec une tenacité incroyable à reconstruire le vieil édifice du passé sur les ruines de nos libertés modernes, alors ne vous êtes-vous pas étonné avec moi de la tranquillité présente?

Ne vous êtes-vous pas dit qu'une catastrophe était imminente? Que le plus petit accident, un rien suffirait pour mettre le feu aux poudres, et faire éclater une dernière lutte entre le despotisme et la liberté, lutte d'autant plus terrible qu'elle serait décisive et qu'on combattrait des deux côtés avec la fureur du désespoir. — Cette vieille terre d'Europe ne la sentez-vous pas frémir et tressaillir par moments comme les flancs caverneux de l'Etna minés par la lave bouillante?

Et comment en serait-il autrement? De quelque côté que nous portions nos regards, dans l'ordre physique comme dans l'ordre moral, qu'apercevons-nous, que voyons-nous?

Tout est cataclysme et anarchie. De toutes parts on célèbre le triomphe du despotisme sur la liberté, de la force sur le droit. Partout des tyrans et des fers; à Paris comme à Vienne, à Berlin comme à Rome. La ville aux poétiques gondoles et la terre des Kossuth, des Bems, des Georgey gémit courbée sous l'étendard de l'aigle à deux faces.

Que de glorieux pèlerins, que de défenseurs des droits sacrés du peuple errent péniblement sur la terre de l'exil et à travers l'immensité des mers comme d'indignes forçats marqués du sceau fatal de la réprobation ! — Le héros de l'unité italienne rugit sourdement d'être français. De son rocher de Caprera, il maudit et la ville qui l'a vu naître et le prince qui a livré son pays à la France.

Les rois, l'œil sec et l'arme au bras, assistent tranquillement à l'égorgement de la Pologne et au massacre du Danemarck, sa sœur en martyre.—Un pontife audacieux lance impudemment un défi à la société moderne. Le bras qui devrait bénir les peuples, se dresse hardiment pour les maudire, eux, leurs droits et leurs institutions.

Voilà le spectacle qu'offre notre dix-neuvième siècle, si grand et si beau ; ce siècle que l'on a appelé, par dérision sans doute, un siècle de lumière et de progrès.

C'est donc avec raison qu'on peut dire qu'une catastrophe est imminente, que l'heure d'un bouleversement social approche à grand pas. Aussi dans les hautes régions en est-on bien informé ! *On voit le danger venir, on le sent, on prévoit qu'il va éclater...*

Mais que faire ? Comment le conjurer ? Quelle digue opposer au flot qui monte ? On en est réduit à recourir à des expédients, à des moyens qui ne dureront pas toujours. Et en fin de compte on répète pour se tranquilliser les mêmes paroles que Louis XV disait quand il prévoyait 89 : « Bah la machine durera bien autant que moi. »

Napoléon aussi a compris l'avenir. Il voit bien que toute sa ruse et son audace seront impuissants cette fois à contenir l'orage. Il sent qu'il va sonner le moment où on lui demandera compte du deux-décembre, de la république et de la constitution violée. Les voix de Lambessa et de Cayenne vont bientôt trouver un écho. Alors ne pouvant plus dominer, il veut encore essayer de donner le change.

Pour cela il faut faire l'apologie de l'usurpation, ériger le désordre et l'anarchie en système de gouvernement, transformer la tyrannie et le despotisme en principes souverains et indiscutables.

Mais où trouver dans le passé un exemple qui pût justifier ces choses ?

La vieille rengaine des gloires militaires du premier empire commençait à s'user. Le peuple ne s'enthousiasmait plus autant pour ces grandes excursions à travers l'Europe et *pour l'aigle impérial volant de capitales en capitales*. Il disait dans son gros bon sens que si on avait Wagram, Iena, Austerlitz, Friedland, on avait aussi la déroute de Russie, les désastres de l'Espagne, un million d'hommes laissés à droite et à gauche sur les champs de bataille. Il disait encore que Leipzig et Waterloo n'étaient pas non plus de bien grandes victoires ; quelquefois même un esprit mal tourné ajoutait tout bas : « Pourquoi Bonaparte renversa-t-il la république au 18 brumaire ? Qu'avions-nous besoin de lui, de ses guerres et de sa tyrannie ? Certes, sans lui, nous aurions quelques victoires de moins ; mais aussi nous n'aurions pas eu à déplorer la mort de tant de nos frères ; nous n'aurions pas eu deux fois l'invasion étrangère ; nous n'aurions pas vu, chose inouïe jusque alors ! le cosaque et le baskire s'installer en maîtres dans nos villes et jusque dans nos propres foyers. »

Il ne fallait donc pas y songer, toutes ces vieilles histoires avaient fait leur temps : elles ne trompaient plus personne. Ce qu'il fallait c'étaient d'autres exemples, d'autres conquêtes, un autre héros du même calibre.

On a donc compulsé les vieilles annales, recherché les vieux bouquins et comme par une suprême ironie, c'est César que l'on a été déterrer sous la poussière classique. C'est lui, le meurtrier, l'assassin des vieilles libertés gauloises, que l'on va jeter en pâture à l'admiration du peuple français !

C'est César qui va justifier l'usurpation des Bonapartes ! C'est lui qui va nous prouver que Napoléon a rendu la liberté à la France comme lui-même quelque dix-neuf cents ans auparavant l'avait octroyée à la Gaule. — En vérité tout cela est pour le moins fort drôle !

Mais parbleu ! ne sommes-nous pas dans un siècle de progrès ?

Ne te plains plus, ô France, que tu restes stationnaire au milieu du mouvement progressif des autres peuples !.... Quoi ! Qu'entends-je ? Tu gémis, je crois. Tu parles des grands principes de 89, des droits de l'homme, de la république de 48 !... Comment, pauvre ignorante, tu en es encore là ? — *Mais toutes ces gens-là de*

l'autre siècle seraient maintenant des rétrogrades... Mirabeau , Danton, Marat, s'ils revenaient sur la terre seraient bien étonnés de se trouver au beau milieu des calottins... Jean Jacques lui-même, s'il revoyait le jour, se trouverait plus arriéré que le dernier curé de village. — Et puis tous les socialistes de 48, encore un tas de rétrogrades ceux-là ! — Qui sait si dans ce moment V. Hugo et Mazzini ne font pas leur examen de conscience en s'avouant en toute humilité de cœur, plus arriérés que le bedeau de leur paroisse ?

Non ! non ! peuple de France ! si tu veux le progrès, le véritable progrès, ce n'est ni en 89 ni en 48 qu'il faut aller le chercher. — C'est dix-neuf siècles en arrière qu'il faut retourner. C'est avant J.-C., c'est à l'empire romain, c'est à César qu'il faut en revenir.

Silence dans les rangs ! Peuples, déployez vos oriflammes ! ! !

Voici venir les âges héroïques ! Voici venir les règnes glorieux de César et d'Auguste !

Jam redit et virgo, redeunt saturnia regna !

Sonnez clairs ! tambours, battez au champ ! ! !

Aujourd'hui César revient à la tête de ses légions. Aujourd'hui César monte au capitol : César triomphe des Romains dans Rome même !

Eh vous, sénateurs : vénérables pères conscrits, tressez le pampre et le laurier ! Couvrez la tête chauve du vainqueur des Romains avec ces mêmes couronnes qui ornèrent le front des Cincinnatus et des Fabius ! Empressez-vous de le déclarer inviolable et de légitimer son usurpation !

Courez le saluer imperator dans ces murs mêmes, dans ce forum où l'ombre des Brutus et des Fabricius vient encore errer, mais où elle n'inspire plus personne.

Hâtez-vous de jeter en pâture aux passions du vainqueur vos femmes, vos richesses, tout ce que l'homme possède de plus sacré. Elevez-lui des autels et des temples ! Déclarez hardiment dans vos décrets que toutes les femmes lui appartiennent, qu'il peut impunément déshonorer vos filles et vos vestales !

N'est-ce pas un nouveau moyen pour César de devenir le père de la patrie!

Et vous, Français, vous, que je vois déjà sourire dans l'ombre, malheur ! malheur ! si vous n'admirez pas de pareils hommes ! Malheur si vous ne leur confiez pas les destinées de votre pays.

Car si vous les méconnaissiez et les combattez, vous êtes bien aveugles et bien coupables ! Vous faites comme les Juifs, vous crucifiez votre Messie. (1)

Cela vous étonne n'est-ce pas ? Vous ne vous attendiez pas à voir César, Alexandre et autres gaillards du même calibre transformés en Sauveurs du monde ! — Le Messie de la France sera sans doute alors Napoléon I^{er}. — Quelle belle comparaison à établir entre l'Homme-Dieu dont le long cri d'agonie et de pardon fait encore tressaillir les cimes du Golgotha, et l'orgueilleux potentat que nous avons vu ensanglanter l'Europe pendant quinze ans, égorger à Jaffa ses prisonniers et ses propres soldats et tenter de s'empoisonner lui-même à Fontainebleau.

Vous ne vous seriez jamais imaginé chose pareille, n'est-il pas vrai ? — Mais patience ; c'est que vous êtes encore un peu trop rétrogrades. Ceci est du progrès bien entendu, tout ce qu'il y a de plus progrès : ce sont les idées napoléoniennes.

Mais au fait, pour moi je le confesse humblement, je crois tout cela. Je veux bien que Napoléon I^{er} soit un nouveau Christ, (Quel dommage pourtant qu'on ne l'ait pas su de son vivant ! *On l'aurait peut-être crucifié* et beaucoup de gens s'en seraient mieux portés.)

J'admets même que Napoléon III soit un nouveau messie ; mais aussi je prétends que plus habile en cela que le divin fondateur de la religion chrétienne, il fait subir la passion à la France au lieu de la subir lui-même,

Et il existe encore des gens qui nient être dans un siècle de progrès !

(1) Extrait presque textuellement de l'*Histoire de César*. (préface.)

III

César et Catilina.

Eh ! bien puisque l'on a été fouiller l'histoire , puisque l'on a été exhumer les pages sanglantes de l'antique tyrannie , interrogeons à notre tour les annales romaines. Examinons jusqu'à quel point, on peut comparer le passé avec le présent. Voyons si c'était bien la grande ombre du conquérant des Gaules et du vainqueur de Pharsale qu'il fallait évoquer !

A côté de César victorieux faisons surgir Catilina, laid , sale , éhonté, dans la défroque hideuse de son crime.

. ,
.

C'était dans ces temps où les farouches dictatures des Marius et des Sylla avaient sapé jusque dans leurs fondements les vieilles institutions républicaines. Rome ne voyait déjà plus dans son forum ces tumultueuses assemblées populaires enflammées du saint amour de la liberté ; un orateur inspiré ne montait plus que rarement à cette tribune d'où avaient tonné les Gracques et tous ces fiers tribuns du peuple ; avec la soif des richesses , la crainte des proscriptions et le désir de plaire au vainqueur, la corruption avait pénétré dans toutes les classes de la société.

Ce fut alors que l'on vit à peu de temps d'intervalle deux hommes se présenter sur la scène du monde pour saisir le souverain pouvoir et recueillir l'héritage sanglant de Sylla.

L'un était beau , brave , bouillant. Il avait ce courage qui étonne et qui subjugue, cette audace et ces dehors brillants qui charment et séduisent les masses. — Son nom était déjà grand et illustre. On l'avait vu tête nue et enseignes au vent, mener les foudres romaines des bords du Tage aux rives de l'Escaut. Il avait

ouvert à l'ambition du peuple-roi de nouvelles régions et de nouvelles conquêtes. Les aigles victorieuses de Rome, il les avait portées, chose inouïe jusqu'alors ! aux rivages perdus du Breton et aux forêts impénétrables du Germain. C'est ainsi que César apparaissait aux yeux éblouis des Romains, entouré de tout le prestige de ses grandes victoires.

Quant au second il avait pour lui un nom déjà fameux ; Rome ; avait appris depuis longtemps à révérer et à chérir la mémoire des Catilina. Mais il semblait que ce misérable n'eût de glorieux ancêtres que pour mieux déshonorer leur nom et le faire maudire aux générations futures.

Au physique comme au moral, c'était bien là d'ailleurs l'homme de crime et de ténèbres. D'une force peu commune, le visage blême, les pommettes osseuses et saillantes, une barbe épaisse à la figure, voilà le portrait de Catilina. Un regard terne, à demi éteint et une démarche sombre et désordonnée où tout respire le meurtre et la soif du sang, voilà sa physionomie. C'était ainsi que le soir, à la lueur tremblante des flambeaux, on le voyait apparaître au milieu de l'orgie, semblable au dieu malfaisant, rêvant du sein de la débauche la perte de Rome et la destruction de la république.

Au moral, Catilina était un être souple, artificieux, dissimulé, criblé de dettes et noirci de crimes. Aucun forfait quel qu'il fût, n'arrêtait son audace. Tout Rome était instruite de ses débauches et de ses déportements. Chacun connaissait ses courtisanes et d'ailleurs elles s'affichaient impudemment aux yeux de tous. Malgré tout cela le misérable prenait hautement et en toutes occasions la défense des intérêts du peuple. Le suppôt des filles de joie parlait sans honte des droits du travailleur. Il ne voyait pas que cette cause sacrée il la salissait et la perdait en la touchant. Mais au fait que lui importait tout cela ? Ce qu'il voulait, c'était se faire un piédestal du mécontentement populaire pour escalader le pouvoir.

Si César dévoré d'ambition rêvait à devenir le premier citoyen de Rome, le maître de la République et du monde ; s'il fallait au conquérant des gaules des légions roulant dans la plaine, enseignes au vent et bannières déployées ; les hourras et les cris enthousiastes de la foule éblouie, Catilina, lui, voulait des courtisanes pour

assouvir ses passions, les millions du trésor pour payer ses débauches et ses crimes.

Pour cela l'infâme, il fit tout. Il ensanglanta les rues de la ville capitale du monde ; il eut mis le feu aux quatre coins de Rome , forcé le Capitole et le sénat. Que lui fait à lui l'inviolabilité des pères conscrits, des représentants de la nation ? Il tuera, pillera , massacrera à son gré. Il emprisonnera les citoyens romains , les proscrira, les déportera hardiment aux rivages brûlants de l'Afrique et aux sables meurtriers de la Lybie. — Tout droit et toute justice ne succombent-ils pas en face de son poignard et de son crime ?

Heureusement pour Rome Cicéron est là ; son génie, sa présence d'esprit et sa fermeté sauveront la république. Bientôt sa voix puissante va soulever le peuple et apprendre aux générations futures à maudire le crime et l'usurpation. Bientôt du téméraire et criminel ambitieux il ne restera qu'un cadavre défiguré aux plaines de la Cisalpine.

Mais il appartenait à notre 19^e siècle, à notre siècle de progrès et de lumière, de faire revivre de pareilles horreurs. Il appartenait à lui de faire renaître Catilina ; mais Catilina triomphant , Catilina plus laid et plus noir encore, doublement hideux de son crime et de son triomphe.

IV

L'Avenir.

Jusqu'à présent nous avons pris l'empire à son commencement, nous avons évoqué César et Catilina, nous avons réduit à leur juste valeur toutes les pompes de la Rome impériale. Avançons maintenant dans l'empire romain. Remuons encore les cendres du passé pour y découvrir l'avenir inévitable de tous les empires.

Citons au tribunal de l'histoire, Néron, Tibère, Caligula, Héliogabale, tous ces empereurs qui sont autant de monstres couronnés. Les voilà, ils accourent spectres repoussants, ombres hideuses, non pas recouverts de la pourpre, mais teints de sang. Ils ont chacun derrière eux une longue suite de meurtres et de victimes. Chacun presse dans ses mains une tête sanglante ; celui-ci celle de sa mère, celui-là celle de son frère, un autre celle de son épouse ou de sa sœur.

Et pourtant tous ces hommes étaient des empereurs, des maîtres souverains. *César avait marqué du sceau de son génie l'ère nouvelle* (1) dans laquelle ils le suivaient. *L'anarchie n'était-elle pas remplacée à Rome par un pouvoir énergique dominant à la fois le Sénat et les COMICES ?* (2) *La garde prétorienne n'était-elle pas là pour faire exécuter les ordres du maître ?*

Voyons-nous qu'alors, *profitant de l'autorité morale qu'ils ont acquise et substituée à des rivalités personnelles, les César établissent des lois favorisant la prospérité de l'empire ?* (3)

Tout au contraire que remarquons-nous ? qu'apercevons-nous ? Partout de sombres scènes de meurtre et de carnage : Rome ensanglantée et meurtrie ; les provinces pillées et dépeuplées. Les

(1) Histoire de César, — Préface.

(2) Histoire de César, 1^{er} vol. p. 401.

(3) Histoire de César, p. 401.

foyers domestiques violés, l'autel des dieux Lares couvert de sang ou réduit en cendres. Ici un époux demandant son épouse, un père réclamant son fils, des enfants orphelins pleurant leur père immolé sous leurs yeux.

Voilà, voilà le gouvernement impérial : cinq longs siècles de misère, de honte et de crimes pour aboutir à quoi ?... A Attila, à ses Huns et à la barbarie.

Et ne vous récriez pas ! Ne dites pas que le retour de pareilles monstruosités est impossible ! ne dites pas que l'Europe n'a plus désormais à craindre l'invasion de tribus barbares. Certes, et je suis le premier à en convenir, le progrès a marché pour les tyrans comme pour les autres.

Nos Césars, nos Augustes d'aujourd'hui ne sont plus gens bardés de fer, armés jusqu'aux dents et flanqués sans cesse d'une centaine de coquins cuirassés. On ne voit plus pour plaire au maître les gladiateurs descendre dans l'arène et courir à la mort en s'écriant : « Ave Caesar, morituri te salutant » ! Néron ne met plus brutalement le feu à Rome pour se donner le spectacle d'un incendie. Plus de proscriptions, de délations, de meurtres, d'exactions avec la grossièreté antique ! Non, non, je le répète, le progrès a passé sur tout cela. Nous avons maintenant pour despotes de petits maîtres, bien fringants, bien pimpants, gantés beurre frais, arrangés à la dernière mode et à la dernière sauce. On sort à cheval, en calèche ; on va à la promenade, au théâtre, sans suite, sans soldats. La garde prétorienne a disparu : mais on a dans la foule une multitude de mouchards d'une tenue irréprochable et dont le regard n'a rien de la féroce proverbiale. Ils sourient même d'une façon toute agréable, font de l'œil aux belles dans leurs moments perdus et crient : « hurra ! » avec une grâce si touchante que César lui-même y est trompé.

L'exaction, le pillage sont arrangés, régularisés. On a des tribunaux bien élevés, des hautes cours bien dociles qui condamnent les gens à la mort ou à la déportation entièrement au gré du tyran.

Quant aux barbares ils sont encore debouts, campés dans ces régions sauvages, berceau des peuples scythes. Dans ces steppes, dans ces déserts, habitent des tribus étranges et sanguinaires. — Le Czar n'aspire-t-il pas à l'empire du monde ? N'a-t-il pas déjà

étouffé la Hongrie ? N'a-t-il pas déjà égorgé la Pologne ? Le cosaque n'abreuve-t-il pas son cheval dans le flot noir du Danube ?

Et quand l'Allemagne sera débordée ; quand l'Elbe et le Weser seront franchis ; quand le tartare et le Baskire feront paître leur coursier sur les bords du Rhin, où en sera la France impériale qui a laissé massacrer la Pologne et enchaîner la Hongrie ? Le cosaque ne sait-il pas quelle route il doit suivre pour aller à Paris ? César ne lui en a-t-il pas deux fois déjà montré le chemin ?

Non, non, ô France, laisse-moi croire que tout cela est impossible, que tout cela n'est qu'un songe, un mauvais rêve, un cauchemar. Laisse-moi croire que l'heure du réveil va sonner, que bientôt tu vas te lever, grande et puissante comme auparavant et reprendre dans la voie du progrès la place que Dieu lui-même t'y a marquée.

5

GUSTAVE FLOURENS.

DISCOURS

DU SUFFRAGE UNIVERSEL.

Imp. de A. MERTENS et FILS, rue de l'Éscalier, 22, à Bruxelles.

5
MEETING LIBÉRAL DE BRUXELLES.

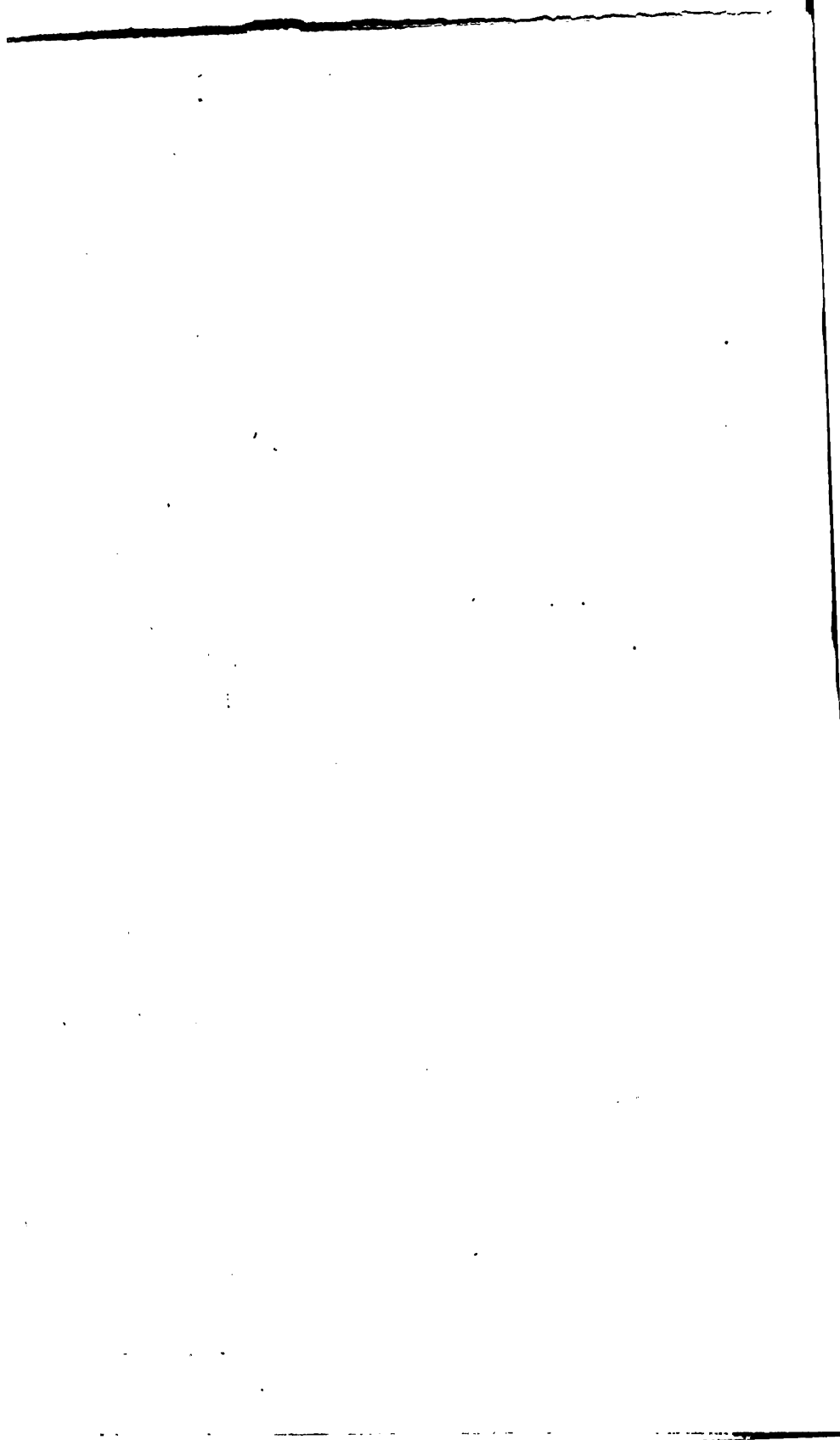
Séance du 12 Avril 1865.

GUSTAVE FLOURENS.

DISCOURS
DU SUFFRAGE UNIVERSEL

Prix 50 centimes.

BRUXELLES
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES.
1865



DISCOURS

DU SUFFRAGE UNIVERSEL

I.

L'homme a besoin, pour vivre en société, de s'entendre avec ses voisins, de régler, d'accord avec eux, les intérêts communs de l'association.

Il existe deux modes différents de gérer les affaires de la société humaine.

Le premier consiste dans la soumission passive de tous à un monarque, réputé issu des dieux, leur représentant, et par conséquent infaillible, capable de penser, de vouloir, d'agir, pour tous. Ce mode n'exige des peuples aucune vertu et ne leur donne aucun bonheur. C'est la théocratie, c'est le mode asiatique.

Le second consiste dans la gestion de leurs biens par ceux qui les possèdent. C'est la démocratie, c'est le mode européen.

Celui-ci a été pratiqué en Grèce dès l'origine. Les législateurs, comme Solon, Lycurgue, n'ont fait que restreindre

le droit de délibérer sur les affaires publiques possédé primitivement par tous les hommes de chaque tribu.

Solon, dans Athènes, assure aux *Thètes*, ou prolétaires, le droit de voter, mais non l'éligibilité. Ainsi les pauvres, aussi bien que les riches, votent les lois, les impôts, nomment les magistrats, les juges, les généraux ; les riches seuls peuvent obtenir ces fonctions.

Lycurgue donne à Sparte une constitution féodale. Les aînés, caste guerrière, possédant par la conquête des domaines inaliénables, ont seuls des droits politiques, les cadets en sont privés. La classe moyenne n'a que des droits civils, et ceux qui travaillent la terre n'en ont aucun.

A Rome, les assemblées du peuple, les comices, se composaient de tous les citoyens depuis l'âge de 17 ans jusqu'à celui de 60, où ils perdaient leurs droits politiques. Ces assemblées élisent les magistrats, discutaient et faisaient les lois ; c'était le peuple romain exerçant sa souveraineté. César et Auguste ayant pris pour eux cette souveraineté, laissèrent pourtant, par hypocrisie, subsister les comices. César eut ses candidats officiels dont l'élection était assurée, et ses candidats patronés sous main, dont l'élection ne pouvait guère manquer. Auguste commença par désigner la moitié des candidats à chaque fonction, puis finit par les désigner tous.

Le christianisme, d'origine asiatique, ayant importé en Europe la soumission passive aux pouvoirs établis, il ne fut plus question de souveraineté du peuple. La souveraineté vint de dieu, et fut exercée par le pape, l'empereur, les rois ; le peuple fut voué au servage.

Ici tout change, la nation renonce à la possession d'elle-même. Elle appartient à ses maîtres par droit divin. Tout au plus ose-t-elle faire porter humblement par ses députés quelques réclamations au pied du trône.

En France, les états généraux, convoqués par le roi, viennent, au nom du clergé, de la noblesse et du Tiers, consentir, les demandes d'hommes et d'argent. Le Tiers, à genoux, implore le redressement des griefs; le roi promet, dissout les états, perçoit l'impôt voté, et ne redresse aucun grief. Les états provinciaux, dans les provinces qui, par leur traité d'annexion, ont conservé le droit de s'administrer elles-mêmes, élisent les magistrats, fixent les impôts. Ils sont ruinés par Louis XIV, dont ils gênaient le despotisme.

En Espagne, les cortès se composent également des deux ordres privilégiés et de députés des villes qui, au nom de leurs concitoyens, votent les charges de la nation.

Les barons anglais sont assez adroits et assez forts pour museler la royauté, lui imposer la grande charte. Dans leur parlement ils défendent les droits du peuple, mais à condition de l'exploiter eux-mêmes.

C'est toujours une souveraineté exercée sur la nation, au nom du droit divin ou de la conquête, par un monarque ou par une aristocratie. Le peuple est réputé mineur, incapable de gérer lui-même ses affaires. Ici des barons, des hommes forts, sont censés le protéger; là des rois le tiennent sous leur tutelle. L'idée antique de la souveraineté du peuple semble complètement perdue.

Jean-Jacques Rousseau la retrouve, et la proclame dans son Contrat social, qui produit la révolution de 89.

Cette révolution donne en 91 une constitution qui fut ensuite diversement modifiée en 93, 95, 99. La Constitution de 91 veut fonder une monarchie constitutionnelle. Aussi établit-elle l'élection à deux degrés : il faut avoir un cens électoral pour faire partie des assemblées primaires qui nomment les électeurs, et ceux-ci doivent posséder deux cents francs de revenu.

La Constitution de 93, qui ne fut pas appliquée, veut

fonder une république. Aussi établit-elle le suffrage universel sans aucune restriction. Elle revient au principe antique de l'exercice direct de la souveraineté populaire. Ce n'est point par délégation conférée à des mandataires que le peuple se gouverne. Réuni en assemblées primaires, il nomme lui-même ses magistrats, il confirme ou rejette les lois élaborées par ses représentants qu'il renouvelle chaque année.

Puis la république s'achemine à l'Empire à travers des constitutions rétrogrades. Celle de l'an III établit le suffrage à deux degrés. Celle de l'an VIII ne laisse à la nation que le droit de présenter des candidats au premier consul et au sénat. C'est le fruit du 18 brumaire.

L'Empire passe, anéantissement complet d'une nation au profit d'un homme. Les précautions étant bien prises, la volonté nationale ne peut par aucun moyen protester contre la ruine et la dépopulation de la France.

On revient à la monarchie constitutionnelle. On a des rois qui violent la constitution et que l'on met dehors ; d'autres rois qui ne la violent point et ne valent pas mieux. Ce juste milieu entre la servitude et la liberté ne réussit guère à la France.

En vain les doctrinaires essaient d'y fonder un pays légal de deux cent mille personnes, ayant seules les droits politiques, parce qu'elles paient deux cents francs d'impôt. Comme si l'homme valait mieux parce qu'il est plus riche. Le reste du pays ce sont des ilotes qui ne comptent point, vil troupeau taillable à merci, exploité par les barons du commerce et de l'industrie.

Ce régime c'est la pourriture. Quelques familles de rongeurs dévorent la nation à belles dents. La corruption règne ouvertement ; les électeurs vendent leurs suffrages, les députés vendent leurs votes. Il est temps que cette ignominie prenne fin, la révolution du mépris en fait justice.

Le premier but de la révolution de 48, c'est l'établissement du suffrage universel. Ceux qui la confisquent ne peuvent le détruire. Mais ils l'aveuglent. Au moment où, les premières heures de trouble et d'hésitation étant passées, il va prendre son essor, devenir éclairé, fonder la liberté pour tous, ils mettent la main dessus. Pour en faire un instrument de servitude, il leur faut le maintenir dans les ténèbres et l'ignorance. Ils défendent toute réunion électorale, tout entretien politique, afin qu'aucune lumière ne vienne. Ils s'emparent de la publicité et la forcent à mentir.

Puis ils proclament la souveraineté du peuple, l'immortalité des principes de 89. Ainsi César conserva les comices et les fit voter à ses ordres. Ils ont eux aussi leurs candidats patronés, des hommes qui viennent dire aux populations : Vous avez besoin de mandataires pour juger le gouvernement comptable des deniers que vous lui avez confiés. Notre mérite est de plaire à ce comptable. Nous vous promettons de viser docilement et les yeux fermés tous ses comptes. Ces candidats officiels ont la moralité des voleurs.

Pour parvenir à les faire nommer, il faut persécuter des populations innocentes. Les campagnes, qui contiennent la majeure partie de la population française, à chaque élection nouvelle sont livrées au terrorisme des fonctionnaires. Chaque fonctionnaire est un petit despote irresponsable, ne dépendant que de ses chefs et du zèle qu'il montrera à servir la cause impériale pour gagner de l'avancement. Aussi que de zèle ! Le campagnard qui ne vote pas bien doit émigrer ; son indépendance lui vaudra sa ruine, à la moindre occasion le maire fera dresser contre lui procès-verbal sur procès-verbal. Un peuple réputé souverain est soumis à la plus dure tyrannie qui ait jamais existé.

L'Empire ne connaît que deux moyens : la force et la

ruse, l'armée et la police. Avec ces moyens, il domine et fait taire la nation. Le couteau sur la gorge, il lui dit : N'est-ce pas que j'ai bien fait de t'asservir. Tu aimes à te sentir enchaînée. Prouve-le en m'envoyant comme tes représentants ces hommes qui me plaisent, qui ne peuvent même pas expliquer pourquoi ils votent en ma faveur ; ces muets qui ne savent qu'applaudir servilement aux oracles des commissaires de mon gouvernement.

Avec ces jongleries et ces turpitudes le suffrage universel n'a rien de commun. Une nation ne peut exercer sa souveraineté qu'à condition d'être libre.

II.

Tout suffrage doit être libre, honnête, éclairé.

Libre : si l'électeur subit la moindre pression, il n'a plus droit à voter, son vote cessant d'exprimer sa volonté.

Honnête : si l'électeur s'est laissé corrompre, capter par la promesse d'un avantage quelconque, il ne s'appartient plus, il ne peut davantage dire ce qu'il veut.

Éclairé : il faut voter en parfaite connaissance de cause, savoir bien de quoi il s'agit, de quels intérêts doit décider le suffrage, quels hommes sont le plus capables de défendre ces intérêts.

Or, le suffrage universel peut seul réunir ces qualités.

Nous voyons en Angleterre le suffrage restreint produire la plus honteuse corruption. Malgré la suppression par la réforme électorale des bourgs pourris, le mal continue à être bien grand. Les électeurs se vendent ouvertement ; pour être élu à la chambre des communes il ne faut pas dépenser moins d'un million.

Il en sera fatalement ainsi, tant que les droits politiques

seront réservés à quelques-uns. L'intérêt public ne peut être géré que par tous. En remettre la gestion à quelques-uns, c'est l'anéantir. Donner aux seuls satisfaits le droit de réclamer, c'est une amère dérision. Ce droit qui leur est inutile, qu'en feront-ils donc ? Ils le vendront.

Mais, pour assurer au suffrage universel ces qualités que seul il peut réunir, il faut l'exercer dans des conditions inverses de celles où il s'exerce actuellement en France.

On y discute l'opportunité de l'instruction primaire pour tous. Comment supposer un électeur qui ne sait même pas lire le bulletin de vote qu'on lui met en mains ? La première mesure à prendre, aussitôt la fondation du suffrage universel, aurait dû être d'enseigner à tous les citoyens à lire et à écrire.

Lire ne suffit point. L'ignorance de l'électeur l'empêche d'exercer son droit. S'il vote au hasard, sans savoir ce qu'il fait, il est aussi esclave que sous le pouvoir absolu. A quoi lui sert de pouvoir lire les proclamations mensongères des candidats, pleines de séduisantes promesses dont aucune ne sera tenue, s'il ne peut les juger.

Le plus mince métier exige un apprentissage. Il faut que les peuples apprennent à bien voter. Il faut qu'ils reçoivent l'éducation politique.

Ils n'ont point besoin d'être tant gouvernés, mais d'être instruits, afin de devenir capables de se gouverner eux-mêmes. C'est à quoi le suffrage universel conduit. Mais, comme l'exercice du pouvoir dans les conditions actuelles est une très avantageuse spéculation, les gouvernants se gardent bien de les laisser s'instruire.

Comment imaginer le suffrage universel qui doit être l'expression fidèle de la volonté de tous, existant sous le despotisme, lequel tue cette volonté, existant sans la plus complète liberté de réunion, d'association, de presse, de

parole ? Comment admettre un seul moment qu'il existe aujourd'hui en France ?

Il ne peut être fondé que dans un pays libre, où toute idée, toute opinion ait droit à se produire par tous les moyens, où tous les citoyens puissent exprimer leur pensée sans aucune entrave. Il ne peut exister qu'avec des feuilles politiques à très bon marché, pénétrant partout, dans les campagnes les plus reculées; allant rendre compte à chacun de ce qui se dit, se fait, de l'état où sont ses affaires.

Il ne peut exister que si chaque citoyen a le droit de réunir ses concitoyens pour leur communiquer ses jugements, ses opinions, pour discuter avec eux les intérêts nationaux ; que si de pareilles réunions se forment, dans chaque commune, le plus souvent possible, afin que tous les membres d'une même société en viennent à se bien connaître, puissent s'exercer à l'éloquence, à l'expression claire et nette de leur pensée, s'éprouver les uns les autres et discerner sûrement qui est le plus capable d'agir pour eux, le plus intelligent et le meilleur, au lieu d'être réduits, par ignorance, à se donner pour représentants des ambitieux et des intrigants.

Il ne peut exister qu'à condition d'une surveillance continue exercée par les commettants sur leur mandataire, au moyen de renouvellements annuels de l'assemblée dirigeante, afin qu'un homme ne puisse pas impunément trahir ceux qui lui ont confié leurs intérêts.

Il ne peut exister que par les vertus des citoyens : probité, indépendance, modération et fermeté, vertus qui se développent par l'usage de la liberté.

Or, l'Empire a supprimé en France toute liberté, et s'efforce d'inculquer à la nation le plus abject servilisme. C'est ainsi qu'il a tué le suffrage universel, dont il laisse subsister une fausse et dérisoire image. Sachant bien que

si celui-ci existait réellement, son premier acte serait de le renverser.

III.

Les peuples qui ont assisté à ce tour de gobelets, dont la France a été victime, ont conçu contre le suffrage universel une légitime défiance. En voyant le nom subsister, ils croient à l'existence de la chose. Et ils se demandent comment une institution si vantée peut produire d'aussi funestes résultats. On leur annonce à grand bruit que la France entière va disposer d'elle-même, et ils la voient revenir à l'absolutisme d'avant 89, à un absolutisme pire encore, puisqu'il se complique d'une centralisation bien plus grande, d'un fonctionnarisme bien plus pesant. Tel est le résultat de tant de sang versé, du travail de tant de siècles : la France veut l'esclavage !

Il est temps que la vérité apparaisse et triomphe d'aussi monstrueuses impostures. Il est temps que ces défiances prennent fin. Que les peuples le sachent bien, la France est asservie, précisément parce qu'elle ne dispose plus d'elle-même, parce que le suffrage universel lui a été ravi et qu'elle est restée sans défense contre ses ennemis.

Qu'ils regardent sous son vrai jour le suffrage universel. En lui ils verront le plus grand, le plus puissant, le plus universel moyen de progrès qui existe. C'est une barrière insurmontable élevée contre toutes les oppressions et les exploitations. C'est le redressement de tous les torts obtenu par la volonté générale. C'est avec lui que l'intérêt de tous triomphera des intérêts de partis et de castes, par des victoires pacifiques, les seules durables.

La souveraineté populaire est indivisible, inaliénable, inviolable.

Indivisible : elle appartient au même titre à tous les citoyens. Elle ne peut être retirée à aucun, sans que tous la perdent, puisque les suffrages restreints aboutissent toujours à la détruire par corruption des électeurs. Le suffrage universel est le premier, le plus absolu, le plus sacré des droits. Frapper un homme de mort civile, l'éloigner du vote, parce qu'il est pauvre, c'est la plus révoltante des improbités. Plus il est pauvre, plus il a besoin de se défendre. Il faut qu'il obtienne de l'état social où il vit une amélioration de son sort. D'ailleurs, quiconque paye une contribution à la société, ne payât-il qu'un sou, a droit à connaître de l'emploi de son argent.

Inaliénable : la nation ne peut l'aliéner à un despote. Qu'elle ignore son droit pendant des siècles, il n'en existe pas moins. Qu'elle ne sache point l'exercer, elle le possède toujours en puissance. Qu'elle s'en laisse priver par force, il n'appartient pas au tyran qui s'en est saisi. Il a pour lui la violence que le peuple subit tant qu'il est faible, dont il renverse légitimement l'empire, dès qu'il est assez fort.

Inviolable : toute atteinte qui lui est portée est crime de haute trahison. Toute intervention du pouvoir, directe ou indirecte, apparente ou cachée, dans le choix de ses juges; tout patronage de candidats, est un acte infâme. Conçoit-on un comptable choisissant lui-même les contrôleurs qui doivent juger sa conduite, réviser ses comptes ?

Le catéchisme, qui est pour la plupart de nous la seule école intellectuelle, nous enseigne la soumission passive aux pouvoirs établis. De là cette profonde torpeur du civisme, cette indifférence politique, le pire venin des sociétés. Nous obéissons aveuglément, sans songer que cette

confiance excessive impose à nos gouvernants une tâche au-dessus des forces humaines.

Comment quelques hommes pourraient-ils connaître mieux que nous tous ce qui est nécessaire au bonheur commun? Supposons-les honnêtes, ils ne pourront faire que très peu de bien, étant enlacés par les intérêts dynastiques toujours et forcément contraires aux intérêts nationaux. Mais, le plus souvent ils sont peu honnêtes, se laissent corrompre, s'enrichissent, et sacrifient l'intérêt général.

Que les peuples sachent ce que valent ces droits politiques si négligés.

Si nos plus menus intérêts privés sont lésés, nous sommes tous prêts à poursuivre par-devant les tribunaux la réparation du tort qui nous a été fait. Contre un voisin de mauvaise foi nous épuiserons toute la juridiction. Si la justice est coûteuse, difficile à obtenir, nous n'épargnerons pas les frais, afin de faire triompher notre droit.

Et nos intérêts constants, dominateurs, desquels tous les autres dépendent, nos intérêts politiques, nous en abandonnerons la défense aux plus indignes. Si quelque riche nous offre un repas, nous lui céderons notre suffrage; pour un plat nous lui vendrons notre souveraineté.

Ne réfléchissant point que nous perdons ainsi tout moyen de défense contre le gouvernement, qui pourra puiser à son gré dans nos poches, y prendre légalement ce qu'aucun voisin de mauvaise foi n'y aurait pris. Sans que nous ayons le droit de réclamer, ayant vendu ce droit pour un plat.

Ayant ainsi désarmé, non-seulement nous, mais nos concitoyens, trahi notre patrie. Car toute misère populaire vient de la mauvaise gestion des intérêts nationaux par ceux qui en sont chargés.

Si, dans les chemins de fer, les fonctions de mécaniciens

étaient électives et assez avantageuses pour exciter la brigade, pour qui voterions-nous avant de prendre place dans le train ? serait-ce pour le plus capable ou pour le plus riche, pour celui qui paierait le mieux ses électeurs. Pourtant nous ne confions qu'un moment notre sécurité à la sagesse, à l'habileté du mécanicien. Et à un représentant nous confions tout notre avenir, tout notre bien, tout notre bonheur.

Il nous faut revenir aux idées de Rousseau et de 93, les seules justes et les seules honnêtes, les seules qui puissent sauver l'Europe, à l'idée antique du peuple se gouvernant lui-même.

Ce mode de gouvernement a existé dans toute l'antiquité, jusqu'à l'introduction du christianisme parmi nous. En Suisse subsistent encore de véritables assemblées populaires, discutant les intérêts généraux. Grâce au système fédératif, lequel assure aux citoyens le moins d'impôts et le plus d'indépendance possible. Que ce système s'étende à toute l'Europe, qu'il fasse disparaître ces grandes centralisations, si lourdes à ceux qui en portent la charge, si dangereuses à leurs voisins moins puissants, et les peuples deviendront heureux. Les deux éléments qu'il a fallu asservir, annihiler, pour constituer ces vastes empires, l'individu et la commune retrouveront leur liberté, et n'auront plus besoin que d'un très-petit nombre de magistrats tous électifs. Sinon, la civilisation actuelle de l'Europe, fondée sur l'iniquité et l'écrasement des peuples, ira promptement à la ruine.

Cette réforme politique est imminente et sera la source de toutes les autres. La Révolution de 48 a échoué, pour n'avoir pas compris que la réforme politique devait précéder la réforme sociale, celle-ci découlant nécessairement de l'autre sans violences et sans secousses.

CONSTRUCTION ÉCONOMIQUE

DES

CHEMINS DE FER

D'INTÉRÊT LOCAL

PAR

ALPHONSE LOUBAT.

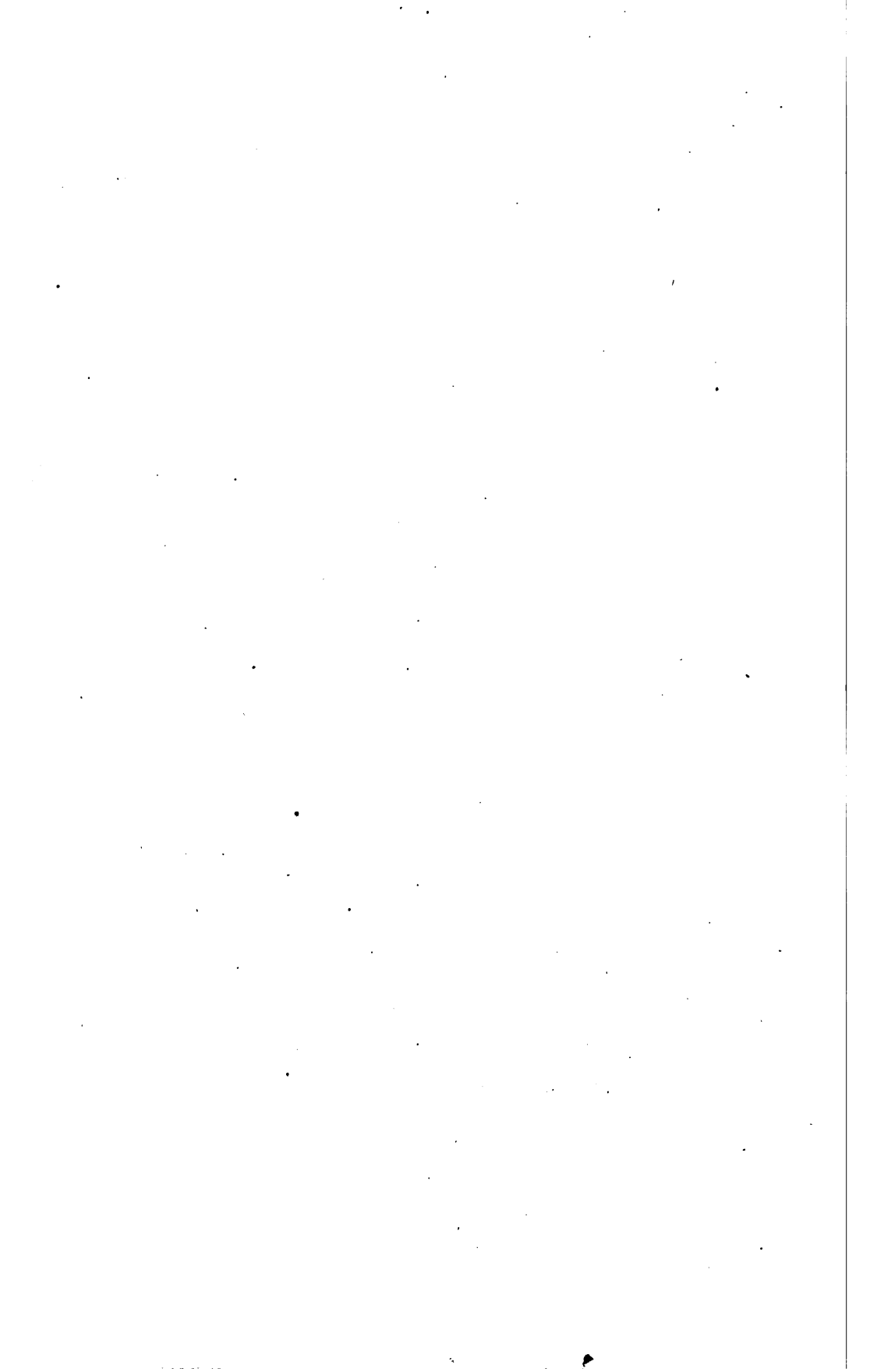


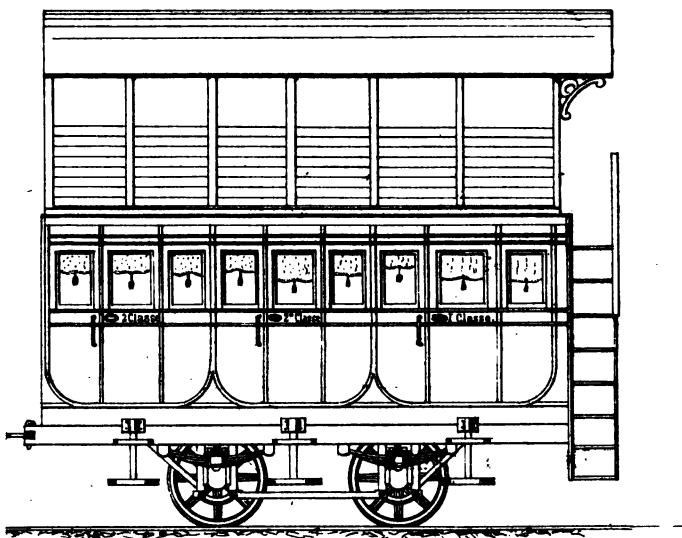
PARIS

AU BUREAU DES CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL

RUE DU HELDER, N° 25.

JUILLET 1866.

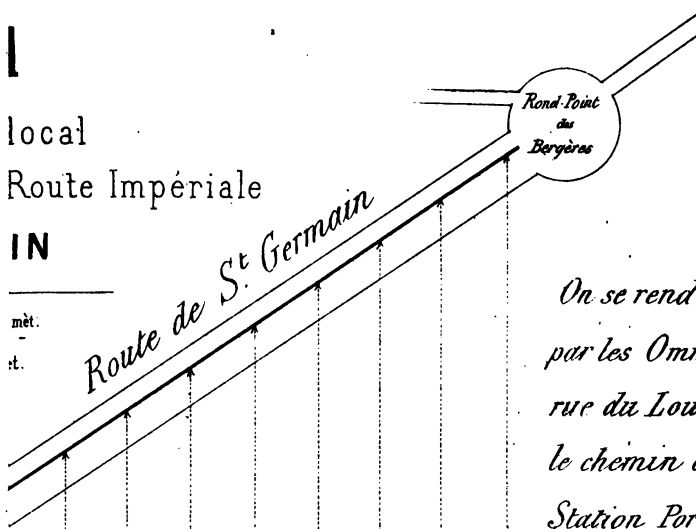




local
Route Impériale

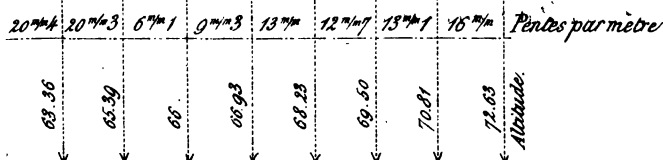
IN

mèt.
rt.



*On se rend sur la voie
par les Omnibus de la
rue du Louvre, ou par
le chemin de fer d'Auteuil
Station Porte-Maillot.*

2. Profil en long



CONSTRUCTION ÉCONOMIQUE

DES

CHEMINS DE FER

D'INTÉRÊT LOCAL

PAR

ALPHONSE LOUBAT.

A l'époque où l'on s'est occupé sérieusement de construire des chemins de fer en France, on a eu moins en vue le transport des marchandises que celui des voyageurs. On a donc envisagé le problème de la traction sur les voies ferrées au point de vue des grandes distances et des grandes vitesses. Transporter les voyageurs avec une excessive rapidité vers des régions fort éloignées du point de départ, tel a été le rôle essentiel qu'on a attribué à ce nouveau moyen de locomotion.

Aussi ne s'est-on occupé d'abord que des lignes principales qui devaient relier Paris aux extrémités de la France,

et s'est-on appliqué, dans le tracé de ces lignes, à diminuer tous les obstacles naturels qui auraient pu être une cause de ralentissement pour la vitesse ; l'invention de la locomotive a d'ailleurs rendu possible la solution du problème qu'on s'était proposé ; car avec les moteurs animés que nous employons ordinairement sur les routes, c'est tout au plus si on aurait réalisé le tiers des vitesses ordinaires que nous obtenons avec la vapeur, et encore n'aurait-on pu atteindre ce but qu'en imposant à l'exploitation la charge de dépenses très-considérables.

Ayant donc en vue de favoriser les vitesses autant qu'il était possible de le faire, et sachant bien que, dans toute machine, plus la vitesse est grande, plus la résistance doit être faible, on a dû chercher les moyens, comme nous venons de le dire, d'atténuer celle-ci autant que possible, et on y est parvenu à l'aide de tracés spéciaux dans lesquels les actions résistantes de la gravité ont été réduites à de très-faibles proportions, dans lesquels le passage d'un alignement à un autre a été obtenu au moyen de courbes très-développées ; on s'est donc occupé avec un soin tout particulier, et au prix de grandes dépenses, à niveler et aligner les tracés ; on a construit pour cela des tunnels, de grands viaducs, on a fait d'énormes terrassements ; en un mot, les chemins ont été établis pour les machines et principalement pour des machines devant satisfaire avant tout à la condition d'une marche très-rapide.

Cependant, à mesure que le nombre des lignes construites a augmenté et que l'exploitation a pris plus de développement, on s'est aperçu que, même sur les lignes

principales, le trafic des marchandises prenait une importance qu'on n'avait pas soupçonnée. Cette prépondérance des marchandises sur les voyageurs est devenue plus manifeste encore sur les lignes secondaires; et l'on peut affirmer aujourd'hui que, plus les réseaux s'étendent, plus l'importance relative des voyageurs diminue et plus celle des marchandises augmente.

En effet, si on consulte les tableaux officiels publiés par l'administration des travaux publics, on constatera que le nombre de voyageurs parcourant un kilomètre exploité, n'est guère aujourd'hui que moitié de ce qu'il était à l'origine en 1841; tandis que le nombre de tonnes kilométriques, loin de baisser, a augmenté d'un cinquième au moins depuis 1850.

Ces effets inverses, nous le répétons, deviennent d'autant plus saillants, que les lignes sur lesquelles on les étudie ont moins d'importance. Il résulte de là que, pour ces lignes, pour les chemins de fer d'intérêt local en particulier, la condition de réaliser une grande vitesse est sensiblement moins impérieuse que sur les lignes principales, que, par conséquent, tandis qu'une combinaison qui tendrait à ralentir la marche des convois, serait inacceptable sur ces dernières, elle pourra être fort bien accueillie sur les chemins de fer d'intérêt local, parce qu'elle y aura sa raison d'être, pourvu, d'ailleurs, que ce ralentissement de la vitesse ne prenne pas des proportions exagérées.

Mais, faire produire à une machine moins de vitesse, c'est lui permettre de vaincre une résistance plus consi-

dérable; c'est par suite se donner les moyens d'admettre dans les tracés des rampes plus fortes, des courbes d'un rayon moindre que par le passé; c'est, sinon supprimer les tunnels, les viaducs, les grands terrassements, les réduire du moins dans une proportion qui peut quelquefois avoir une grande importance; c'est, en un mot, introduire de notables économies dans les dépenses de construction des voies ferrées.

Or, nous ne serons contredit par personne en disant que pour les chemins de fer d'intérêt local, la considération de l'économie dans les dépenses est une question de vie ou de mort; il n'y a peut-être pas aujourd'hui un seul département en France où la création de plusieurs de ces chemins ne soit tenue en suspens par l'impossibilité de réaliser les sommes qui, dans l'état actuel des choses et des idées, sont nécessaires à leur établissement.

Nous croyons donc rendre un grand service aux populations intéressées en venant leur annoncer qu'aujourd'hui nous sommes en possession d'un système de locomotion qui permet de réduire les dépenses de construction des voies ferrées dans une proportion inespérée et qui, par conséquent, est essentiellement applicable aux chemins de fer d'intérêt local; car c'est précisément pour ces chemins que la création des ressources financières nécessaires à leur exécution a présenté les difficultés les plus sérieuses, et cela parce que l'élément rémunérateur, la recette brute, y prend rarement une grande importance.

Présentons quelques considérations propres à faire com-

prendre en quoi consiste l'innovation que nous venons annoncer au public.

Il est connu que, si l'on veut que le mécanisme d'une locomotive ordinaire ne soit pas fatigué par une trop grande vitesse d'oscillation des pistons, il est nécessaire, ainsi que le recommande M. l'ingénieur Lechatellier, que le nombre de tours des roues motrices par seconde soit compris entre $2\frac{1}{2}$ et 3 ; et comme l'oscillation des pistons est d'autant plus considérable, que la vapeur agit dans les cylindres à une pression plus basse, il résulte de là une limite inférieure de pression au-dessous de laquelle il importe de ne pas descendre.

D'un autre côté, M. Perdonnet, dans son ouvrage sur les chemins de fer, après s'être expliqué sur les conditions essentielles auxquelles doivent être soumis les tracés au point de vue des inclinaisons, dit textuellement : « Si la raison
« d'économie, devant laquelle le principe technique des
« pentes uniformes doit plier, oblige à préférer une pente
« variée, il faut, autant que possible, diviser les lignes en
« parties sur lesquelles l'effort varierait du *simple au*
« *double* ou à peu près. »

Sans nous arrêter ici aux considérations théoriques qui justifient, soit l'appréciation de M. Lechatellier, soit le principe émis par M. Perdonnet, nous en concluons que, d'après l'opinion de ces deux ingénieurs éminents, il faut admettre qu'avec la locomotive ordinaire il convient de ne pas laisser varier l'effort résistant dans une proportion supérieure à celle du simple au double, et que, par une con-

séquence nécessaire, les vitesses doivent être comprises entre le simple et la moitié.

La considération de cette variation de l'effort résistant devient ainsi la règle fondamentale de la théorie des tracés, comme celle de la variation correspondante des vitesses sert de principe à la construction harmonique des machines. Ces deux choses sont invariablement liées l'une à l'autre, elles sont intimement corrélatives.

Cela posé, il est facile de comprendre que si on a à sa disposition une machine qui, sans cesser de fonctionner utilement, jouit de cette propriété que l'effort moteur est susceptible de varier dans une proportion beaucoup plus considérable que celle du simple au double, cette même proportion pourra être reproduite dans les variations de la résistance, c'est-à-dire dans les tracés, et que, par conséquent, ceux-ci n'auront plus besoin d'être assujettis à la double condition de ne présenter que de faibles inclinaisons et des courbes de très-grands rayons.

De là résultent immédiatement de grandes économies dans les tracés des chemins de fer. La possibilité d'admettre des inclinaisons de 30, 40 et 50 millimètres fera presque entièrement disparaître les tunnels et les grands viaducs ; elle réduira considérablement le volume des terrassements, et ramènera, à peu de chose près, les dépenses de la construction des chemins de fer aux sommes aujourd'hui nécessaires pour la construction des routes ordinaires.

Plusieurs départements ont fait des tentatives auprès des grandes compagnies de chemins de fer pour la construction d'embranchements, et nous croyons savoir qu'elles ont été infructueuses.

Ce résultat négatif ne nous surprend pas.

Ce n'est point en effet parce qu'un chemin de fer sera secondaire, et même très-secondaire, que la dépense de sa construction sera atténuée. Cette dépense en effet dépend essentiellement de la configuration du terrain qui, loin d'être plus facile pour les localités peu importantes qui ne sont pas encore desservies, présente au contraire très-souvent de fort grandes difficultés, surtout dans les pays montagneux. Les faits à cet égard sont tellement concluants, que nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire d'insister sur ces considérations; il nous suffira d'appeler l'attention du lecteur sur les dépenses kilométriques des chemins secondaires construits dans le Doubs, dans le Jura, dans le Cantal, en Suisse, en Dauphiné et en Savoie, dépenses qui s'élèvent en moyenne à 266,000 fr., pour faire naître sur ce point la conviction dans tous les esprits.

Et encore est-il nécessaire de faire remarquer que, sur presque toutes ces lignes, ce n'est qu'à la condition d'avoir sensiblement dépassé, d'avoir été quelquefois au delà du double de la limite des rampes reconnues nécessaires pour le bon emploi de la locomotive, et d'avoir accepté des rayons de courbe plus petits que ceux précédemment employés, ce n'est qu'à cette condition, disons-

nous, que la dépense kilométrique a pu être maintenue au chiffre que nous venons d'indiquer. Sans cela, tous ces chemins auraient très-probablement coûté aussi cher que les lignes principales.

D'ailleurs, cette dérogation aux principes qui doivent servir de base à la confection des tracés propres à la locomotive, si elle a été momentanément l'occasion de réduire les dépenses de premier établissement, n'a pas produit et ne pouvait pas finalement produire des avantages financiers sérieux ; car, presque toujours, elle a augmenté les frais d'entretien et d'exploitation dans une proportion supérieure à celle de l'intérêt du capital ainsi économisé. Aussi est-il aujourd'hui fort peu de ces lignes secondaires dont les recettes puissent suffire aux dépenses d'exploitation, à celles de l'entretien et à la rémunération des sommes consacrées à l'établissement des chemins.

Nous n'insisterons pas sur ces faits qui sont trop connus, et nous omettons à dessein le triste tableau des nombreuses déceptions qui ont suivi la mise en exploitation de plusieurs lignes secondaires.

Si de ces lignes nous passons à celles dont l'importance est encore moindre, c'est-à-dire aux chemins d'embranchement et d'intérêt local, il ne nous sera pas possible de nous appuyer sur des faits intéressant notre propre pays pour être bien fixé sur leur prix de revient kilométrique moyen, car on en a très-peu construit en France.

Ce n'est guère que pour les chemins de fer de l'Alsace

que nous possédons des renseignements qui peuvent être considérés comme officiels. Or la dépense kilométrique moyenne, d'après ces renseignements s'est élevée à 112,000 fr. Dans ce chiffre les machines et le matériel roulant sont comptés pour 200,000 fr. ; mais, si l'on en croit la compagnie de l'Est, cette partie de la dépense est trop faible et doit être portée à 25,000 fr. D'un autre côté, on n'a fait figurer dans cette évaluation aucune somme pour frais généraux, pour études, pour projets et surveillance des travaux.

Enfin les ingénieurs savent qu'au point de vue de la configuration du terrain, le tracé de ces chemins s'est trouvé placé dans des conditions exceptionnellement favorables.

Il suit de là que la dépense des chemins de fer de l'Alsace, pays peu accidenté, ne saurait être indiquée comme ayant le caractère d'une moyenne ; qu'il faut la considérer comme un minimum, et que ce minimum, en lui restituant les omissions relatives aux frais généraux, aux frais d'études et de surveillance, ne peut guère être évalué à moins de 120,000 fr.

Tel est, nous le répétons, le seul renseignement précis que nous possédions pour notre pays.

Mais il existe en Écosse une catégorie de chemins d'embranchement assez nombreux, s'appliquant à un développement de 584 kilomètres, chemins que tous les hommes compétents considèrent comme un véritable type de construction à bon marché.

Or si quelques-uns de ces chemins, en petit nombre d'ailleurs, n'ont pas coûté plus de 70 à 100,000 francs par kilomètre, machines et matériel roulant compris, il en est d'autres dont la dépense s'est élevée à 210,000 fr. ; d'où on peut conclure, à un premier aperçu, une moyenne kilométrique d'environ 150,000 fr. ; mais nous sommes en mesure d'être plus précis, et il est nécessaire de l'être parce qu'assez généralement, lorsqu'on a voulu s'appuyer sur l'exemple des chemins d'embranchement écossais pour soutenir la thèse de la possibilité de réaliser chez nous des constructions économiques, on s'est bien gardé de considérer à la fois ceux de ces chemins qui ont coûté cher et ceux qui ont coûté bon marché ; on a parlé que de ces derniers au nombre d'une dizaine environ ; on est ainsi parvenu à une moyenne de 90,000 fr. ; et encore, pour plusieurs des chemins qui ont concouru à la former, n'a-t-on pas tenu compte de la dépense des machines et du matériel roulant ; en y ayant égard, la moyenne ci-dessus monterait à 98,000 fr.

Or ce n'est là qu'une moyenne particulière, celle des minimum ; ce n'est pas, tant s'en faut, la moyenne générale sur laquelle nous allons nous expliquer.

Dans un rapport adressé par M. Bergeron à M. le Ministre des travaux publics, à son retour d'une mission officielle en Angleterre et en Écosse, nous trouvons de nombreux renseignements sur la dépense de construction des embranchements écossais.

Vingt de ces chemins, représentant un développement de

584 kilomètres, ont coûté 77,058,000 fr.; on déduit de là
une dépense kilométrique moyenne de 132,000

Mais il faut remarquer, d'une part, que toutes
les traverses sont en sapin, ce qui a contribué à
réduire les dépenses.

M. Bergeron reconnaît en outre que chez nous
nous aurions à subir une augmentation, pour toutes
les parties métalliques de la construction, résultant
de ce que le fer coûte en Écosse 70 fr. de moins
par tonne que sur le continent, et il évalue cette
augmentation par kilomètre, tant pour la voie que
pour les ouvrages d'art, à 12,000

Enfin, nous ferons observer à notre tour que la
moyenne des prix d'acquisition de terrain pour
toutes ces voies n'est que de 12,030 fr. par kilo-
mètre; or, il paraît bien difficile qu'en France
une compagnie ne paye pas tout au moins
17,000 fr. pour cette nature de dépenses; nous
ajouterons donc 5,000
Ce qui donne un total de 149,000

Tel serait, en résumé, le prix de revient moyen des
chemins de fer d'intérêt local déduit de celles de ces li-
gnes qui sont réputées avoir coûté le moins cher, et peut-
être, dans cette circonstance, avons-nous trop compté sur
la modération des propriétaires et des jurys d'expropria-
tion vis-à-vis des compagnies. N'y a-t-il pas lieu, en effet,
d'éprouver les plus vives appréhensions à cet égard, lors-

qu'on se rappelle que sur l'embranchement de Draguignan, les acquisitions de terrain ont coûté à elles seules 76,000 fr. par kilomètre?

Nous n'ignorons pas qu'en matière de chemins de fer d'intérêt local, on a présenté plusieurs évaluations sensiblement inférieures à la moyenne que nous venons d'indiquer.

Cela n'a rien de surprenant ; dès l'instant que nous parlons d'une moyenne, nous devons nous attendre à rencontrer des évaluations tantôt plus fortes, tantôt plus faibles qu'elle ; mais il est vrai qu'en général la proportion des évaluations modérées l'emporte sur celles des évaluations supérieures à la moyenne. Cela doit tenir en partie à ce qu'on s'est surtout occupé de certaines lignes établies sur des terrains peu accidentés, dans des conditions assez semblables à celles des chemins de fer de l'Alsace ; dans ce cas les dépenses de construction doivent évidemment tomber au-dessous de la moyenne ; mais il est à craindre que le plus souvent on se soit laissé illusionner dans l'évaluation des dépenses. Nous connaissons quelques projets auxquels on peut à bon droit adresser ce reproche, et qui seront certainement suivis de fâcheux mécomptes, s'ils sont entrepris dans la prévision que les estimations qui les concernent ne seraient pas dépassées.

Or si les départements, ainsi que plusieurs paraissent déterminés à le faire, prennent le parti de traiter de la construction des chemins de fer d'intérêt local, à la condition qu'ils livreront aux exploitants l'assiette du chemin,

ils ont évidemment le plus grand intérêt à être bien renseignés sur ce que coûtera l'établissement de cette assiette, et il leur importe essentiellement de ne pas se mettre dans le cas où se sont trouvées plusieurs Compagnies, de devoir dépenser 10, 20 et 30 pour cent de plus que les prévisions. Une pareille situation serait évidemment la source de très-grands embarras financiers. Nous ne saurions donc assez recommander aux intéressés de se montrer très-scrupuleux sur les évaluations qui doivent servir de base à leurs déterminations.

Admettons maintenant que les études sur le terrain ont été bien faites, que les mètres sont exacts, que les évaluations sont rigoureuses : il ne faudra pas perdre de vue que tout cela devra s'appliquer à un tracé parfaitement adapté aux exigences de la locomotive ordinaire, machine excellente lorsqu'elle fonctionne sur une voie bien appropriée à sa constitution, mais qui perd une grande partie de ses ressources à mesure qu'on s'écarte davantage de cette appropriation des tracés.

Or, les exigences dont nous parlons ici sont nombreuses, difficiles à remplir, coûteuses à réaliser.

La condition de n'admettre que de faibles inclinaisons, combinée avec celle de faire usage de courbes à grands rayons, exigera de profondes excavations, des remblais élevés, des tunnels et des viaducs, mettra opposés très-souvent à ce qu'on puisse éviter la traversée de propriétés fontaines à acquiescer.

Même en portant à 20 millimètres la limite des rampes, et à 300 mètres celle des rayons des courbes, on se trouverait le plus souvent en présence de dépenses fort élevées.

L'obligation de livrer à une exploitation l'assiette d'un chemin destiné à être desservi par une locomotive ordinaire peut donc être une charge fort lourde, et par là même il est de la plus grande importance de se bien rendre compte à l'avance de ce à quoi l'on s'engage.

Mais si à la locomotive ordinaire on pouvait substituer une machine qui n'aurait pas à beaucoup près les mêmes exigences qu'elle, qui admettrait des rampes de 30, 40 et 50 millimètres, qui passerait avantageusement dans des courbes de 100 mètres de rayon, et même un peu moins, si cela était absolument nécessaire, qui ne voit immédiatement combien la construction des voies ferrées serait simplifiée, combien on pourrait réduire l'importance des terrassements et des ouvrages d'art, combien on aurait de facilités pour éviter les expropriations trop coûteuses, combien, en un mot, une subvention départementale, basée sur la livraison gratuite de l'assiette du chemin serait alors infiniment moins onéreuse que dans le cas précédent?

Ainsi dit-on, les charges de l'établissement d'une voie ferrée se trouveraient ainsi réduites à celle de la construction d'une route ordinaire, et comme celles-ci ont été établies partout et en grand nombre, il n'y a pas un ingénieur, un conducteur, un agent voyer qui ne fût presque immédiatement en état de fixer très approximativement la dépense;

il n'y a pas un préfet, un sous-préfet, un membre du conseil général qui n'ait sous sa main les moyens d'exercer un contrôle efficace sur les évaluations ; de sorte que, sans courir les chances de funestes erreurs, sans s'exposer aux mécomptes de l'imprévu, on réaliserait à coup sûr de fort importantes économies.

Or ces machines, dont nous parlons, elles sont créées ; leur théorie est faite, et quant à ce qu'elles sont susceptibles de réaliser dans la pratique, des expériences qui ont aujourd'hui une durée de huit mois permettent d'en apprécier l'importance. Elles ont été visitées par des ingénieurs, par d'habiles constructeurs, par des hommes d'État, désireux d'apprécier l'influence qu'elles peuvent exercer sur la question si agitée aujourd'hui de la construction des chemins de fer d'intérêt local, et nous croyons que, pour tous les esprits non prévenus, elles ont donné des preuves aussi nombreuses qu'évidentes de leur utilité.

Grâce à la bienveillance de M. le ministre des travaux publics, nous avons été autorisé à établir une voie ferrée de 1,738 mètres de longueur, à partir du pont de Neuilly sur l'accotement gauche de la route impériale de Paris à Saint-Germain. Sur cette voie on rencontre une rampe de 40 millimètres, et trois courbes faisant suite l'une à l'autre sans discontinuité : celle du milieu ayant 80 mètres de rayon, et celles des extrémités développées sur une étendue de près d'un quart de cercle, n'en ayant que 40. L'une de ces dernières courbes se trouve en outre placée sur une rampe de 28 millimètres. Ajoutons que l'établissement de la voie laisse à désirer, et bien qu'il ait été fait par nous, nous

ne craignons pas d'en faire l'avou ; les dépenses de cette expérience ont été très-couteuses, et nous avons naturellement cherché à introduire des économies dans toutes les parties de la construction qui en étaient susceptibles. Les traverses sont faibles et trop espacées, le poids des rails est loin d'être suffisant, la voie n'a reçu pour ballast que du sable.

Malgré toutes les difficultés et toutes les imperfections que nous venons d'énumérer, la machine n'a pas cessé de fonctionner, depuis huit mois, avec toute la régularité et toute l'utilité désirables ; et nous avons ainsi acquis la conviction que, lorsque les traverses seront meilleures et plus rapprochées, lorsque les rails auront la résistance voulue, lorsque l'ensemble de la voie sera convenablement consolidé, le fonctionnement de nos appareils sera tout aussi fructueux sur des voies ferrées établies dans les conditions des routes ordinaires que peut l'être celui de la locomotive marchant sur les tracés qui lui conviennent,

Nous n'insisterons pas plus longuement sur ces détails ; les expériences se poursuivent, chacun est à même d'en étudier les conséquences et de se faire une idée raisonnée, soit de la théorie de nos appareils, soit de leur utilité pratique.

Toutefois il est nécessaire, avant d'abandonner ce sujet, de donner quelques explications sommaires sur la nature et le fonctionnement de ces appareils, et de faire comprendre au lecteur que, s'ils permettent à la résistance de se développer aux dépens de la vitesse, cette atténuation

de la vitesse ne sera pas telle qu'elle ne puisse se maintenir en moyenne à un degré très-satisfaisant.

Disons d'abord qu'au point de vue de la génération de la puissance, nos machines ne sont pas autre chose que la locomotive ordinaire : elles possèdent donc tous les avantages qu'on a reconnus dans celle-ci.

Elles en diffèrent seulement par la manière dont l'action de la puissance est transmise à la résistance.

Dans la locomotive ordinaire, c'est à l'aide de bielles articulées d'une part aux tiges des pistons, d'autre part à l'essieu des roues motrices que l'action de la vapeur est communiquée aux convois.

Dans nos appareils, les tiges des pistons sont également armées de bielles articulées ; mais celles-ci, au lieu d'agir directement sur l'essieu moteur, font tourner un axe intermédiaire qui porte un pignon, ce pignon engrène avec une roue dentée fixée à l'essieu des roues motrices, et c'est par le moyen de cet engrenage que l'action de la puissance est transmise à la résistance.

On voit, d'après cela, ainsi que nous venons de le dire, que la machine dont nous faisons usage est une véritable locomotive ; seulement à chaque nouvel engrenage qu'on interposera entre la puissance et la résistance, correspondra une variété particulière de cette locomotive, faisant toujours le même travail qu'elle, mais le faisant autrement. Présentons quelques explications à ce sujet : si la loco-

live ordinaire communique une vitesse de 40 kilom. à l'heure à une résistance de 200 kilogr. lorsque celle-ci est traînée sur l'horizontale, son travail sera mesuré par le produit de 40 par 200 soit 8,000.

Or dans toutes les circonstances du fonctionnement de la locomotive, qu'elle agisse sur une partie de niveau ou sur une partie inclinée, ce même chiffre de 8,000 qui représente le travail se reproduira toujours le même, et il est impossible qu'il en soit autrement; puisque c'est toujours de la même force qu'on dispose; mais les deux facteurs dont se compose ce produit, c'est-à-dire la vitesse et l'effort résistant, seront susceptibles de varier en sens inverse l'un de l'autre, et dans certaines limites, de manière à ce qu'étant multipliés entre-eux ils reproduiront toujours 8,000.

Ces limites dans les locomotives actuelles, nous l'avons déjà dit, en nous appuyant sur les autorités les moins contestables, sont celles du simple au double; de sorte que si la résistance primitive de 200 devient égale à 400, la vitesse passera de 40 à 20 et le produit de 400 par 20 donnera toujours 8,000.

Ce n'est point ici le lieu de présenter les justifications théoriques de ces propriétés; nous devons nous borner à la mention de ces faits pratiques, qui sont d'ailleurs hors de toute contestation, et desquels il résulte qu'une locomotive susceptible d'engendrer un travail de 8,000 pourra le produire soit en donnant une vitesse de 40 kilom. à l'heure à une résistance de 200 kilogr., soit en donnant une vitesse de 20 kilom. à une résistance de 400, soit enfin en don-

naut des vitesses comprises entre 40 et 20 à des résistances qui varieront respectivement entre 200 et 400 dans des rapports inverses à ceux de ces vitesses, de manière à produire toujours par voie de multiplication le nombre 8,000.

Cela posé, introduire dans une locomotive un engrenage entre la puissance et la résistance, ce n'est pas modifier le travail définitif que la machine peut produire, puisque cela ne change absolument rien à la force dont on dispose, ce travail sera donc toujours mesuré par 8,000, mais il s'exécutera autrement que lorsqu'il n'y avait pas d'engrenage, et, à chaque changement de cet organe de transmission, les deux éléments dont se compose le travail recevront de nouvelles modifications.

Par exemple, si l'engrenage qu'on emploie est tel que le rayon du pignon est la moitié de celui de la roue, il résulte des plus simples notions de mécanique que cette introduction aura pour effet immédiat de permettre à toutes les résistances primitives de devenir doubles de ce qu'elles étaient précédemment et en même temps de réduire à la moitié les vitesses correspondantes.

En conséquence lorsqu'avec la locomotive ordinaire les éléments du travail étaient 40 kilom. pour la vitesse et 200 kilogr. pour la résistance, avec la même locomotive munie de l'engrenage $1/2$, la résistance pouvant doubler s'élèvera à 400, et la vitesse n'étant plus que la moitié descendra à 20; lorsque avec la locomotive ordinaire, la résistance étant 400 kilogr. la vitesse est de 20 kilom., avec l'engre-

nage $1/2$ la résistance, pourra monter à 800 et la vitesse baissera jusqu'à 10.

En procédant aux mêmes calculs pour l'engrenage $1/4$ on se convaincra qu'appliqué à la même locomotive il permettra aux résistances de varier entre 800 et 1,600 kilogr, sous la condition que les vitesses seront comprises entre 10 et 5 kilomètres.

Ces choses ainsi entendues, supposons que sur l'axe intermédiaire qui est mis en mouvement par les bielles des pistons et qui porte les pignons, on place trois de ces appareils, et qu'on dispose en regard sur l'essieu moteur, les trois roues correspondantes, on aura ainsi installé sur la même machine trois engrenages.

Supposons en second lieu que, pour le premier de ces engrenages, le rayon du pignon soit égal à celui de la roue, cet engrenage réalisera exactement la locomotive ordinaire.

Pour le second, le rayon du pignon sera la moitié de celui de la roue.

Pour le troisième, le rayon sera le quart.

Il résulte de ce que nous venons de dire, qu'en faisant usage du premier la résistance pourra varier de 200 kilog. à 400 et la vitesse de 40 kilom. à 20.

En faisant usage du second, l'effort résistant, partant

de 400, pourra s'élever à 800, et la vitesse variera de 20 kilom. à 10.

Enfin, si on a recours au troisième, l'effort résistant étant au début de 800, atteindra à la limite 1,600 et la vitesse passera de 10 à 5 kilom.

Qu'on veuille bien admettre maintenant que sur cette machine, ainsi munie de trois engrenages, nous pouvons à volonté rendre agissant celui de ces engrenages qu'il pourra nous convenir d'utiliser et que nous avons en même temps les moyens de laisser inertes les deux autres, on voit tout de suite qu'il n'y a pas de résistance comprise entre 200 et 1,600, que nous ne soyons en mesure de surmonter avec la machine ainsi organisée, parce qu'elle possède précisément et corrélativement la propriété inverse de permettre à la vitesse de descendre de 40 kilom. à 5, ce qui n'existe pas dans la locomotive ordinaire; de sorte qu'au milieu de ces nombreuses variations, le travail de l'appareil ne cessera pas d'être égal à 8,000 et qu'en outre la vapeur fonctionnera toujours dans les conditions mêmes que l'expérience a reconnu être les plus favorables au meilleur rendement de la locomotive ordinaire.

Or, non-seulement toutes ces dispositions sont théoriquement possibles, mais elles sont pratiquement réalisées; elles fonctionnent tous les jours, et chacun peut venir sur notre voie d'expérience, en étudier le mécanisme et en constater l'utilité.

Les preuves sont donc faites et amplement faites: parlons maintenant des conséquences.

Jusqu'à présent le problème de la traction sur les chemins de fer a été résolu, au moyen de tracés adaptés à la constitution des machines, et l'on sait combien ce mode de solution est coûteux. Quant à nous, nous prenons le problème à rebours, et au lieu de faire le chemin pour la machine, nous avons les moyens, et les moyens les plus simples, d'adapter la machine à un tracé quelqu'il soit, à tel point que sur une route quelconque déjà ouverte, qui ne présenterait pas de difficultés particulièrement exceptionnelles, nous sommes en mesure de prendre immédiatement telle disposition de machine qui peut être nécessaire pour vaincre tous les obstacles que cette route peut opposer à la traction.

Pour cela il suffit de faire un choix convenable d'engrenages et rien de plus. Le problème pris à rebours est donc aussi simple, aussi économique à résoudre qu'il est compliqué et coûteux dans l'ordre d'idées qu'on a suivi jusqu'à ce jour:

Là, où les difficultés se présenteront, ce n'est pas à l'aide de tunnels, de viaducs, d'immenses terrassements pratiqués sur le terrain, que nous chercherons à en avoir raison, c'est en appliquant deux ou trois engrenages à une machine que nous sommes certains de les surmonter. N'est-ce pas là, nous le demandons, l'extrême simplicité en opposition avec l'extrême complication.

Que doit-il résulter de là? Qu'à l'avenir la dépense de construction de voies ferrées d'intérêt local, se trouvera réduite dans une proportion considérable, et nous n'éva-

luons pas en moyenne à moins de 100,000 fr. par kilomètre l'économie qui doit en résulter pour le pays, ainsi

Nos procédés nous permettent en effet de réduire à 25,000 fr. par kilomètre la part contributive des départements, dans la dépense que nous aurons à faire pour la voie ferrée proprement dite, pour les machines, le matériel roulant, etc.

Quant à la construction de l'assiette du chemin, chaque département est parfaitement en état de se rendre compte de sa dépense; mais, à en juger d'après les tableaux officiels, qui font connaître les frais de construction des chemins vicinaux de grande communication, nous croyons pouvoir fixer cette dépense à une somme de 12 à 15,000 fr. par kilomètre, et nous ferons remarquer à ce sujet que la largeur de nos voies, sera moindre que celle de ces chemins; il ne s'agit d'ailleurs ici que d'une moyenne.

C'est donc en tout 40,000 fr. que nous demandons aux départements. Or, nous avons établi ci-dessus qu'en partant des bases les plus modérées, il n'était pas possible de descendre, dans le système suivi jusqu'à ce jour, à une dépense kilométrique moyenne moindre de 150,000 fr. L'économie de plus de 100,000 fr. se trouve ainsi parfaitement justifiée.

Le seul sacrifice auquel il faut se résigner pour profiter des grands avantages que nous venons d'énumérer consiste à savoir accepter une diminution de la vitesse moyenne qui est aujourd'hui réalisée sur les lignes principales; mais

on va voir que cette diminution se réduira le plus souvent à fort peu de chose.

En effet, la vitesse des trains express sur les six grands réseaux de la France est moyennement de 48 kilomètres, et celle des trains omnibus de 28 seulement (1).

On ne fera pas difficulté d'admettre que sur les chemins de fer d'intérêt local il ne saurait être question de trains express. C'est donc avec la vitesse des trains omnibus que la comparaison doit être établie.

Sur nos chemins de fer d'intérêt local, dans lesquels des inclinaisons très-variables seront admises, la vitesse moyenne d'un trajet dépendra essentiellement de ces inclinaisons et pourra par conséquent recevoir des valeurs très-différentes pour des longueurs égales.

Pour mettre le lecteur en mesure d'apprécier lui-même ce qui pourra avoir lieu dans chaque cas, nous

(1) Voici le résumé de nos recherches à ce sujet :

Vitesse des lignes principales.

	express	omnibus
uest.	50	28
Orléans.	50	30
Midi	42	26
Paris, Lyon, Méditerranée . . .	50	29
Nord	46	26
Est.	48	32
	<hr/>	<hr/>
Totaux.	286	171
Moyennes.	48	28

donnons le tableau suivant des vitesses de nos machines sur divers rampes.

	maximum.	minimum.
à l'horizontale	40 kilom.	20 kilom.
sur rampe de 10	24	12
» de 20	15	8
» de 30	12	6
» de 40	9	4 1/2
» de 50	7	3 1/2
» de 60	6	3
» de 70	5	2 1/2

D'après cela, si un chemin de fer, montant constamment, se composait de huit parties égales ayant successivement ces inclinaisons, la vitesse moyenne du trajet serait de 11 kilomètres. Si on suppose ensuite que la voie contient toujours des longueurs égales de chaque inclinaison, mais que la limite de celles-ci va constamment en diminuant, on trouvera savoir :

pour la limite de 70 millim. vitesse moyenne de 11 kilom.			
»	60	»	12
»	50	»	13 1/2
»	40	»	15
»	30	»	17
»	20	»	20
»	10	»	24
à l'horizontale		»	30

On voit que, dans les cas les plus ordinaires, c'est-à-dire dans l'hypothèse que la limite des rampes s'ar-

rétirait à 30 millimètres, et que le chemin irait toujours en montant, la vitesse moyenne serait encore de 17 kilomètres. Or nous venons de voir que sur les grands réseaux, la vitesse des trains omnibus est moyennement de 28 kilomètres; elle varie du minimum de 26 pour le réseau du midi au maximum de 32 pour celui de l'est.

Mais cette vitesse est celle des lignes principales et elle est sensiblement moindre sur les embranchements; par exemple pour le réseau de l'ouest, la moyenne des cinq lignes suivantes, Beuzeville à Fécamp, Serquigny à Tourville, Lisieux à Trouville, Lisieux à Honfleur, Rennes à St-Malo, n'atteint pas 22 kilomètres.

Il résulte de là qu'en résumé nos locomotives à engrenage produiront des vitesses moyennes qui ne seront pas très-différentes de celles qui sont réalisées sur plusieurs embranchements aujourd'hui exploités.

D'ailleurs nous ne devons pas négliger de faire remarquer que les populations seront amplement dédommagées de cette petite diminution de la vitesse par les avantages que nous leur offrirons en leur donnant des départs plus fréquents.

Quant à la force de nos machines elle sera habituellement comprise entre 40 et 80 chevaux. A un petit nombre d'exceptions près, cette force nous paraît très-suffisante pour les besoins qui pourront se manifester sur les chemins de fer d'intérêt local.

En effet entre ces limites les convois seront composés d'un

nombre de tonnes brutes compris entre 30 et 120 et de tonnes utiles variant de 12 à 70.

A raison de six voyages par jour, trois à l'aller, trois au retour cela permettra de satisfaire à des trafics de 20,000 à 130,000 tonnes par an en marchandises, indépendamment du mouvement des voyageurs.

Pour des trafics plus considérables, l'importance du chemin deviendrait telle qu'il faudrait recourir à la ressource d'une double voie.

Au reste pour mettre chacun en mesure de se rendre compte des poids bruts transportés, et des vitesses qu'ils recevront sur les diverses parties inclinées de la voie, nous donnons les indications suivantes :

Nous pourrions transporter avec nos fortes machines, savoir :

sur l'horizontale	60 ^t à la vitesse de	40 kil. à l'heure.
	ou 200 à celle de	20
sur rampe de 10 ^{mm}	60 à la vitesse de	24
	ou 130 à celle de	12
sur rampe de 20 ^{mm}	60 à la vitesse de	15
	ou 130 à celle de	8
sur rampe de 30 ^{mm}	60 à la vitesse de	12
	ou 120 à celle de	6
sur rampe de 40 ^{mm}	60 à la vitesse de	9
	ou 120 à celle de	4 1/2
sur rampe de 50 ^{mm}	60 à la vitesse de	7
	ou 120 à celle de	3 1/2

Nous pensons que ces résultats sont tout à fait en rapport avec la nature des besoins auxquels les chemins de fer d'intérêt local sont appelés à donner satisfaction.

Pour compléter ce que cet exposé doit contenir d'essentiel, il nous reste à examiner une dernière question.

On nous a souvent demandé comment dans un système où l'effort résistant est susceptible de varier de 1 à 8, nous pourrions toujours obtenir l'adhérence nécessaire pour assurer la marche des convois.

Voici notre réponse basée d'ailleurs sur des faits.

Notre machine a une force de 40 chevaux à très peu près, et un poids de 10 tonnes y compris l'approvisionnement d'eau et de combustible; elle est portée sur deux essieux dont un seul est moteur, la charge à laquelle celui-ci est soumis est de 6 tonnes et demi; de sorte que si on adopte pour l'adhérence l'évaluation généralement admise du sixième on voit que nous pourrions vaincre une résistance s'élevant jusqu'à 1,100

Or la force de 40 chevaux nous permet de traîner sur l'horizontale, à la vitesse de 40 kilomètres, un poids de 30 tonnes, et comme, dans ces conditions, l'effort résistant par tonne est de 9 kilogrammes, il s'en suit que la résistance totale est de 270 kilogrammes, et quelle pourra quadrupler sans être supérieure à l'adhérence disponible.

Si maintenant la résistance doit aller au delà du qua-

druple, nous aurons la faculté de coupler les deux essieux ; par ce moyen l'adhérence sera égale au sixième de 10,000 soit 1,667, ce qui permettra à la résistance de devenir six fois plus considérable que ce qu'elle était sur l'horizontale, augmentation qui correspond à une rampe de 51 millimètres.

Or il sera bien rare, croyons-nous, que dans les tracés des chemins de fer d'intérêt local, cette rampe soit dépassée.

Mais dans le cas où elle le serait, toutes nos ressources ne sont pas épuisées.

En effet, la chaudière de notre machine, étant verticale, au lieu d'être horizontale, occupe peu d'espace sur son truc ; cela nous permettra d'avoir, derrière la machine, une place toujours libre sur laquelle nous pourrions mettre de la marchandise. Or, faire de l'adhérence avec de la charge utile, c'est sans contredit le moyen le plus avantageux de s'en procurer.

Pour arriver à vaincre une résistance huit fois plus considérable que celle qui s'exerce sur l'horizontale, ce qui correspond à une rampe de 70 millimètres, et nous n'avons pas la prétention d'aller au delà, bien que ce ne soit pas impossible, il faut que l'adhérence atteigne une valeur de 2,160 kilog. ; or, nous venons de voir que déjà la machine fournit 1,667, il reste donc à trouver un supplément de 553. Cela représente un chargement de 3 t. 1/3, et comme l'espace que nous pourrions réserver derrière la

machine sera de 6 à 7 mètres cubes au moins, on voit qu'il suffira que les colis qui seront employés à faire de l'adhérence aient une densité de 500 pour que le poids nécessaire soit atteint.

Mais on nous a fait remarquer que cela même pourrait ne pas se réaliser. Nous croyons la chose difficile à admettre lorsque l'on a le choix sur des marchandises nombreuses et variées; mais supposons qu'une fois sur cent cette circonstance se produise; nous ferons alors comme les navires qui, dans des circonstances analogues, prennent un lest supplémentaire de nulle valeur, et nous compléterons, pour cette fois, le chargement du truc de la machine avec des fontes que nous aurons toujours à notre disposition pour cet objet.

Dans ce cas, il est vrai, le chargement utile sera diminué du poids de ces fontes, mais, outre que cette diminution ne sera jamais très-considérable, cela ne vaut-il pas mieux que d'être obligé de se servir, comme on le fait aujourd'hui, de machines condamnées à tout jamais, que cela soit nécessaire ou non, à une surcharge capable de produire constamment le maximum de l'adhérence.

Nous aurions encore la ressource ou bien de diminuer accidentellement la charge des convois et d'augmenter le nombre des départs, ce qui ne présente aucun inconvénient sérieux sur les petits embranchements, ou bien de recourir, comme on le fait sur toutes les voies ferrées, à des machines de renfort.

Qu'on veuille bien remarquer, d'ailleurs, qu'il ne s'agit pas ici de choses intéressant le service normal, lequel est parfaitement assuré, qu'il n'est question que de quelques circonstances rares, exceptionnelles, pour lesquelles il sera toujours possible, comme on vient de le voir, de recourir à des moyens qui n'imposent à l'exploitation que des surcharges très-faibles et accidentelles, d'ailleurs, comme la cause qui les produit.

Nous ne nous dissimulons pas toutefois, qu'à mesure que la force des machines augmente, il devient plus difficile de se procurer l'adhérence nécessaire pour surmonter de fortes résistances. Aussi, dans certains cas, lorsque l'importance du trafic sera telle que nous devrions faire appel à nos plus puissantes machines, il ne faudra pas hésiter à imposer à nos tracés une rampe limite et à mettre ainsi un terme au développement que peut prendre la résistance. Seulement, tandis qu'aujourd'hui il n'est guère possible de dépasser une inclinaison de 12 millimètres sans porter atteinte au bon fonctionnement de la locomotive ordinaire, nous pourrions dans les cas extrêmes où nous atteindrions les limites de trafic que nous venons de faire connaître porter nos rampes jusqu'à 30 millimètres sans imposer aucune surcharge à l'exploitation.

En résumé, moins les trafics auront d'importance, plus il nous sera permis de jouer, pour ainsi dire, avec les difficultés et plus par conséquent nous serons en mesure de réaliser des opérations qui sont aujourd'hui considérées comme radicalement impossibles.

C'est là, qu'on veuille bien le remarquer, le caractère

distinctif de nos machines ; elles sont d'autant plus facilement, d'autant plus économiquement applicables, que la locomotive ordinaire, au contraire, l'est moins ; à cet égard le contraste est complet, et nous venons par conséquent placer une immense faculté de création, là où le système actuel ne peut répondre que par un refus absolu de concours.

A mesure que les trafics prévus auront plus d'importance, nous devons imposer à notre tour quelques limitations à nos tracés, mais ces limitations seront toujours fort loin d'être aussi rigoureuses, soit au point de vue de la voie, soit au point de vue des dépenses, que le sont celles qui s'appliquent à la locomotive ordinaire.

Nous pensons que les explications que nous venons de développer seront suffisantes pour faire apprécier l'ensemble de notre système et son utilité générale. Notre but n'a pas été d'en présenter la théorie complète, mais de faire connaître les bases essentielles sur lesquelles il s'appuie, et de mettre les hommes compétents en mesure de décider si les principes que nous avons invoqués sont rationnels ; il nous semble, au reste, que nous pouvons nous dispenser d'insister sur de plus longs développements écrits, alors que nous offrons au public des expériences faites au grand jour, des démonstrations pratiques entreprises sur l'échelle même d'une véritable exploitation ; n'est-ce pas là un moyen de conviction supérieur à tous les autres ?

Mais il ne suffit pas de construire des voies ferrées, il faut encore les exploiter, et il est nécessaire que cette ex-

exploitation donne la rémunération soit des dépenses faites pour l'établissement de la voie, soit de celles qu'elle exige journellement elle-même.

Or, si pour les lignes principales, des conditions rémunératrices très-satisfaisantes existent, il n'en est pas de même d'un grand nombre de lignes secondaires qui le plus souvent, n'assurent qu'un très-minime intérêt au capital d'établissement, et dont quelquefois la recette n'est pas même suffisante pour couvrir les frais d'exploitation et d'entretien.

En procédant à quelques recherches statistiques, on se convaincra qu'il faut que la recette kilométrique brute d'une voie ferrée secondaire, telle qu'on les construit aujourd'hui, soit de 7,000 francs environ, pour que les frais d'exploitation et d'entretien soient couverts.

Nous ferons d'ailleurs remarquer qu'il ne s'agit pas ici des lignes principales dont les tracés sont irréprochables, mais des lignes secondaires dans lesquelles on a admis des dérogations plus ou moins nombreuses aux principes constitutifs des bons tracés. Au delà de ce chiffre, ces frais se composent de la somme toujours fixe de 7,000 fr. et d'une somme variable qui est à très-peu près la moitié de la différence entre le montant de la recette et 7,000 fr. : De sorte que, par exemple, pour un revenu brut de 13,000 fr. les frais d'exploitation seraient de 10,000 fr. On aurait donc, dans ce cas, un bénéfice net de 3,000 fr.; et, comme nous avons établi que la dépense moyenne de la construction d'un kilomètre ne saurait être moindre de

150,000 fr., on voit que le bénéfice ci-dessus ne saurait être suffisamment rémunérateur.

En appliquant la règle que nous venons de poser, on trouvera qu'il faudrait que la recette brute d'un chemin s'élevât de 22 à 23,000 fr., pour qu'elle couvrit d'abord les frais d'exploitation et d'entretien, qu'elle assurât ensuite au capital de construction un intérêt de 5 pour 100, et qu'elle permit en outre d'amortir ce capital.

Or il y aura à coup sûr fort peu de chemins de fer d'intérêt local dont la recette brute atteigne les chiffres que nous venons d'annoncer.

Il sera donc en général nécessaire que la construction des chemins de fer d'intérêt local soit subventionnée, et, sur ce point, tout le monde est d'accord.

Mais il est évident que la subvention devra être d'autant moindre que la recette du chemin sera plus considérable.

En prenant toujours pour point de départ, que la dépense moyenne de construction d'un kilomètre, y compris les machines et le matériel roulant, doit être de 150,000 fr., voici un tableau indiquant comment doit décroître la subvention départementale à mesure que la recette brute augmente :

Recettes brutes.	Dépenses d'exploitation.	Subvention départementale.
7,000 fr.	7,000 fr.	150,000 fr.
9,000	8,000	130,000
11,000	9,000	110,000
13,000	10,000	90,000
15,000	11,000	70,000
17,000	12,000	50,000
19,000	13,000	30,000
21,000	14,000	10,000
23,000	15,000	»

Il est évident qu'au-dessous d'une recette brute de 7,000 francs, non-seulement les départements devraient prendre à leur charge la totalité de la dépense de la construction, mais il faudrait en outre qu'ils subventionnassent l'exploitation.

Ce n'est que lorsque la recette brute atteindrait 23,000 f. qu'ils n'auraient rien à donner. Au delà de ce chiffre, ils seraient en droit de réclamer une part de bénéfice ; mais il est très-probable que cette dernière circonstance ne se rencontrera que fort rarement.

Dans l'état actuel des choses, telles sont les conditions moyennes de l'établissement des chemins de fer départementaux.

Disons maintenant comment ces conditions vont être modifiées par l'application de notre système.

En matière de chemins de fer, deux choses sont fort hypothétiques :

Les expropriations de terrains, en ce qui concerne les dépenses ;

Les revenus kilométriques bruts, en ce qui concerne les recettes.

Nous croyons que nous ne serons contredit par personne en disant qu'en matière d'expropriation, les Compagnies payeront toujours plus cher que l'État, l'État plus cher que les départements, les départements plus cher que les communes.

La raison de ces vérités est dans la nature même de l'homme ; mais ne voudrait-on pas la chercher là ou ailleurs, qu'on est obligé de l'admettre comme un fait d'expérience. Or les éventualités qui peuvent être la conséquence d'évaluations sur lesquelles celui qui doit payer n'a aucune action, sont trop dangereuses pour que nous consentions jamais à les accepter.

Notre première condition sera donc que, dans tous les cas, l'assiette du chemin, y compris les ouvrages d'art et les espaces pour gares, magasins, abris, double voie, nous sera gratuitement livrée.

Le tracé de nos voies, étant d'ailleurs à très-peu près semblable à celui de routes ordinaires qui auraient 4 à 6 mètres, il n'est pas de département dans lequel on ne puisse se rendre facilement compte de cette partie de la dépense, et nous croyons ne rien exagérer en la fixant en moyenne, comme nous l'avons dit, de 12,000 à 15,000 fr. ;

faisant d'ailleurs remarquer que, dans le cas où une voie ferrée pourrait être établie sur l'accotement d'une route déjà ouverte, les intéressés se trouveraient exonérés de cette partie de la dépense.

Nous demanderons, en second lieu, pour l'établissement de la voie, constructions de toute espèce, fourniture des machines et du matériel roulant, une subvention de 25,000 fr.

C'est donc en tout une somme au plus de 40,000 fr. que les départements auront à dépenser en moyenne par kilomètre de voie à travers champs.

Si on compare cette somme à celles qui sont inscrites dans le tableau précédent, on voit que pour toutes les lignes dont la recette brute est inférieure à 18,000 fr., et ce sera certainement le très-grand nombre, nous venons apporter aux départements de grandes économies qui atteignent jusqu'à 110,000 fr., lorsque la recette kilométrique descend à 7,000 fr.

On s'empressera sans doute de nous faire observer que, d'une part, dans notre système, et avec les tolérances que l'administration est toute disposée à accorder pour les chemins de fer d'intérêt local, la limite de revenu brut à laquelle la recette couvre la dépense d'exploitation sera inférieure à 7,000 fr. que, d'autre part, il n'est pas juste de demander une subvention constante pour des lignes dont les recettes sont variables.

Ces observations sont fondées, et voici celles dont nous les faisons suivre à notre tour :

Nous avons la confiance, cela est vrai, que ce sera avant que la recette brute de 7,000 fr. soit atteinte, que cette recette pourra couvrir les frais de nos exploitations. Qu'elle sera la différence ? nous l'ignorons, puisqu'à ce point de vue aucune expérience n'a été faite ; mais nous pensons que c'est entre 1,000 et 1,500 fr. qu'on peut en fixer l'importance. Or cette somme est celle que nous considérons comme nécessaire pour nous rembourser des avances que nous avons faites pour mettre à jour notre système, pour nous indemniser de nos soins, pour représenter la rémunération de nos brevets, et pour couvrir les intérêts et l'amortissement des sommes que nous devons ajouter à la subvention en espèces de 25,000 fr., afin de compléter les dépenses de la voie ferrée, des machines, du matériel roulant, etc.

Or, nous croyons en ceci faire preuve d'une grande modération. Qu'on veuille bien remarquer en effet que, dans l'état actuel des choses, lorsqu'une recette brute sera inférieure à 7,000, ou il faudra renoncer à créer le chemin ou il faudra que les départements, indépendamment de la dépense de la construction, subventionnent l'exploitation de toute la différence qui existera entre sa propre dépense et la recette réelle. Eh bien, c'est cette différence, que le département devrait payer de ses deniers à d'autres qu'à nous, qui constituera notre premier bénéfice, bénéfice qui sera fait exclusivement sur l'exploitation et qui ne créera, par conséquent, aucune charge départe-

mentale. Nous espérons donc que sur ce point, il ne pourra se présenter aucune objection sérieuse.

Quant à la seconde observation, celle en vertu de laquelle la subvention devrait diminuer à mesure que le trafic augmente, nous nous sommes appliqué à y avoir égard et nous croyons l'avoir fait de la manière la plus rationnelle et la plus équitable.

Et d'abord, nous ferons remarquer que pour la voie ferrée proprement dite, pour les machines, le matériel roulant, etc., nous aurons toujours à dépenser plus, et dans certains cas beaucoup plus que les 25,000 fr. qui forment la part contributive des départements dans cette partie des dépenses. Cette charge sera pour nous plus considérable à mesure que l'importance prévue de l'exploitation le sera elle-même davantage. On voit donc que notre participation sera d'autant plus onéreuse, que l'élément rémunérateur, le trafic, paraîtra devoir prendre plus de développement; nous ajouterons que si on pouvait fixer dès à présent avec certitude le montant de la recette kilométrique d'un chemin, il serait facile d'en déduire le montant de la subvention départementale. Mais une pareille fixation est impossible et, serait-elle vraie pour l'époque actuelle, qu'elle ne saurait l'être pour l'avenir, car s'il y a des lignes dont les recettes augmentent, il y en a pour lesquelles elles diminuent (1).

(1) Par exemple, sur la branche du chemin de fer franco-suisse qui suit les bords du lac de Neuchâtel, et que par ce motif on appelle la ligne du littoral, les recettes brutes ont varié comme suit :

En 1860	16,755 fr.
1861	22,575
1862	22,481
1863	20,766
1864	19,581

On s'exposerait donc à de grandes erreurs, si on la prenait pour base des stipulations d'un contrat.

Mais autant il serait imprudent de chercher à la prévoir, autant il est raisonnable, juste et sage d'en faire l'application lorsque, par le développement des faits accomplis, elle est connue.

Voici donc le mode de conventions qui nous paraît le plus équitable et que nous proposons aux départements :

Dans tous les cas, l'assiette du chemin sera livrée gratuitement à l'exploitant et il lui sera en outre accordé une subvention en argent de 25,000 fr.

Tant que la recette brute d'un chemin, ne dépassera pas 7,000 fr., le département n'aura droit à aucun bénéfice. Lorsque la recette brute dépassera 7,000 fr., l'excédant sera divisé en trois parts : l'une s'appliquera à l'exploitation pour la couvrir du surplus des dépenses qu'exige un trafic plus considérable, l'autre sera attribuée à l'exploitant, la troisième sera acquise au département.

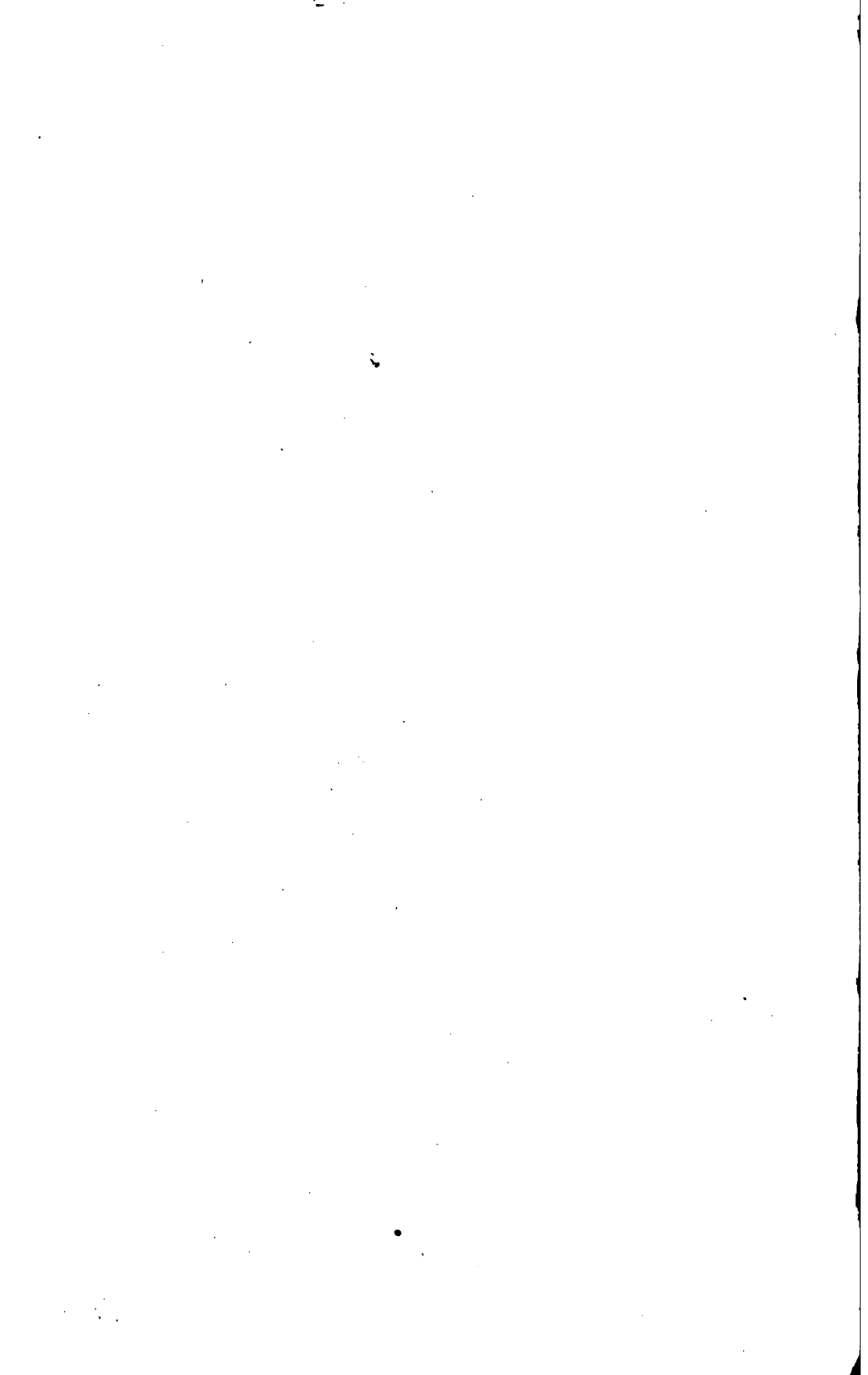
Il n'est pas sans intérêt de faire voir par un exemple dans qu'elle situation respective, se trouvera un département, suivant qu'il voudra recourir au système ordinaire ou au nôtre. Supposons par exemple que la recette présumée d'un chemin soit de 13,000 fr.; dans le premier cas, le département devra, d'après le tableau ci-dessus présenté, fournir une subvention de 90,000 fr.; or nous ne lui demandons que 40,000 fr.; c'est donc une pre-

mière économie de 50,000 fr. par kilomètre. En outre, la recette étant supérieure de 6,000 fr. à la limite de 7,000 fr., le département recevra un revenu de 2,000 fr. représentatif d'un capital de 40,000 fr., c'est-à-dire supérieur à celui qu'il aura dépensé, puisqu'il aura reçu de l'État le quart et quelquefois le tiers, des 40,000 fr. qui forment la subvention totale.

En résumé, le département aura eu le chemin de fer pour rien, il profitera des avantages généraux qui seront la conséquence inévitable de sa création, enfin toute augmentation de trafic en sus de celui qui est représenté par 13,000 fr., sera pour lui une source de revenus.

Ajoutons qu'il dépendra des départements de jouir promptement de chemins de fer ; car nous prendrons volontiers l'engagement de commencer l'exploitation dans un délai qui, suivant l'importance de la voie, sera de quatre à six mois à partir du jour où l'assiette nous aura été livrée.

Nous n'insisterons pas plus longuement sur l'objet important que nous venons de traiter dans cet écrit ; nous croyons en avoir assez dit pour fixer l'opinion du public sur tout ce qu'il peut présenter d'essentiel. Quant aux questions de détail, outre qu'il serait impossible de les prévoir toutes, elles pourront être examinées dans chaque cas particulier et recevoir la solution qui paraîtra la mieux appropriée aux circonstances dans lesquelles elles se seront produites.



LE
DOMAINE PATRIMONIAL

ET LES
ASSURANCES SUR LA VIE

PAR
ALFRED DE COURCY

PARIS
COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES SUR LA VIE
87, rue de Richelieu

—
1863





LE

DOMAINE PATRIMONIAL

ET LES

ASSURANCES SUR LA VIE

On rencontre tous les jours, placardée sur les murs, l'affiche de l'adjudication, aux enchères publiques, de quelque terre patrimoniale. Je n'ai jamais pu lire ces annonces sans une impression mélancolique.

La vente du domaine patrimonial est une sorte de déchéance. Elle constate la décadence d'une famille; elle brise les traditions de plusieurs générations, parfois de plusieurs siècles; elle déchire un feuillet de l'histoire de la province ou même de l'histoire de France; elle disperse les enfants sans espoir de retour, loin du berceau commun, loin du clocher qui a sonné leur baptême, loin des tombes des aïeux.

Le résultat n'est pas seulement affligeant au point de vue du sentiment; il est triste aussi sous le rapport politique. C'est par un motif plus profond que l'intérêt d'une classe privilégiée que tant de législations ont

recherché les moyens d'assurer la durée à la propriété territoriale. Le droit d'aînesse, les majorats, les substitutions, la liberté testamentaire sont des formes diverses d'une même pensée politique de conservation et de stabilité. L'institution toute récente parmi nous du *Crédit foncier* est encore une expression de la même pensée, telle que peuvent la supporter nos mœurs égalitaires. Elle empêche les ventes forcées auxquelles donnait trop souvent lieu une échéance impérieuse; mais elle n'a pas le pouvoir de prévenir un autre genre de ventes, celles que nécessite la division des héritages.

Les majorats et les substitutions ont été abolis en France; l'instinct égalitaire de notre nation en a poursuivi dans la législation les derniers vestiges. Le Code civil, en consacrant l'égalité des partages, en violentant même la liberté testamentaire, ce qui eût semblé, dans l'antiquité, ce qui semblerait encore, en Angleterre, un attentat contre le droit naturel, est le grand ennemi, le grand destructeur de la propriété héréditaire.

J'entends parfois quelques représentants respectables des vieux noms et des vieilles idées regretter, en théorie, l'ancienne constitution de la propriété; je ne les vois guère profiter eux-mêmes du seul expédient offert par la loi française pour atténuer les effets de la division. Le Code civil, mesurant étroitement la part laissée à la liberté du testateur père de famille, lui permet de disposer d'une certaine quotité de ses biens;

c'est ce qu'on appelle la quotité disponible. Elle est de la moitié de l'héritage pour le testateur qui ne laisse qu'un enfant, du tiers pour celui qui en laisse deux, du quart pour celui qui en laisse trois ou davantage. Il semble qu'en rédigeant cette disposition, le législateur de 1803 se soit plutôt attaché à étendre qu'à restreindre la division, à créer une part nouvelle qu'à favoriser la conservation du patrimoine. Assurément, la faculté de déshériter un fils unique de la moitié de l'héritage est encore une porte ouverte à la division.

Pourtant, une pareille violence de la part d'un père est chose extrêmement rare. Dans la pratique, la quotité disponible est surtout un moyen d'avantager un des enfants, le fils aîné par exemple, de lui reconstituer par là une sorte de droit d'aînesse, de lui faciliter un riche mariage, de lui permettre enfin de conserver, sans la morceler, la terre patrimoniale.

Or, parmi les descendants des anciennes familles, combien peu usent de ce moyen ? On craint de faire naître, entre les enfants, des jalousies et de la mésintelligence ; on craint de paraître témoigner des préférences. Il semble que l'égalité d'affection doive entraîner l'égalité des partages. On se dit que, dans notre société, les filles ont encore plus besoin de fortune que les fils, et j'ai vu réserver pour la dot d'une fille l'avantage autorisé par la loi. Il est même rare que les personnes sans enfants, dont rien ne limite la liberté, se choisissent parmi leurs neveux un héritier



unique : le plus souvent le partage égal s'applique aux successions collatérales comme aux successions en ligne directe, tant il est vrai que tous tant que nous sommes, Français du dix-neuvième siècle, nous demeurons profondément imprégnés de cette passion jalouse d'égalité, la plus incontestable passion de la France moderne !

Souvenons-nous que quand le gouvernement de la Restauration voulut essayer de remonter le courant des nouvelles mœurs, c'est la Chambre aristocratique, c'est la Pairie héréditaire qui acquit une popularité d'un jour en repoussant le droit d'aînesse.

N'y a-t-il donc rien à faire dans l'intérêt de la conservation du domaine patrimonial ? Faut-il envisager, avec l'inertie des regrets stériles, cette perspective décourageante du partage, qui n'est pas seulement affligeante pour la pensée du père de famille, mais qui est un obstacle à toutes les améliorations, à tous les progrès agricoles ? Je ne le pense pas, et je demande à recommander aux possesseurs du sol une institution qu'ils connaissent peu, qui est empruntée à l'aristocratie Angleterre et l'a couverte de ses bienfaits. Je veux parler des assurances sur la vie.

L'assurance sur la vie a pour effet d'augmenter immédiatement le patrimoine au moyen d'une cotisation annuelle. C'est une sorte d'impôt du revenu, non point exigé par le fisc, mais librement voté par chaque contribuable, sous l'impulsion de la sollicitude paternelle. C'est la consolidation anticipée de l'épargne,

c'est la plus haute expression de l'ordre et de l'économie domestique.

L'assurance sur la vie a d'ordinaire été présentée en France comme une institution spécialement fondée à l'usage des professions lucratives et industrielles. Il est certain qu'elle correspond merveilleusement à leurs besoins. L'homme qui, par son travail et son savoir-faire, pourvoit largement à l'aisance de sa famille et gagne même du superflu, mais qui n'a pas encore de fortune acquise, doit se préoccuper de l'éventualité d'une mort prématurée qui, tarissant la source de son aisance, plongerait dans la gêne sa femme et ses enfants, et les précipiterait de la situation où il avait réussi à les élever. Il contracte donc, à leur profit, une assurance sur sa vie; il l'alimente tous les ans par le superflu même des produits de son industrie; il a conjuré par là l'éventualité menaçante; il a capitalisé d'avance son travail; il a constitué un héritage; il a vraiment *assuré* l'aisance de sa famille. C'est bien là une assurance proprement dite, et une précaution analogue à celle du négociant qui fait assurer contre les chances du naufrage le navire et les marchandises exposés aux périls de la navigation. La mort prématurée de l'industriel le plus habile, le plus économe, est en effet l'écueil sur lequel l'aisance de sa famille est toujours exposée à faire naufrage. Aussi, l'institution qui apporte cette garantie précieuse se propage de plus en plus parmi les classes commerçantes.

La classe des propriétaires du sol est restée, en



France, indifférente ou plutôt étrangère à ce mouvement.

Dans les loisirs de la campagne, on lit son journal en conscience, et l'on n'est pas insensible aux séductions variées de la quatrième page. Je suis convaincu cependant que les annonces répétées des Compagnies d'assurances sur la vie excitent dans les châteaux fort peu d'intérêt, n'y fournissent guère d'aliment à la conversation, et ne donnent même que bien rarement l'idée de s'informer en quoi consiste au juste cette institution, dont le titre est cependant fait pour piquer la curiosité. On s'imagine vaguement qu'il s'agit de rentes viagères ou de tontines. Le châtelain, qui n'a aucune envie de placer sa fortune en viager, et qui a gardé, non sans raison, un souvenir défavorable des tontines, pense que toutes ces combinaisons ne le regardent pas.

Il se trompe, et je le convie à un examen plus approfondi. Malheureusement, le sujet n'est pas riant, et l'écrivain qui a le courage de le traiter risque d'être importun. Il est obligé de débiter une sorte de sermon sur la mort. « Nous mourrons tous, mes « frères, » disait le prédicateur de la cour; « oui, « Sire, presque tous, » reprenait-il, en remarquant le froncement de sourcil de Louis XIV, qui n'aimait pas à entendre paraphraser ce thème. Châtelains ou écrivains, nous mourrons *presque* tous, et il peut être utile de donner quelques bons conseils à l'adresse de ceux qui n'espéreraient pas être dans l'exception.

Je ferai remarquer d'abord que toutes les fois que s'ouvre une succession, même la plus opulente, elle amène de certains embarras d'argent. Il y a des frais funéraires à payer, des aumônes, de petits legs intérieurs; il y a enfin les actes de notaires et les droits de mutation. Tout cela absorbe, et au delà, le revenu d'une année. Autrefois, il était assez fréquent que les héritiers trouvassent, dans les tiroirs du secrétaire, une grosse somme en or qui subvenait à ces premiers besoins. C'était la forme rudimentaire de la prévoyance du père de famille. Aujourd'hui, l'on sait trop la valeur de l'argent pour le laisser improductif, et l'on n'a guère l'usage de thésauriser. Il faut donc que la forme de la prévoyance change avec les mœurs, puisque les besoins prévus demeurent les mêmes. Or, l'assurance sur la vie est précisément le mode perfectionné, ingénieux, efficace de ce genre d'économie destiné à l'acquittement des dépenses qui suivent l'ouverture d'une succession. En épargnant, dans ce but, une somme annuelle de 500 fr., un homme de trente ans laissera à sa mort, à quelque époque qu'elle survienne, fût-ce dès la première année, un capital de 20,000 fr., qui sera certainement une ressource précieuse et affranchira ses enfants de bien des embarras. A défaut d'une précaution semblable, ils seraient obligés d'emprunter ou de vendre, tout au moins d'abattre les vieux arbres et de déshonorer la propriété. L'assurance a tout conservé, sans gêner ni obérer personne.

Allons plus loin. Indépendamment des dépenses

qui accompagnent nécessairement l'ouverture d'une succession, il y a, d'ordinaire, d'autres besoins pour lesquels la disponibilité immédiate d'un capital serait très-utile. Il peut y avoir quelques dettes, quelques échéances prochaines, même dans la fortune la mieux ordonnée; quelques legs particuliers, quelques pensions à de vieux serviteurs dont il conviendrait aux héritiers de faire faire le service par une Compagnie, en lui versant la valeur capitalisée de la rente viagère, car c'est encore là une des opérations des Sociétés d'assurances sur la vie, et ne vaut-il pas mieux verser une somme de 2 ou 3,000 fr. à une Compagnie, qui servira directement la rente, que de diviser entre plusieurs branches de la succession, lesquelles pourront se subdiviser elles-mêmes, la charge d'une pension de cent écus?

Enfin, quand viendront les partages, il y aura des soultes à payer pour égaliser les lots. Une fortune territoriale ne se divise pas exactement en lots de terre. Plus l'on tient à l'égalité absolue, plus l'on désirera trouver un capital disponible qui puisse combler les différences sans forcer à emprunter ni à vendre.

On le voit donc, le père de famille ne saurait faire un acte de meilleure administration, de sollicitude plus véritablement paternelle, que d'assurer un capital proportionné aux besoins prévus, capital que l'ouverture de sa succession rendrait précisément disponible.

Jusqu'à présent, je n'ai pas proposé de toucher à l'arche sainte de l'égalité des partages, et j'ai tiré, au

contraire, de cette égalité même un puissant argument en faveur de l'institution que je recommande aux propriétaires, puisqu'elle permet d'équilibrer exactement les lots sans aucune aliénation. Elle est donc déjà, dans ces termes, éminemment conservatrice. J'aborde maintenant le point de vue plus élevé, plus spécial, que j'ai indiqué au commencement de cette notice, la conservation, dans la famille, du domaine auquel toutes ses traditions se rattachent.

Il ne s'agit plus ici simplement de faciliter le partage, mais de l'empêcher; et, pour cela, il faut souvent qu'un avantage considérable soit fait au fils aîné. Or, si tous les enfants doivent recueillir leur part héréditaire dans la totalité du patrimoine et des acquisitions qui ont pu l'accroître; si, au lieu d'en distraire une portion, en usant de la faculté laissée par la loi, le père de famille s'impose à lui-même un sacrifice, en employant une faible partie de ses revenus à constituer après lui cette quotité disponible qui permettra au fils aîné de posséder le domaine sans le morceler, qui pourra se plaindre? Qui osera se prétendre lésé? Certes, les autres enfants devront applaudir à cette combinaison. Lorsqu'à travers les vicissitudes de la vie ils retourneront à leur premier foyer, lorsqu'ils s'attendriront au souvenir des joyeuses vacances, qu'ils reprendront leur place au banc d'œuvre dans l'église du village, et qu'à la sortie de l'office ils iront prier sur la tombe de leur père, certes ils béniront la pensée qui a empêché toutes ces choses pieuses de tomber



aux mains des barbares; ils béniront l'institution qui a offert le moyen de la réaliser, et qui a prévenu l'irréremédiable déchéance de leur nom.

L'exécution de cette pensée est extrêmement simple. Je suppose que la valeur du domaine dépasse de 100,000 fr. une part d'enfant; le père de famille fera assurer sur sa vie cette somme de 100,000 fr.; cela lui coûtera 2,500 fr. par an, plus ou moins, en raison de son âge. S'il vient à mourir dès la première année, son fils aîné recueillera cette somme de 100,000 fr.; s'il vit longtemps, la somme assurée s'augmentera rapidement, car, par une combinaison ingénieuse, les assurés sont associés aux bénéfices des Compagnies. Chaque fois qu'il en est fait inventaire, la moitié des bénéfices est dévolue aux assurés, qui ont le choix de recevoir leurs quotes-parts, soit en argent comptant, soit en réduction de la prime à payer ultérieurement, soit enfin en augmentation de la somme assurée. S'ils optent pour l'argent comptant, l'expérience des plus récents inventaires démontre qu'ils recevront environ 4 p. 100 des primes payées par eux à la Compagnie d'assurance. Ils auront donc fait un placement de leurs économies aussi avantageux pour eux-mêmes que s'ils avaient acheté de la terre. S'ils préfèrent la réduction ultérieure de la prime, ils la verront se diminuer graduellement jusqu'à ce qu'ils n'aient plus rien à payer, tout en demeurant assurés pour la somme de 100,000 fr. Enfin, s'ils demandent à continuer le versement annuel de 2,500 fr., c'est la somme as-

surée qui s'augmentera lors de chaque inventaire, et qui peut-être se trouvera doublée et portée à 200,000 fr. à l'ouverture de la succession.

L'épargne annuelle de 2,500 fr. paraît-elle trop forte pour l'aisance présente du ménage? J'indiquerai un moyen de la rendre insensible. Que le père de famille vende pour 100,000 fr. de terres, en choisissant parmi les fermes ou les bois qui ne font pas partie du domaine dont il désire la conservation; qu'il en emploie le produit en obligations de chemins de fer, par exemple; c'est le placement industriel le plus solide, et je n'oserais pas en conseiller d'autres aux personnes qui vivent en dehors des affaires. Il aura à peu près doublé le revenu; il touchera 5,000 fr. de rente là où il n'en touchait que 2,500. Puis, qu'il divise cette rente de 5,000 fr. en deux parts égales, dont il consommera l'une, comme précédemment, dans l'administration générale de sa fortune, dont il consacrera l'autre à payer sa prime d'assurance. Il est manifeste qu'au même instant, par cette simple opération, il aura augmenté de 100,000 fr. le patrimoine qu'il doit laisser à ses enfants, sans avoir altéré son aisance présente, sans avoir diminué ses revenus d'un centime. Il pourra donc continuer et les mêmes dépenses, et les mêmes épargnes, et les mêmes améliorations de ses propriétés, dans l'intérêt commun de tous ses enfants; et il aura créé, comme d'un coup de baguette, cette quotité disponible qui, sans préjudicier à aucun d'eux, constituera l'avantage de l'aîné.

Il est sensible que ce qui convient au propriétaire d'un château conviendra très-souvent aussi à celui d'une usine. L'usine, comme le domaine patrimonial, peut avoir une valeur dépassant une part héréditaire dans la succession. Il serait impossible de la diviser; il serait profondément regrettable d'être obligé de la vendre. L'industriel trouvera donc dans une assurance sur sa vie le moyen de la conserver à celui de ses enfants qui doit être son successeur.

Je pense avoir maintenant fait comprendre l'économie de l'institution. En Angleterre, pays d'activité industrielle sans rivale, mais aussi pays d'aristocratie territoriale, les assurances sur la vie sont pareillement recherchées et pratiquées dans les deux classes qui font la puissance de la Grande-Bretagne. Tandis que les commerçants demandent à cette institution la garantie de l'aisance même de la famille, les lords héréditaires, les possesseurs de terres substituées lui demandent la dot de leurs filles et le bien-être de leurs cadets. On en voit qui emploient en primes d'assurance sur leur vie jusqu'à 25,000 fr. par an, ou davantage, créant ainsi un patrimoine de plus de un million, libre de toute substitution.

En France, nous avons des fortunes plus bornées et d'autres lois. Les sources de l'épargne sont moins abondantes, et le devoir d'assurer le sort des filles et des cadets semble moins étroit, puisque tous les enfants se partagent également l'héritage. Mais la sollicitude paternelle a cependant ses préoccupations et

parfois ses angoisses. Le culte des souvenirs demeure profondément respectable, quels que soient les changements survenus dans les mœurs. Il n'est pas bon de s'endormir dans la quiétude d'une paresse d'esprit qui ressemblerait à de l'égoïsme, et de dire, avec un soupir inutile : après moi, mes enfants vendront tout cela. Il faut travailler à les affranchir de cette nécessité douloureuse. Il faut combattre, autant que nos lois et nos mœurs le permettent, l'excès d'un principe dissolvant. Il faut enfin emprunter aux institutions modernes ce qu'elles ont de meilleur, pour sauver de la ruine ce que les institutions du passé nous ont légué de plus précieux. Étrange contraste ! Une application de l'algèbre vient seconder les plus généreuses inspirations du cœur. Un froid calcul d'assurance conserve le domaine héréditaire, les vieilles tourelles du château, les vieux chênes de l'avenue, le prestige des souvenirs, la dignité même d'un nom honoré.



La Compagnie d'Assurances générales, fondée depuis 43 ans, est la première qui ait introduit en France les Assurances sur la vie.

Depuis son origine, la Compagnie a garanti successivement **168,518,469 fr. 65 c.** de capitaux assurés.

Elle a remboursé **8,208,740 fr. 85 c.** aux héritiers de ses souscripteurs.

Depuis le dernier inventaire, arrêté au 31 décembre 1860, le montant des capitaux souscrits est de **58,714,589 fr. 50 c.**

Le prochain inventaire aura lieu au 31 décembre prochain, et on peut espérer les plus beaux résultats pour la participation, en égard à la grande extension que prennent les affaires.

Outre les combinaisons développées dans la notice ci-jointe, la Compagnie peut encore offrir à ses souscripteurs :

Les assurances mixtes dont le capital est payé à l'assuré lui-même, s'il est vivant au terme fixé, ou à ses héritiers, *et aussitôt son décès*, s'il meurt pendant la durée de l'assurance.

Les assurances temporaires,

Les assurances de survie,

Les rentes viagères immédiates ou différées, au moyen desquelles on peut assurer le sort d'anciens serviteurs, et qui donnent la facilité aux ecclésiastiques de se créer
UNE RETRAITE,

Les placements en capitaux différés, pouvant servir à
l'exonération du service militaire,

enfin, toutes les combinaisons sur une ou plusieurs têtes qui ont pour base la vie humaine.

La Compagnie, dont les bureaux occupent *l'hôtel qu'elle vient de faire construire rue de Richelieu, 87*, a des représentants dans tous les chefs-lieux de départements et d'arrondissements. Des prospectus et des tarifs sont adressés ou distribués gratuitement à tous ceux qui les demandent, soit au siège de l'Administration, soit au domicile de ses Agents.

LE

TIERS PARTI

ET LES

LIBERTÉS INTÉRIEURES

I

« Il est deux choses dont les peuples généreux et policés ne peuvent se passer : l'une est la tranquillité, l'autre est la liberté (1). »

L'Empereur a donné à la France le premier de ces biens. Il a maintenu depuis quinze ans la paix et la tranquillité intérieures. Il a assuré le développement heureux des richesses nationales. Il a fait plus encore : il a agrandi le territoire, il a rendu au pays la part d'influence qu'il mérite dans les conseils du monde, augmenté son patrimoine de gloire militaire, et inscrit sur le drapeau national les noms de glorieuses victoires.

Pour compléter sa tâche et remplir sa mission, l'Empereur doit aujourd'hui, en développant dans le sens des principes de 1789 la Constitution de 1852, restituer à la France ces libertés politiques qui sont, dans les nations modernes, le complément et la garantie des droits sociaux.

En 1852, la France n'a pas voté sur la forme définitive de ses institutions (2) ; elle a surtout voulu remettre le pouvoir et confier ses destinées aux mains de celui qui l'avait sauvée de l'anarchie. Elle n'a point marchandé sa liberté, car son besoin le plus impérieux était l'ordre et la

(1) BARNAVE, discours du 31 août 1791.

(2) « Je soumetts à vos suffrages les bases fondamentales suivantes d'une Constitution que les assemblées développeront plus tard. »

(Proclamation au peuple, du 2 décembre 1851.)



sécurité ; mais il n'était entré dans l'esprit de personne que la concentration énergique des pouvoirs remis à l'Empereur dût survivre aux circonstances qui l'avaient fait naître.

L'Empereur, en déclarant la Constitution perfectible, avait permis toutes les espérances, et, dans plusieurs circonstances solennelles, il avait pris soin d'affirmer lui-même que l'avènement de la liberté était une question de temps et d'opportunité.

Son passé répondait de l'avenir : jamais il n'avait renié l'héritage du fondateur de sa dynastie, qui, à Sainte-Hélène, dictait au général Bertrand ces paroles mémorables : « Dites à mon fils qu'il donne à la nation autant de liberté que je lui ai donné d'égalité. » Dans l'exil et dans la prison, dans ses œuvres et par ses actes, il avait défendu, en termes éloquents et vraiment inspirés, l'alliance de l'idée napoléonienne et de la liberté, et la France avait acclamé en lui, non-seulement le neveu du Grand Homme, mais aussi celui qui, héritier de sa pensée, venait fonder notre liberté.

En 1860, une première réforme modifiait le pacte constitutionnel. Les Chambres étaient appelées à voter une adresse en réponse au discours du Trône : leurs débats étaient livrés *in extenso* à la publicité, et des ministres venaient défendre la politique du gouvernement devant les représentants du pays.

L'opinion accueillit avec une profonde reconnaissance les concessions du pouvoir, non parce qu'elle y voyait la restitution de toutes les libertés désirées, mais parce qu'elles étaient un gage d'amélioration pour l'avenir.

L'Empereur, bientôt après, reconnaissait loyalement la nécessité de nouveaux progrès, en adressant aux exposants français de Londres ces paroles qui sont tout un programme : « Vous avez dû être frappés en Angleterre de cette liberté sans restriction laissée à la manifestation de toutes les opinions, comme au développement de tous les intérêts... La France y parviendra aussi, le jour où nous aurons consolidé les bases indispensables à l'établissement d'une entière liberté (1). »

Il n'est donc pas étonnant qu'après des encouragements venus de si

(1) Discours du 26 février 1863.

haut, et après quinze ans d'une tranquillité profonde, le pays, reposé de ses épreuves antérieures, préoccupé de la conduite de ses intérêts développés par la paix, se passionne pour la liberté politique, et demande une nouvelle extension de ses franchises constitutionnelles.

Nous sommes heureusement bien loin de toute crise révolutionnaire, et nous pouvons, sans crainte et sans imprudence, demander ce couronnement de l'édifice politique, promis par l'Empereur à l'ouverture de la session législative de 1853 :

« A ceux qui regretteraient qu'une part plus large n'ait pas été faite à la liberté, je répondrais : La liberté n'a jamais aidé à fonder un édifice politique durable : elle le couronne, quand le temps l'a consolidé (1). »

Depuis ces paroles, les passions se sont apaisées, ainsi que l'a prouvé l'usage que le pays a su faire des concessions de 1860.

Une souveraine que le pays a appris à connaître et à aimer s'est assise sur le trône auprès de l'Empereur, et de leur union, bénie par Dieu, est né un prince au nom duquel et pour lequel il faut désormais travailler à l'avenir.

La situation est donc prospère, et jamais gouvernement n'aura eu plus heureuse occasion d'unir indissolublement les destinées d'un pays et d'une dynastie.

Pour accomplir cette œuvre désirable, il faut, après avoir fondé le pouvoir, fonder la liberté.

II

La liberté! la France la désire et l'attend, et nous ne pouvons assez nous étonner d'avoir vu des hommes politiques considérables, d'anciens ministres (2), traiter de manœuvres de parti (3), cette revendication

(1) Ouverture de la session législative, du 44 janvier 1853.

(2) MM. de Persigny et Rouland, séance du Sénat, 44 février 1866.

(3) « Voir dans les besoins du peuple que des menées révolutionnaires, dans les hommes qui désirent l'honneur et la liberté de leur pays que de vils ambitieux, n'est-ce pas, » suivant l'Empereur (*Considérations politiques et mili-*

calme et réfléchi des droits de la nation, et déclarer que la France ne voulait rien, n'attendait rien.

Eh quoi! la revendication, chaque jour plus énergique, de la liberté par tous les journaux, quoique placés sous le régime discrétionnaire!

Les votes, chaque jour plus nombreux, acquis par les candidats de l'opposition, même lorsque les candidats officiels sont des personnages dignes de l'estime et de la confiance publiques!

Toutes les grandes villes, Paris, Lyon, Marseille et Strasbourg, donnant leurs suffrages aux candidats qui réclament le plus hautement la liberté!

N'est-ce pas un avertissement plus éloquent encore de constater que toutes les élections se font désormais au nom de la liberté, toutes sans exception, qu'il s'agisse de conseils municipaux, de conseils généraux ou de la députation?

Les demandes d'améliorations ne se trouvent pas seulement dans les professions de foi de l'opposition, mais aussi dans les circulaires des candidats officiels qui, après 1852 jusqu'à 1863, n'avaient eu à parler, pour être écoutés, que de leur dévouement à l'ordre et de leur adhésion à l'empire.

Devant ces manifestations de l'opinion publique, nous regrettons d'avoir à constater que, dans les régions gouvernementales, il existe un parti qui, satisfait du *statu quo*, ne voudrait rien au-delà de l'état de choses établi par le décret du 24 novembre 1860. Nous faisons abstraction d'un groupe de serviteurs plus dévoués qu'intelligents, qui regretteraient peut-être les concessions récentes, et voudraient nous ramener à 1852, c'est-à-dire au lendemain de cette crise « où le danger des factions avait nécessité l'établissement d'une dictature passagère. »

Déclarer la porte fermée aux réformes, inscrire au frontispice de notre Constitution que tout est parfait et immuable, c'est répondre par les implacables paroles du Dante : « *Lasciate ogni speranza,* » aux aspirations de

taires sur la Suisse), « l'éternelle tactique et l'éternelle erreur des partis conservateurs? »

cette génération qui s'est élevée depuis quinze ans, et qui, n'ayant pas subi la triste expérience des discordes civiles, est avide de recueillir l'héritage de 1789.

Est-ce à dire que nous devons renoncer à l'exercice de ces institutions viriles dont l'Angleterre jouit depuis des siècles? Et si l'on récuse l'Angleterre, pourra-t-on récuser la Belgique, l'Italie, la Suisse, la Hollande et tous les autres pays constitutionnels qui se sont inspirés de ces principes éternels de droit et de justice, que la France a fait triompher par l'épée et par la pensée, et dont Napoléon I^{er} a été l'apôtre et le martyr?

Ces questions préoccupent au plus haut degré l'opinion publique, et les aspirations de la grande majorité du pays ont trouvé leur expression dans un amendement présenté au Corps législatif par quarante-cinq députés, dont l'adhésion à l'empire n'est pas suspecte.

Cet amendement (1), en affirmant qu'il y a « convenance et opportunité à donner à l'acte de 1860 les développements qu'il comporte, » a été, dans la forme la plus modérée et la plus respectueuse, un programme de politique intérieure.

Ce programme doit devenir celui de tous les honnêtes gens qui, las des bouleversements stériles, amoureux de l'ordre et de la paix, se rallient franchement à la dynastie issue du suffrage universel, et veulent fermer sans retour l'ère des révolutions par l'alliance de l'empire et de la liberté.

Cette alliance est possible.

Les événements ont créé un grand parti tout à la fois libéral et conservateur, qui, abjurant les rancunes et les préjugés du passé, a compris qu'il était absurde de discuter sans cesse telle ou telle forme de gouver-

(1) *Amendement présenté par M. Buffet et voté par 61 députés :*

« Cette stabilité n'a rien d'incompatible avec le sage progrès de nos institutions. La France, fermement attachée à la dynastie qui lui garantit l'ordre, ne l'est pas moins à la liberté, qu'elle considère comme nécessaire à l'accomplissement de ses destinées. Aussi le Corps législatif croit-il aujourd'hui être l'interprète du sentiment public en apportant aux pieds du trône le vœu que Votre Majesté donne au grand acte de 1860 les développements qu'il comporte. Une expérience de cinq années nous paraît en avoir démontré la convenance et l'opportunité. La nation, plus intimement associée par notre libérale initiative à la conduite de ses affaires, envisagera l'avenir avec une entière confiance. »

nement, et qui voudrait que l'Empereur donnât à la France cette liberté politique qui, suivant Montesquieu, peut avoir des éclipses, mais qui ne disparaît jamais. Ce parti a reçu le nom de *Tiers-Parti*, que j'ai pris comme titre de cet opusculé.

Ce titre signifie que nous nous séparons également et des représentants des anciens parti qui rêvent la modification de la forme du gouvernement, et des conseillers de la couronne qui, obéissant à de dangereuses illusions, croient que la France est indifférente à la liberté, et donnent au pouvoir le funeste conseil d'une politique de résistance.

Après avoir signalé l'erreur que commettait le monde officiel, essayons de démontrer que le gouvernement de l'Empereur doit achever résolument l'œuvre commencée et donner au monde le spectacle merveilleux d'un peuple qui marche vers la liberté sous la conduite d'un prince qui comprend son époque et l'exercice du pouvoir suprême.

III

L'empire, pour être durable, doit donner la liberté, car en dehors d'elle « il peut y avoir, pour la société française, des heures d'éclat
« et des années de succès, mais non le repos avec la dignité, ni cette vie
« régulière, puissante et libre, qui est l'état normal des pays comme des
« individus bien constitués (1). »

Croire que le développement de ses richesses peut suffire à l'activité de notre pays, c'est méconnaître ses tendances généreuses. Peser tout dans la balance des intérêts matériels, mettre d'un côté le repos et la tranquillité et prétendre que ce plateau doit l'emporter toujours sur celui où se pèsent les questions de morale et de dignité, cette théorie n'a jamais réussi en France. M. Guizot a voulu en faire le programme de sa politique intérieure, et ce programme a conduit en moins de cinq ans la dynastie de Juillet du trône à l'exil (2).

(1) Oscar de Vallée.

(2) M. Guizot disait en 1843 : « Affermissez vos institutions, éclairez-vous,

La chute des gouvernements qui ont précédé l'empire ne prouve rien contre la liberté, car aucun d'eux, l'histoire le prouve, n'a pu sérieusement travailler à la fonder.

Louis XVI, bien qu'animé des meilleures intentions, était trop timide, trop irrésolu et trop accessible aux conseils de sa Cour, pour diriger le mouvement de 1789 et prévenir les excès.

Après les luttes, les violences, les bouleversements de la révolution, Napoléon fut forcé, par la guerre, de gouverner, non en despote, mais en dictateur, car il devait en même temps combattre à l'extérieur l'Europe coalisée, fonder à l'intérieur une société en rapprochant des hommes tour à tour proscrits et proscriptionnaires.

Son œuvre, arrêtée par la guerre, ne devait pas être reprise par les gouvernements qui suivirent.

En 1815, la France venait d'être vaincue, envahie, trahie, et la dynastie qui prenait ses destinées au lendemain de ses désastres et de ses défaites, devait être, à tort ou à raison, considérée comme imposée par l'étranger.

Loi de chercher à calmer les passions par une politique vraiment libérale, les Bourbons de la branche aînée, sous l'inspiration de conseillers au dévouement aveugle, devaient fatalement arriver à une catastrophe, suite de leur répugnance à accepter les principes de la révolution.

La monarchie de Juillet n'avait rien de ce qui impose le respect et permet de discipliner une nation. Louis-Philippe n'avait pas la légitimité de la naissance; il n'avait pas celle de l'élection populaire, car 221 députés sans mandat spécial ne pouvaient pas parler au nom du pays. Enfin, aux yeux de la France, qui a à un si haut degré le sentiment de la famille, il y avait quelque chose de funeste à son prestige dans sa royale origine.

Bourbon, il avait spolié un Bourbon.

Son administration ne fut pas à la hauteur des aspirations du peuple, qui voulait que 1830 fût une revanche de 1815.

- enrichissez-vous, améliorez les conditions morales et matérielles de notre
- France : voilà les vraies innovations; voilà ce qui donnera satisfaction à cette
- ardeur de nouveauté, à ce besoin de progrès qui caractérise cette nation. •

Louis-Philippe eut peur d'une politique hautaine et fière, dont le résultat pouvait être la guerre. Il adopta un système mixte, qui ne fut ni la guerre avec ses chances, ni la paix avec ses bienfaits. Il n'y a donc pas à s'étonner si, manquant de cette grandeur qui impose le respect, la monarchie de Juillet n'ait pu supporter la liberté, même restreinte.

Quant au gouvernement de 1848, il ne pouvait, dans sa courte existence, fonder en France une œuvre durable, au lendemain d'une crise sociale.

Concluons donc de ce rapide examen que les tentatives, même loyales, de fonder la liberté, ont toujours eu lieu dans les circonstances les plus défavorables et lorsque les gouvernements ne pouvaient assurer le calme, la sécurité, l'apaisement des esprits, nécessaires au succès de ces expériences.

Après tant d'années de luttes et de déceptions, faut-il renoncer à de nouvelles expériences? Faut-il, quand l'amour de la liberté s'éveille chez tous les peuples, nous accroupir dans une immobilité peureuse?

Non. La tâche de rétablir la liberté incombe au gouvernement de l'Empereur. Quel temps, du reste, fut jamais plus propice, et quelles objections peut-on faire contre la liberté?

Les partis contraires n'ont point disparu; mais leur existence n'a jamais été, sous un gouvernement fort de l'assentiment de la nation, un motif pour retarder les réformes nécessaires.

Nous en avons un exemple à nos frontières. L'Italie est fondée d'hier. Les partis qui l'agitent s'attaquent même à son unité. Cependant son gouvernement n'a pas enlevé la liberté de la presse, la liberté de réunion et d'association aux partisans du roi de Naples, aux partisans des ducs de Toscane, de Parme et de Modène. Ses ennemis en sont-ils plus redoutables? Non. Le nouveau royaume s'affermir, grandit et prospère avec la liberté.

Les partis qui divisent la France sont-ils plus dangereux?

Examinons ces ennemis terribles qu'invoquent à tout propos les orateurs du gouvernement.

IV

Le parti légitimiste?...

Il y a là des traditions de famille, de pieux souvenirs représentés par des hommes dignes de toute estime, des chefs, un brillant état-major, mais pas d'adhérents. Si quelques rares prosélytes viennent se rallier à ce parti, ce sont des parvenus à particule douteuse, des anoblis de fraîche date, qui veulent faire croire que leur blason bourgeois était aux croisades et qui s'efforcent de persuader que leur foi politique est un legs de leurs aïeux.

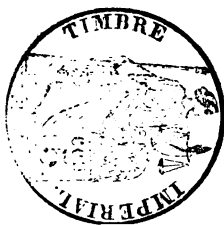
Quel usage pourront faire les légitimistes de la liberté accordée?... Proposer de faire revenir un illustre exilé? La France n'ira pas exposer son repos, sa prospérité, uniquement pour couronner un prince qu'elle ne connaît pas.

Craint-on le parti républicain?

Mais, entre les républicains et les bonapartistes, il n'y a qu'un malentendu. Ils ont eu les mêmes jours d'épreuves et de combats. Pourquoi resteraient-ils divisés, si l'empire triomphant donne la liberté?

La république est une forme de gouvernement, mais ce n'est pas la liberté; et le jour où l'empire sera à la tête des idées de 1789, ce parti perdra ses soldats. Si, au suffrage universel, au droit de discuter ses intérêts (*loi sur les coalitions*), aux moyens de s'organiser (*loi sur les sociétés ouvrières*), le peuple joint les libertés politiques, le croit-on assez insensé pour désertar ses ateliers, descendre dans la rue, bouleverser la société, gaspiller ses chances de bien-être et de fortune, pour le triomphe d'une idée, qui aurait pour seul résultat d'amener au pouvoir quelques avocats ou journalistes ambitieux?

Sans doute, de ce parti, il pourra rester un groupe de rêveurs, d'apôtres, d'illuminés, qui vivront dans le passé, caressant une forme de gouvernement idéal. Mais en quoi l'empire aura-t-il à redouter ces amoureux des institutions de Sparte et de Rome?



Les orléanistes sont donc ceux qui retarderaient l'avènement de la liberté?

Mais leur parti ne représente pas un principe, et c'est au nom d'un principe qu'une révolution se fait.

La branche cadette des Bourbons ne peut invoquer :

Ni la légitimité qu'elle a violée;

Ni la liberté qu'elle a méconnue;

Ni la souveraineté nationale qu'elle ne donnait qu'à deux cent mille électeurs.

Son seul titre de gloire est d'avoir pendant dix-huit ans pratiqué, avec mille craintes et mille restrictions pourtant, ces franchises constitutionnelles qui ne lui ont été fatales qu'à cause de son origine et de son entêtement à ne pas satisfaire aux vœux de la nation.

Du jour où l'empire donnera la liberté, ce parti sera dissous. Il n'aura plus pour représentants que des serviteurs qu'il faudra honorer dans leur fidélité, que des vieillards qu'il faudra respecter dans leurs illusions; mais il n'aura rien de cette force morale, de ce prestige qui conquiert les esprits et les cœurs.

Les trois partis, aujourd'hui coalisés contre la dynastie, malgré leurs aspirations et leurs intérêts contraires, seront divisés du jour où le pouvoir aura effacé de leur programme le seul mot qui puisse les rassembler. Si républicains, orléanistes, légitimistes, sont réunis contre l'empire, c'est qu'ils ont pour drapeau commun ce mot magique qui leur donne des soldats : La liberté!

Que l'empire leur prenne ce mot de ralliement; qu'il se mette à la tête des idées libérales; qu'il ne craigne pas, lui, issu du suffrage populaire, les obstacles où se sont brisés les pouvoirs de la restauration et de la monarchie de Juillet, et qu'il achève sans crainte et sans faiblesse l'œuvre de 1789.

Alors, aux rayons de la liberté, s'évanouiront les vains fantômes des partis contraires, comme, au soleil levant, s'évanouissent les fantômes de la nuit, fils de l'erreur et de la crainte.

V

La mobilité de notre esprit public est, après l'existence des partis contraires, l'argument favori des amoureux du *statu quo*.

Après soixante-dix ans de révolutions, après avoir tour à tour connu « l'excès ou l'abus de la domination de la part du souverain, l'excès ou l'abus de la liberté de la part des sujets (1), » est-il donc étonnant que le tempérament politique de la France soit encore sujet aux défaillances?

Si un secret malaise nous tourmente, n'est-ce pas, ainsi que l'a dit l'Empereur lui-même, parce que le grand mouvement de 1789, n'est pas encore achevé (2)?

C'est là qu'il faut chercher la cause de nos agitations sans cesse renaissantes, et le grand malheur de notre patrie est de n'avoir pas trouvé un gouvernement assez intelligent pour se mettre résolument à la tête des grands intérêts de la civilisation.

Pour fortifier notre esprit public, le Gouvernement doit nous initier par de sages réformes aux institutions des peuples libres et ne pas attendre, ainsi que le lui reprochait M. Émile Ollivier, que, « par un miracle, l'habitude de la liberté et les mœurs de la liberté aient été acquises sans avoir été pratiquées (3). »

Nous savons que, pour ajourner nos libertés, on ajoute que les mœurs publiques ne peuvent se former que lentement dans un pays profondément démocratique et dépourvu du contrepoids utile d'une aristocratie.

Comme pouvoir politique, la *Noblesse* est morte en France, et les hommes d'État ne peuvent avoir la prétention de la reconstituer, ou de reculer indéfiniment les réformes sous ce prétexte.

Qu'il nous soit permis de dire que MM. Rouher et de Persigny ont

(1) Le chancelier d'Aguesseau.

(2) « La révolution sociale a triomphé malgré nos revers, tandis que la révolution politique a échoué malgré les victoires du peuple. »

(Idées Napoléoniennes.)

(3) Discours du 49 mars 1866.

méconnu la grandeur de notre bourgeoisie et son rôle dans l'exercice du suffrage universel.

La bourgeoisie n'est plus, comme en d'autres temps, confinée dans un pays légal, dont les frontières ne s'abaissaient que devant le chiffre de la fortune. Aujourd'hui elle se compose de tous les représentants de la propriété, des professions libérales, du commerce et de l'industrie. Ses rangs se grossissent chaque jour de nombreux travailleurs qui s'élèvent par l'ordre, la conduite et le talent. Cette bourgeoisie a ses traditions glorieuses. De concert avec nos rois, elle a fondé l'unité nationale. De concert avec le peuple, elle a fondé la société moderne. Elle a donné à tous nos gouvernements d'éminents ministres, et les plus éloquents et les plus habiles conseillers du second empire appartiennent à cette classe moyenne qui, s'il était nécessaire, serait entre la masse de la nation et le pouvoir un intermédiaire suffisant.

Au surplus, nous ne croyons pas que le suffrage universel exige ce luxe de précautions, de dignes, de contrepoids, dont l'éloquent ministre d'État a parlé au Corps législatif, et que l'exercice de ce droit ne soit compatible qu'avec une grande concentration d'autorité dans les mains du pouvoir.

N'est-ce pas le suffrage universel qui a fondé l'empire ?

Les ministres de l'Empereur ont-ils perdu le souvenir et la reconnaissance de « la confiance absolue, la fidélité touchante avec laquelle, dans « la paix ou dans la guerre, dans les mauvaises comme dans les bonnes « circonstances, le peuple français n'a cessé de le (l'Empereur) soutenir, « de l'entourer, de le défendre (1). »

On parle de notre esprit public comme d'un danger, et cependant les rapports officiels ne constatent-ils pas avec éloges que les impôts se perçoivent sans difficulté, que la justice se rend sans obstacle, que nos institutions se pratiquent sans trouble, et qu'enfin une répression politique est chose inconnue au second empire ?

Depuis dix-huit ans, le suffrage universel fonctionne avec un calme, une dignité admirables. Des millions d'électeurs exercent leurs droits de

(1) Circulaire de M. de Persigny aux Préfets, 9 mai 1863.

citoyens sans que l'opinion publique ait à regretter une seule violence, une seule émeute.

Ne sont-ce pas là des symptômes encourageants et quel *âge d'or* rêvent donc nos hommes politiques, s'ils ne trouvent pas les circonstances favorables à l'extension de nos libertés ?

Invoquer le suffrage universel comme obstacle, ce serait manquer de mémoire et de gratitude, ce serait aussi et surtout manquer d'habileté, car c'est en France principalement que les ministres doivent s'inspirer de ces paroles de Napoléon III : « Surtout ne craignez pas le peuple, il est « plus conservateur que vous (1). »

VI

Lorsque nous parlons de réformes libérales, il ne faut pas croire que nous désirons une modification radicale de la Constitution. Les demandes du Tiers-Parti sont plus modestes et plus pratiques. Aussi, nous ne comprenons pas l'émotion qu'elles ont excitée dans le monde officiel.

« La passion fait sentir, mais jamais voir, » a dit Montesquieu. Quelques orateurs de la majorité, et l'honorable ministre d'État, ont prouvé la vérité de cette maxime, en combattant l'amendement du Tiers-Parti avec une ardeur qu'aurait seule expliquée l'approche d'une catastrophe.

Un vœu respectueusement exprimé au souverain qui a prononcé ces belles paroles : « Ma tâche sera de prendre constamment le sage progrès « de l'opinion publique pour mesure des améliorations, » n'a rien qui justifie l'émotion apportée dans les débats du 19 mars.

L'honorable M. Rouher a parlé d'abdication, d'appel au peuple :

« Il faut avoir plus de courage, a-t-il dit ; conseillez-lui d'imiter Char-
« les-Quint, c'est plus digne de son nom, de son caractère, de sa gloire...
« S'il (l'Empereur) consultait le peuple, si, cédant à je ne sais quelle
« émotion, à quelle sollicitude de voir incessamment et à chaque session
« son pouvoir contesté, il disait au peuple souverain : Jugez-moi ! oh !

(1) *Idées Napoléoniennes.*

« le peuple tout entier lui répondrait par la confirmation de ses pouvoirs! »

Certes! Et c'est parce que nous sommes convaincus que le peuple entier acclamerait de nouveau l'Empereur, que le peuple est pour lui et avec lui, que nous concluons que la liberté est sans danger et qu'elle ne doit pas être retardée.

D'ailleurs, pourquoi confondre deux choses que l'on peut séparer, l'amour du prince et l'amour de la liberté. Êtes-vous donc de cette vieille école d'hommes politiques dont vous racontez sans cesse l'histoire; et croyez-vous que ce que gagne la liberté soit perdu par l'autorité? Faut-il conclure, parce que le peuple admire et aime le souverain, qu'il renie les principes pour lesquels il a combattu et souffert?....

Si demain l'Empereur parcourait la France, si les populations l'accueillaient avec l'enthousiasme qu'il mérite et avec les plus éclatants témoignages de leur affection, seriez-vous donc aussi aveugles que les courtisans de Charles X, penseriez-vous que la France renie la liberté, et conseilleriez-vous au souverain de revenir en arrière? Rappelez-vous le voyage d'Alsace en 1828, et rappelez-vous que, pour s'être mépris sur les sentiments du peuple, les serviteurs de la branche aînée conseillèrent un coup d'État qui devait faire disparaître la dynastie dans une révolution.

Les demandes du Tiers-Parti ne justifient pas, du reste, l'emploi d'aussi grands mots : *Une abdication! un appel au peuple!* Qu'on nous permette de le dire : si le pays était appelé à voter, non pas sur la confirmation des pouvoirs de l'Empereur, que personne ne conteste, mais sur l'opportunité des réformes libérales, peut-être que la majorité des électeurs n'adopterait pas les théories du ministre d'État.

La France accueillerait avec reconnaissance :

1° Un sénatus-consulte étendant les prérogatives des Chambres, chargeant les ministres d'expliquer leurs actes ;

2° Des lois réglant la liberté de la presse, la liberté de réunion et d'association.

Ces réformes n'ont rien d'inconciliable avec l'empire. En effet, M. de Persigny, un serviteur dévoué de l'Empereur, disait au Sénat : « Quant

« aux libertés accessoires, la liberté de la presse, la liberté d'association ,
« le droit d'interpellation, en quoi les doctrines de l'empire les repous-
« sent-elles (1)? »

Ce sont ces libertés *accessoires*, mais indispensables à l'exercice des droits politiques, que l'opinion publique demande respectueusement à l'Empereur, comme complétant la Constitution qui *reconnait, confirme et garantit les grands principes proclamés en 1789* (2).

La plupart de ces principes sont, nous le reconnaissons, maintenus, confirmés et appliqués dans nos lois. Nous demandons seulement à l'administration une interprétation plus libérale, une pratique plus intelligente des principes reconnus (3).

Quant aux améliorations demandées, et que l'honorable M. Rouher trouve inutiles ou dangereuses, nous allons les examiner.

VII

Dans tous les pays modernes, les constitutions donnent aux mandataires de la nation :

(1) Discours du 14 février 1863.

(2) Ces principes sont au nombre de douze :

- 1° La souveraineté de la nation et la séparation des pouvoirs ;
- 2° Le vote de l'impôt par les représentants de la nation ;
- 3° La responsabilité des agents du gouvernement ;
- 4° L'égalité civile ;
- 5° La sûreté et la liberté individuelles ;
- 6° La liberté religieuse ;
- 7° La liberté de la presse ;
- 8° Le droit de réunion ;
- 9° Le droit de pétition ;
- 10° L'inviolabilité de la propriété ;
- 11° L'indépendance et la gratuité de la justice ;
- 12° Institution d'une force publique essentiellement obéissante.

(3) Ce ne sont pas seulement les lois qui protègent les citoyens, c'est aussi la manière dont elle sont exécutées, c'est la manière dont le gouvernement exerce le pouvoir.

(NAPOLÉON III. — *De la liberté individuelle en Angleterre.*)

Un droit : — celui de voter l'impôt et les lois;

Un devoir : — celui de faire connaître au souverain les vœux du pays (1).

Aux termes de la Constitution de 1852 (2), complétée par le décret du 24 novembre 1860, le Corps législatif possède ces deux attributions; malheureusement il ne les pratique qu'avec des restrictions fâcheuses.

1^o Il ne peut amender les lois qu'avec l'assentiment du Conseil d'État, qui a la liberté absolue, non-seulement de repousser les amendements, mais d'empêcher aussi qu'ils soient soumis à la délibération, même lorsqu'ils ont été adoptés par la commission chargée d'examiner le projet (3);

2^o Il n'exerce pas dans le vote du budget une action suffisamment efficace; car si le Conseil d'État n'adopte pas ses modifications, il ne peut refuser le crédit qu'il désapprouve qu'en rejetant toute une section;

3^o Il ne peut interroger le Gouvernement sur la conduite des affaires du pays, que pendant la discussion de l'adresse et celle du budget.

Pour que le Corps législatif exerce ses attributions avec l'autorité nécessaire, il faut lui reconnaître :

Le droit d'amendement;

Le droit de prescrire l'emploi des fonds;

Le droit d'interpellation.

Droit d'amendement.

Les députés devraient avoir pour le vote des lois les mêmes prérogatives que les sénateurs pour le vote des sénatus-consultes (4).

Le droit d'amendement s'exerce au Sénat, sans qu'il soit nécessaire de l'assentiment de la commission et du Conseil d'État, et avec cette seule restriction que les amendements produits pendant la discussion doivent

(1) Trois gouvernements seulement méconnaissent ces principes en Europe : la Turquie, le Saint-Siège et la Russie.

(2) Art. 39.

(3) Art. 40 de la Constitution; art. 58, 59, 60, 64 du décret du 3 février 1861.

(4) Art. 48 du décret du 3 février 1861.

être appuyés de cinq membres et communiqués aux commissaires du Gouvernement.

De 1830 à 1854, la présentation inopinée d'un amendement pouvait changer l'économie d'un projet de loi. Pour prévenir cet inconvénient, nous pouvons admettre la nécessité de l'approbation de la commission du Corps législatif, mais nous nous refusons à comprendre la prépondérance du Conseil d'Etat, qui ne représente que la volonté du Gouvernement.

Droit de prescrire l'emploi des fonds.

Les conditions dans lesquelles se vote le budget, restreignent le droit de contrôle du Corps législatif, et, en cas de dissentiment avec le Conseil d'Etat, lui rendent difficile la pratique de ses prérogatives.

Le budget des dépenses présenté au Corps législatif avec ses divisions en sections, chapitres et articles, est voté par section (1).

Des décrets impériaux, rendus en Conseil d'Etat, règlent la répartition des crédits alloués pour chaque section (elles sont au nombre de 66) et autorisent au besoin des virements d'un chapitre à un autre dans le budget de chaque ministère.

De 1852 à 1864, le budget se votait par ministère (2), ce qui gênait la liberté d'appréciation du Corps législatif dont les réclamations ont amené le sénatus-consulte de 1864.

Les inconvénients signalés n'ont pas disparu, ainsi que le prouve la citation suivante :

« Le Gouvernement continue à se mouvoir librement dans les limites des crédits affectés à chaque ministère, puisqu'il peut autoriser les virements entre tous les chapitres d'un même ministère.

« *La spécialité des ministères* reste donc en vigueur, nonobstant l'introduction du vote par section, au lieu du vote par ministère. Ce changement n'a eu d'autre but que de donner au Corps législatif une action

(1) Art. 42 du sénatus-consulte du 31 décembre 1864.

(2) Art. 42 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852.



« plus efficace sur les finances publiques, en lui permettant de rejeter un
« crédit qui lui déplairait, sans être obligé de rejeter le crédit total d'un
« ministère (1). »

C'est une illusion que de penser que la tâche des députés est facilitée par ce nouveau système.

En cas de désaccord avec le Conseil d'Etat, le Corps législatif n'éprouve pas moins d'embarras à rejeter des sections aussi importantes par exemple que la 3^e du ministère de la Guerre, qui est de 271,551,478 fr. (2); la 2^e du ministère de la Justice, 27,404,260 fr. (3); la 3^e du ministère de l'Instruction publique (4), qu'à rejeter un ministère tout entier. Dans l'un ou l'autre cas, le rejet aurait pour résultat de désorganiser un grand service public et de placer le Gouvernement dans l'alternative fâcheuse, ou de céder après un éclat regrettable, ou de dissoudre la Chambre.

Sans revenir à la spécialité des *Chapitres législatifs* réglée par la loi des comptes du 29 janvier 1831 (art. 41 et 42), nous croyons que, pour accorder au Corps législatif l'influence qu'il doit avoir en matière de finances, il faut :

4^o Augmenter dans de grandes proportions le nombre des sections;

(1) CABANTOUS, *Traité de droit public et administratif*.

(2) La 3^e section du ministère de la Guerre s'élève à 271,551,478 fr. et comprend : Solde et prestation en nature. — Habillement et campement. — Lits militaires. — Transports généraux. — Recrutement et réserve. — Justice militaire. — Remonte générale. — Harnachement.

(3) La 2^e section du ministère de la Justice (Cours et tribunaux) s'élève à 27,404,260 fr. Le budget total du ministère est de 33,073,740 fr.

(4) La 3^e section de l'Instruction publique, sur un budget total de 49,918,424 fr. s'élève à 7,493,074 fr., et comprend : École normale supérieure. — Facultés. — Bibliothèques de l'Université. — Encouragement aux membres du corps enseignant et souscriptions aux ouvrages classiques. — Institut impérial de France. — Académie de médecine. — Collège de France. — Muséum d'histoire naturelle. — Établissements astronomiques. — Écoles des langues orientales vivantes. — Bibliothèque et musée d'Alger. — École des Chartes. — École d'Athènes. — Bibliothèque impériale. — Dépenses ordinaires. — Confection des catalogues. — Bibliothèques publiques. — Sociétés savantes. — Subvention au *Journal des Savants*. — Souscriptions scientifiques et littéraires. — Encouragements aux savants et gens de lettres. — Voyages et missions scientifiques. — Recueils et publications de documents inédits de l'histoire de France.

2° Restreindre aux chapitres d'une même section le droit de virement qui permet aujourd'hui de modifier l'économie du budget au lendemain du vote législatif.

Droit d'interpellation.

Après le vote des lois et de l'impôt, le Corps législatif a une mission d'un ordre non moins élevé, non moins utile, celle de faire connaître au souverain l'opinion publique, et de contribuer par ses avis et ses conseils à la conduite des affaires du pays.

Dans les discussions relatives au vote de l'adresse et du budget, le Corps législatif trouve une occasion de traiter toutes les questions de politique et d'administration. Ces discussions, nous l'avons vu, sont approfondies et complètes. Mais en dehors d'elles, les députés n'ayant aucune autre occasion d'aborder la politique générale, sont exposés à traiter les questions, ou prématurément, à l'occasion de l'adresse, ou trop tard, lors du vote du budget.

La restitution du droit d'interpellation permettrait aux représentants de la nation d'intervenir, autrement que pour exprimer une approbation inutile, ou des regrets stériles.

Cette année, la question du Mexique n'a pu être traitée au moment de l'adresse et il faudra, pour que la Chambre intervienne, que le gouvernement lui-même provoque des explications. Il le fera très-loyalement, nous en sommes certain, mais y aurait-il des inconvénients à ce que la question fût posée par interpellation?

L'opinion publique se préoccupe aussi et avec raison, des incidents belgiques qui, depuis le vote de la loi du contingent, se sont produits au-delà du Rhin et des Alpes.

Le Corps législatif pourrait soulever une discussion utile qui servirait à calmer les craintes exagérées, ou à provoquer l'adoption des mesures nécessaires. Ces questions, les députés auront assurément la possibilité de les traiter... Seulement ce sera lors de l'examen du budget, c'est-à-dire trop tard peut-être.

Le droit d'interpellation n'est donc pas une prérogative aussi inutile que l'assure l'honorable M. Rouher, qui prétend que la session est une *interpellation continue* (1). Interpeller n'est rien. Pouvoir le faire à temps, voilà la garantie précieuse et le droit désirable.

Ce droit serait, du reste, réglementé dans la pratique. Toute demande d'interpellation pourrait être signée de cinq membres et soumise à la Chambre qui déciderait, après avoir entendu sommairement les commissaires du gouvernement, si l'interpellation doit avoir lieu.

De cette manière disparaîtraient les objections présentées par les orateurs officiels, qui, par une tactique qui leur est familière, ont insisté dans la dernière session sur la multiplicité des interpellations qui troublaient les Chambres à d'autres époques. C'est confondre dans une même et injuste réprobation *l'usage* et *l'abus*.

VIII

La participation plus directe des Chambres à la politique générale du gouvernement (2) implique l'envoi des ministres à portefeuille devant le Sénat et le Corps législatif.

L'intervention du Conseil d'État dans les débats législatifs, tradition du premier empire, heureusement appliquée dans notre Constitution, n'est vraiment utile que renfermée dans l'explication des lois.

Les conseillers d'État, administrateurs ou jurisconsultes distingués, discutent avec autorité lorsqu'il s'agit des lois qu'ils ont rédigées en modifiant quelquefois du tout au tout les projets ministériels. Ils cessent d'être dans leur rôle lorsqu'ils sont chargés de traiter les questions de politique intérieure ou extérieure, qu'ils connaissent seulement par les documents que le gouvernement leur remet et qu'ils ne sauraient exposer que d'après les instructions ministérielles.

Aussi, lorsque la discussion amène des incidents imprévus, les commis-

(1) Discours du 49 mars 1866.

(2) Préambule du décret du 29 novembre 1860.

saires du gouvernement n'interviennent pas immédiatement (comme cette année, dans la question du Sleswig-Holstein), ou ne peuvent opposer que de brillantes généralités à des faits articulés avec une minutieuse précision.

Le gouvernement est représenté, il est vrai, par des ministres qui ont une connaissance réelle et quotidienne de la politique générale, mais qui ne sauraient connaître tous les détails de l'administration d'un pays tel que la France.

Dans un chapitre de ses œuvres, l'empereur Napoléon III a raillé avec son incisif bon sens la condition malheureuse des hommes d'État parlementaires, forcés d'être tour à tour, suivant les circonstances, ministre des Finances, de la Marine ou des Travaux publics.

De nos jours, le ministre d'État et le président du Conseil d'État ont une mission autrement difficile, car ce n'est pas successivement, c'est en même temps qu'ils doivent s'occuper de tous les ministères, de façon à être en mesure de parler de l'administration militaire comme le ministre de la Guerre, des négociations diplomatiques comme le ministre des Affaires étrangères.

Une telle tâche serait au-dessus des forces humaines; aussi les ministres orateurs, outre les conseillers d'État, ont pour adjoints les secrétaires généraux des ministères.

Pourquoi refuserait-on de laisser les ministres prendre part, chacun en ce qui le concerne, aux discussions de l'adresse et du budget, et répondre aux interpellations, puisque par l'envoi de leurs principaux collaborateurs on a reconnu que l'explication des affaires n'était possible qu'à ceux qui les faisaient.

La première objection est que les ministres pourraient ne pas être orateurs. M. Rouher a prétendu qu'un homme politique, excellent dans la conduite des affaires, serait peut-être trop timide pour prendre la parole devant les Chambres.

Nous ne croyons pas qu'un ministre qui discute les affaires de son département devant le souverain en son conseil et devant le Conseil d'État, puisse être paralysé par sa timidité, au point de ne pouvoir donner un

renseignement, répondre à une interpellation. Un tel homme d'État serait assurément une exception, et ce n'est pas en vue des exceptions que sont fondées les institutions d'un pays.

Du reste, nous ne demandons pas de longs discours aux ministres, il suffit qu'ils prennent part aux débats, et que, par leur présence, ils donnent une autorité morale à leurs secrétaires-généraux et à leurs directeurs, qui continueraient à intervenir dans les discussions législatives. Nous serions les premiers à regretter que M. Dupuy de Lôme cessât de parler de constructions navales; M. Vandal, des postes; M. de Franqueville, des chemins de fer.

On objecte surtout que l'envoi des ministres devant les Chambres serait contraire à la Constitution.

Sans doute cette réforme ne peut être accomplie que par un sénatus-consulte qui, à l'article 44 de la Constitution (1), ajouterait les dispositions de l'article 69 de la Constitution de 1849 (2). Cette modification donnerait aux ministres le droit d'être entendus dans les Chambres et de se faire assister par des commissaires nommés par l'Empereur. Ce progrès n'aurait rien d'inconciliable avec l'esprit de nos institutions et la participation des MINISTRES A PORTEFEUILLE aux débats législatifs, ne serait pas plus inconstitutionnelle que ne l'était celle des MINISTRES SANS PORTEFEUILLE, ou que ne l'est aujourd'hui celle du ministre d'État et du président du Conseil d'État.

Il faut se défier de cette banale accusation qui fait de toute réforme une atteinte à la Constitution.

Notre Constitution ayant été déclarée perfectible par son illustre auteur, toute demande de modification est permise et légale, si elle est présentée avec convenance, respect et loyauté.

Soutenir la thèse opposée serait méconnaître l'esprit de sage pré-

(1) ART. 44. Les ministres ne peuvent être membres du Corps législatif.

(2) ART. 69. Les ministres ont entrée dans le sein de l'Assemblée nationale : ils sont entendus toutes les fois qu'ils le désirent et peuvent se faire assister par des commissaires nommés par décret du Président de la République.

royance qui a inspiré l'Empereur, et détruire une garantie précieuse pour l'avenir.

Il n'y a, selon nous, que les bases fondamentales soumises au suffrage populaire qui ne sauraient être discutées, puisqu'elles ne peuvent être modifiées que par un plébiscite, que l'initiative d'un simple citoyen ne peut provoquer.

Ces bases nous les respectons toutes (1).

En effet, nous maintenons le principe de la responsabilité de l'Empereur, comme un hommage à la souveraineté nationale et à la vérité historique; nous conservons l'intervention du Conseil d'État dans la discussion des lois; enfin nous ne demandons pas que les ministres cessent de dépendre du pouvoir exécutif seul.

L'envoi des ministres devant les Chambres aurait, à nos yeux, le grand avantage de dégager dans une mesure raisonnable la personnalité du chef de l'État qu'il y a intérêt à maintenir au-dessus des petites questions et du conflit des passions, et à n'engager que dans les résolutions qui importent à l'honneur de la France.

Ce résultat peut être atteint sans rétablir la responsabilité ministérielle du régime parlementaire et cette solidarité des membres d'un cabinet, qui avait pour conséquence absurde de rendre un excellent ministre des Finances, responsable des erreurs d'un ministre des Travaux publics.

Ce que nous désirons, c'est que les ministres s'expliquent devant les Chambres sur les actes qui engagent cette responsabilité que leur reconnaît M. Rouher, et qui est dans la logique des choses, car l'Empereur ne peut être responsable, ni de l'attitude provocante d'un ministre d'État (2),

(1) Ces cinq bases sont : 1° la responsabilité du chef de l'État; 2° des ministres dépendant du pouvoir exécutif seul; 3° un Conseil d'État préparant les lois et en soutenant la discussion devant le Corps législatif; 4° un Corps législatif discutant et votant les lois; 5° une seconde assemblée, pouvoir pondérateur, gardien du pacte fondamental et des libertés publiques.

(2) Nous n'avons pas besoin de faire remarquer que c'est une simple hypothèse : les orateurs officiels ont toujours su éviter les mots malheureux et les interruptions passionnées.

ni de la négligence d'un ministre de la Marine à sauvegarder la santé de nos soldats au retour des expéditions lointaines.

En vain objecterait-on que l'Empereur saurait se séparer d'un ministre maladroit ou impopulaire. Sans un débat contradictoire, le souverain ignorera la vérité, et le ministre, maître des avenues du pouvoir, pourra invoquer pour sa justification des arguments qui paraîtront suffisants, parce qu'ils seront sans réplique, ou taxer les accusations de manœuvres de parti.

L'honorable ministre d'État qui, comme M. de Persigny, est partisan de la séparation absolue des représentants supérieurs du pouvoir exécutif et du pouvoir électif, trouve inutile le contrôle des Chambres dans les questions ministérielles.

Le monde officiel s'abandonnerait à de naïves illusions, s'il croyait que les ministres, tenus aujourd'hui à l'écart des Chambres, peuvent exercer leur autorité sans le concours des représentants du pays.

Le contraire est évident.

M. Fould n'aurait pas gardé son portefeuille, si la conversion des rentes eût été rejetée par les Chambres.

Si un ministre de l'Intérieur, épris de la théorie de M. de Persigny, voulait choisir tous les maires en dehors des conseils municipaux, le Corps législatif n'aurait qu'à rejeter le budget de son ministère pour que le souverain dût se séparer d'un conseiller incompétent, ou dissoudre une Chambre rétive aux idées ministérielles.

Les combinaisons les plus ingénieuses ne peuvent, *en fait*, sinon *en droit*, empêcher ce résultat, qui n'a rien d'effrayant, car il ne faut pas croire que le contact des ministres et des Chambres soit la cause de la chute des gouvernements.

IX

La représentation nationale, en faisant connaître au gouvernement l'opinion publique, en l'éclairant sur les dangers de l'impopularité de la

politique adoptée dans ses conseils, exerce une attribution non moins utile au souverain dont elle sauvegarde le pouvoir, qu'au pays auquel elle épargne les horreurs et les déceptions des commotions civiles.

Mais, pour que les députés remplissent dans l'intérêt général ce devoir d'avertissement et de conseil, il ne suffit pas que leurs prérogatives soient augmentées, que leurs rapports avec le pouvoir soient rendus plus faciles, il faut aussi qu'ils soient en communication constante avec la nation.

Ce résultat n'est possible que si, à côté des libertés législatives, les lois du pays reconnaissent et garantissent aux citoyens le moyen de faire connaître leurs opinions par la liberté de la presse, car « une assemblée nationale sans la liberté de la presse ne sera jamais qu'une représentation infidèle (1) ; » et par le droit de réunion et d'association, qui est la « base fondamentale d'un gouvernement représentatif (2). »

Les partisans du *statu quo* ne peuvent invoquer contre ces libertés le respect dû à la Constitution, et la seule question qui se puisse débattre entre nous est la question d'opportunité et non de principe.

X

La liberté de la presse est, de toutes les conquêtes de 1789, la plus désirée et la plus redoutée.

Nous entendons parler surtout de la presse périodique, car les orateurs officiels veulent établir de subtiles distinctions entre la publication des livres qui serait seule soumise aux principes de 1789, et la publication des journaux qui serait régie par une législation spéciale, sous le prétexte que la presse périodique n'avait pas acquis à cette époque l'importance qu'elle a de nos jours.

Cet argument pêche par la base : ce n'est pas la lettre, mais l'esprit de la loi qui doit inspirer les hommes politiques sérieux, et assurément les législateurs de 1791 seraient fort étonnés d'apprendre qu'en garantissant

(1) M. de Malesherbes.

(2) NAPOLEON III, *Progrès du Pas-de-Calais*, 1843.

à tout homme, comme droit naturel et civil, la liberté d'écrire, d'imprimer et publier ses pensées, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par les lois, ils n'avaient pas garanti le mode de manifestation le plus facile et le plus utile de la pensée humaine.

Personne n'ignore en France les excès à craindre. La presse ne peut échapper aux lois des choses humaines ; elle ne peut pas être un instrument de civilisation, de morale et de progrès, sans que les passions n'y mêlent de grands abus. « Le public voudrait avoir les services qu'elle lui rend et les plaisirs qu'elle lui procure, sans en courir les risques et en supporter les fautes. C'est une vaine et utopique prétention : le bien et le mal se mêlent dans toutes les institutions et toutes les forces de ce monde ; on n'en recueille pas les fruits sans en accepter les charges, on n'en profite pas, sans en souffrir (4). »

Pour parer à ces défauts, faut-il la placer sous un joug de fer, lui ôter cette liberté qui seule fait sa vie, la tuer, en un mot, sans lui tenir compte de ses immenses bienfaits ?

Tous les esprits élevés qui se sont occupés de cette liberté, ont tous conclu, après avoir pesé le pour et le contre, que la somme du bien l'emportait sur celle du mal, car, suivant M. de Tocqueville : « Si le progrès est difficile avec elle, il est impossible sans elle. »

Sans abuser des citations de tous les auteurs, nous exprimerons notre opinion en empruntant l'argumentation à un homme dont on ne saurait suspecter le dévouement aux idées monarchiques, puisqu'il a eu l'honneur d'être un des défenseurs du roi Louis XVI, et de mourir sur l'échafaud pour cette royauté qui n'avait pas toujours écouté ses conseils (2).

« La discussion publique des opinions, écrit M. de Malesherbes, est un moyen sûr de faire éclore la vérité, et c'est peut-être le seul. Ainsi, toutes les fois que le gouvernement a sincèrement le noble projet de faire connaître la vérité, il n'a d'autre parti à prendre que de per-

(4) M. Guizot.

(2) Nous nous sommes inspiré de l'étude publiée sous ce titre : *M. de Malesherbes et la liberté de la presse*, par un des plus intelligents magistrats de la Cour de Paris, M. Oscar de Vallée.

« mettre à tout le monde la discussion sans aucune réserve, par conséquent
« d'établir la liberté de la presse...

« ... Il reste à savoir si cette liberté d'écrire n'a pas de si grands inconvénients que, malgré les avantages qu'elle présente, il faille la limiter.
« Les partisans de la liberté diront sans doute que ceux qui sont si
« frappés de ces inconvénients, sont ceux mêmes qui ont grand intérêt à
« ce que bien des vérités ne soient pas connues : par exemple, les administrateurs de l'État, qui ont toujours eu une grande aversion pour les
« discussions qui pourraient soumettre leur conduite à la censure
« publique...

« ... On craint de décrier le gouvernement, comme si, dans l'état actuel,
« il n'était pas toujours blâmé, quelque opération qu'il fasse, ou quelque
« parti qu'il prenne, parce que ceux qui s'en plaignent parlent très-haut, et que les indifférents ne sont pas assez instruits pour
« prendre le parti des ministres lorsqu'ils ont raison. M. Colbert a été
« détesté pendant sa vie et insulté après sa mort, quoiqu'il ne fût pas
« permis d'écrire contre lui. Que serait-il arrivé de pis, si la presse avait
« été libre? N'est-on pas fondé à croire, au contraire, que si le public
« eût été mieux instruit, une administration telle que celle de M. Colbert
« aurait trouvé des partisans, comme des détracteurs, et que les sentiments auraient été partagés?...

« ... Ce qu'il importe au public, c'est que le vrai soit connu; il le
« sera toujours, quand on permettra d'écrire, il ne le sera jamais sans
« cela. »

Ces paroles, écrites de 1750 à 1788, n'ont rien perdu aujourd'hui de leur force et de leur vérité, et, sans prolonger la discussion sur les inconvénients et les avantages de la liberté de la presse, nous concluons par ces paroles d'un écrivain dont le gouvernement ne peut nier l'esprit élevé et le sens politique : « La liberté est un vain mot, si l'on ne peut
« exprimer par écrit ses pensées et ses opinions (1). »

(1) NAPOLEON I^{er}, *Considérations sur la Suisse*.

XI

Nous savons que la liberté d'écrire inspire des craintes exagérées plus ou moins sincères. Elle a été accusée d'être la cause de la chute de la restauration et de la monarchie de Juillet, qui, nous l'avons dit, étaient pour d'autres motifs condamnées à périr.

La presse n'est pas cet instrument d'agitation et de mort que Grégoire XVI, dans son Encyclique du 15 août 1832, appelait « une exécrable chose, dont on ne saurait jamais avoir assez d'horreur (1). » Son malheur est de n'avoir jamais été pratiquée dans des circonstances favorables. Proclamée au lendemain de crises sociales et politiques, de désastres nationaux et de révolutions, elle ne pouvait s'établir de façon durable. Comment, en effet, la libre discussion se serait-elle exercée sans péril pour l'ordre, sans commettre des excès provoquant des réactions, alors que l'autorité n'avait point affermi son pouvoir, que les esprits ne s'étaient pas apaisés, que se débattaient encore les questions irritantes ?

Aujourd'hui, la situation est favorable à une expérience décisive et sans danger. Le calme règne à l'intérieur, et les institutions impériales se sont assez hautement affirmées pour que les chefs des partis contraires aient pu leur prêter serment. Il appartient à un prince aussi haut placé dans l'estime et dans l'amour du peuple que l'Empereur, d'amener la France à l'usage de cette liberté de la presse qui, malgré ses abus, est l'indispensable attribut d'une société puissante et libre.

XII

Nous n'entendons pas, en parlant de la liberté de la presse, parler de cette liberté illimitée dont un éminent publiciste s'est fait le défenseur. Nous voulons seulement que les crimes ou délits commis par la presse ne soient définis, réprimés et punis, que par la loi. L'intervention de la

(1) Nunquam satis execranda et detestabilis libertas artis librorum.

magistrature peut seule « préserver la liberté de la presse des deux excès qui la compromettent toujours, l'arbitraire et sa propre licence (4). »

Le décret de 1852 n'a évidemment tenu compte que d'une de ces nécessités, et, pour interdire toute licence à la presse, il a établi un système qu'un des ministres de l'Intérieur a pu qualifier de *discretionnaire*.

Les dispositions de ce décret sont d'une simplicité draconienne.

Un journal ne peut être fondé qu'avec l'assentiment du gouvernement, après versement d'un cautionnement. Un décret impérial peut le supprimer du jour au lendemain. Le ministre de l'Intérieur a le droit de lui infliger des avertissements et de suspendre sa publication après deux avertissements, donnés quelquefois coup sur coup (comme au journal la *Presse*).

Nous ne nions pas que les circonstances n'aient pu justifier, il y a quatorze ans, l'établissement de cette législation exceptionnelle, nous croyons seulement que la situation permet aujourd'hui de renoncer à une loi d'exception et de revenir au droit commun.

Les orateurs officiels ne discutent pas cette opinion. Ils refusent d'affranchir les journaux en racontant les excès de la presse périodique ; mais ils ne veulent pas sérieusement examiner avec nous, et c'est là toute la question, si, rétablie aujourd'hui dans un moment de calme et d'apaisement, la liberté d'écrire présenterait les mêmes inconvénients et les mêmes dangers.

Nous concédons que le gouvernement a usé avec une modération relative de ses droits, mais en quoi ce fait intéresse-t-il le principe ?

En 1810, Napoléon I^{er} manifestait son mécontentement de ce que l'on n'avait pas fait de lois sur la presse. « La presse, disait-il au Conseil d'État, la presse, que l'on prétend libre, est dans l'esclavage le plus absolu ; la police cartonne, supprime comme elle veut les ouvrages, et même ce n'est pas le ministre qui juge, il est obligé de s'en rapporter à ses bureaux. Rien de plus irrégulier, rien de plus arbitraire que ce régime. » Et il ajoutait : « Je ne veux pas que ce pouvoir reste à mes successeurs, parce qu'ils pourraient en abuser (2). »

(1) Napoléon III, *Manifeste*.

(2) *Idées Napoléoniennes*, page 408.

Nous aussi, nous regretterions que le pouvoir exercé sur la presse depuis 1852, pût passer à des ministres qui n'auraient pas l'impartialité et la modération nécessaires, et qui ne seraient pas contenus par un prince aussi éclairé que l'Empereur.

La presse périodique est soumise à un régime discrétionnaire; en bon français, cela veut dire arbitraire.

Le recueil des avertissements donnés prouve en effet que la répression administrative n'a pas toujours eu cette unité de vues indispensable à un pouvoir qui juge et qui punit, et, par une singulière exagération de ses droits, le ministère de l'Intérieur en est venu à prétendre donner à des actes purement administratifs le caractère indiscutable de la chose jugée.

Cette prétention n'est pas soutenable.

Les ministres passent, les mauvais systèmes s'usent, et ce qui est vérité aujourd'hui pour M. de Lavalette, sera peut-être condamné plus tard par d'autres ministres et par une autre administration.

La magistrature qui est inamovible et placée en dehors des excitations politiques, peut seule être immuable dans ses principes, invariable dans son impartialité; et c'est pour cela que nous demandons énergiquement qu'en matière de presse, comme en toute autre matière, les citoyens ne subissent que l'application des lois prononcée par les tribunaux.

En donnant aux tribunaux le droit enlevé à l'administration de réprimer les écarts de la presse périodique, nous n'entendons pas réclamer une juridiction spéciale.

Nous séparant en cela de beaucoup de nos amis, nous ne voyons pas la nécessité de l'intervention du jury. En effet, pourquoi, dans notre société d'égalité, une législation privilégiée en faveur des écrivains?

Le droit commun suffit selon nous à garantir les immunités de la pensée écrite. La thèse contraire à la nôtre peut séduire en théorie, mais elle ne résiste pas à un examen impartial, car tout ce qui est exception est condamné par le bon sens.

Un citoyen qui, par ses paroles, dans un lieu public, attaquerait le gouvernement ou outragerait un fonctionnaire, serait traduit devant la police correctionnelle, et personne assurément ne le croirait soustrait

à ses juges naturels. Pourquoi le journaliste aurait-il le privilège d'une autre juridiction ? Serait-ce parce qu'il a été maître de peser davantage ses expressions, ou parce que ses attaques et ses outrages ont eu plus de publicité et de retentissement.

L'attribution aux cours d'assises de tout ce qui serait qualifié crime, aux tribunaux correctionnels de tout ce qui est délit, voilà les bases d'une loi sur la presse conforme aux principes de 1789.

L'administration ne conserverait que le droit de rectifier par des *communiqués* les assertions erronées.

Ce droit de réponse et de défense que possèdent en partie les simples citoyens serait reconnu au gouvernement sans aucune restriction et le refus seul d'une insertion entraînerait de plein droit la suppression du journal.

La nouvelle loi sur la presse supprimerait l'autorisation préalable nécessaire pour fonder un journal.

Quant au cautionnement, les uns, et nous avons nos sympathies pour cette manière de voir, partagent l'opinion exprimée par Napoléon III et en demandent l'abolition (1).

D'autres, se rappelant les excès de 1848 et la fondation des journaux comme le *Père Duchesne* et la *Canaille*, voudraient conserver le cautionnement comme garantie que la fondation d'un journal serait une entreprise sérieuse.

La nécessité de l'autorisation n'existant plus, le versement d'un cautionnement ne serait pas un obstacle à la libre discussion, car une opinion sérieuse réunira toujours les fonds nécessaires.

Enfin, cette législation pourrait donner au gouvernement la faculté de suspendre les garanties de la presse, dans le cas d'un grand danger public, tel qu'une guerre étrangère ou des troubles civils.

La sagesse de ces dispositions ne peut faire doute dans l'esprit de personne. L'histoire de tous les peuples offre des moments de crise où le salut de l'empire est la loi suprême. L'Italie en 1859, les États-Unis

(1) Le cautionnement pour les feuilles périodiques est aboli. (*Réformes nécessaires*, 1843.)

pendant la guerre de la sécession, n'ont pas hésité à conférer à leurs gouvernements des pouvoirs dictatoriaux et à faire le sacrifice momentané de quelques libertés, pour assurer le triomphe de la patrie.

XIII

La liberté de réunion et d'association que nous réclamons est un complément nécessaire de nos institutions.

Reconnue par la Constitution de 1791, qui accordait aux citoyens « le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, » elle n'est l'objet d'aucune disposition dans la Constitution de 1852. Fort de cette omission, on voudrait équivoquer sur les dates et prétendre que cette liberté n'est pas garantie à la France, comme n'étant pas explicitement comprise dans les principes de 1789, qui ne sont cependant que le préambule de la Constitution de 1791.

Si on le désire, nous ferons abstraction de l'histoire, mais alors nous demanderons pourquoi notre pays serait privé de droits politiques reconnus et pratiqués chez toutes les nations libres, en Angleterre, en Belgique, en Suisse, en Italie, en Allemagne, aux États-Unis, etc.

Aujourd'hui, d'après le décret organique du 25 mars 1852, combiné avec l'art. 294 du Code pénal, ainsi qu'avec la loi du 18 avril 1834, sont interdites : 1° les sociétés secrètes et politiques; 2° les associations de toute nature, sauf autorisation préalable; 3° toutes les réunions de plus de vingt personnes, de quelque nature qu'elles soient, sauf l'agrément du gouvernement et sous les conditions qu'il plaît à l'autorité de prescrire.

Nous pensons que la situation politique permet d'apporter, non-seulement dans la *pratique*, mais aussi en *droit*, des modifications à cette législation, et qu'il y a de grands progrès à réaliser, sans même demander tout ce que le prince Louis-Napoléon croyait, en 1843, indispensable à l'exercice du gouvernement représentatif.

Après avoir fait ressortir par la comparaison des institutions anglaises

et des nôtres les avantages de cette liberté (1), il s'exprimait ainsi : « Ne devons-nous pas rougir en songeant que, même l'Irlande, la malheureuse Irlande, jouit sous certains rapports de plus grandes libertés que la France de Juillet ?

« Ici, par exemple, vingt personnes ne peuvent se réunir sans l'autorisation de la police, tandis que dans la patrie d'O'Connell, des milliers d'hommes se rassemblent, discutent leurs intérêts, menacent les fondements de l'empire britannique, sans qu'un ministre ose violer la loi qui protège le droit d'association. Répétons-le donc, en terminant, la France n'est pas constituée selon ses mœurs, ses intérêts, ses besoins ; ni le pouvoir, ni la liberté ne sont solidement constitués. »

Pour nous, nous ne désirons pas que l'application des principes libéraux puisse aller jusqu'à compromettre la paix intérieure et nous serions le premier à donner au gouvernement le droit de suspendre la liberté de réunion et d'association, dans les mêmes circonstances que nous autoriserions la suspension de la liberté de la presse. Le maintien de l'ordre est une nécessité qui s'impose à tous les gouvernements, et, en Angleterre même, le ministère n'a pas hésité à restreindre d'urgence les prérogatives constitutionnelles dont jouissait l'Irlande dès que l'agitation provoquée par les fénians a semblé menacer les institutions du pays.

L'Empereur, dans le discours prononcé à l'ouverture de la session législative, a promis que l'administration faciliterait la pratique du droit de réunion et d'association, et le ministre de l'Intérieur, obéissant aux inspirations du souverain, a prescrit une interprétation plus libérale des lois sur la matière.

(1) « En Angleterre, la plupart des questions importantes avant d'être portées au Parlement, ont été approfondies et discutées dans une foule de réunions publiques ou privées, qui sont comme autant de rouages qui épluchent, broient et pétrissent la matière politique avant qu'elle ne passe sous le grand laminoir parlementaire.

« En France, au contraire, le député qui arrive à la Chambre, n'a entendu de controverse politique que dans son journal, et les occasions lui manquent pour approfondir l'opinion et pour s'exercer dans des luttes préparatoires à la grande lutte de la tribune. » (*Progrès du Pas-de-Calais*, 18 sept. 1843.)

Nous sommes profondément reconnaissant de l'initiative intelligente prise par le souverain, mais nous croyons à la nécessité d'une mesure plus radicale et à la réforme, non-seulement des errements administratifs, mais de la loi elle-même.

Nous comprenons que le gouvernement maintienne la prohibition absolue des sociétés secrètes, et qu'il soumette les associations non industrielles, commerciales ou de bienfaisance, à la formalité de l'autorisation.

Sauf ces restrictions, nous pensons qu'il est indispensable que la loi permette les associations :

1^o Comme conséquence de la liberté du commerce; car il est pénible de constater qu'en France, où le gouvernement veut établir la législation commerciale de l'Angleterre, les citoyens ne peuvent se réunir pour la discussion et la défense de leurs intérêts communs d'ordre économique.

Nous avons vu le gouvernement interdire la réunion des vificulteurs du Maconnais et de la Gironde, hommes parfaitement honorables, qui ne pouvaient assurément être soupçonnés d'arrière-pensée politique.

2^o Comme complément de la loi des coalitions; car il est illogique qu'au droit de refuser leur travail, les ouvriers ne joignent pas celui de se réunir et de s'entendre pour arrêter les conditions de la reprise de leurs travaux ou pour diminuer les souffrances de leur chômage.

La tolérance administrative aurait ce singulier résultat de passionner les esprits, car, par son refus ou par son autorisation, l'autorité semblera prendre parti dans les discussions économiques et protéger dans le premier cas, soit les producteurs, soit les consommateurs; dans le second cas, soit les patrons, soit les ouvriers.

Dans l'ordre politique, la nécessité de l'autorisation préalable créerait également des difficultés à l'administration et l'exposerait au reproche de partialité. Aussi, nous croyons nécessaire qu'une loi reconnaisse :

4^o Le droit de réunion pendant la période électorale; car le contact des candidats et des électeurs est indispensable à assurer la vérité des élections, les citoyens ne pouvant choisir leurs mandataires sans les connaître et sur la seule présentation des préfets;

2° Le droit de former des comités de patronage dans l'intérêt des candidats. Ces comités ne pourront jamais, s'ils bornent leur action à la durée de la période électorale et à l'étendue d'un même département, être assimilés à des associations ou à des réunions illégales.

Il est chimérique de craindre avec M. Baroche, « que ce droit n'amène
« des agglomérations de vingt à trente mille personnes se battant, non
« comme en Angleterre, à coups de poings et à coups de bâtons, mais
« avec des armes plus dangereuses et plus funestes (1). »

Nous répondrons, sans remonter plus haut que 1848, que l'élection du prince Louis-Napoléon n'a entraîné ni émeutes, ni massacres, bien que les partisans du général Cavaignac fussent au pouvoir, et que ceux du prince jouissent de la liberté de la presse et de la liberté de réunion et d'association. « Est-ce que ce n'est pas, au contraire, l'honneur de l'élection du dix décembre, écrit M. de Girardin, d'avoir eu lieu sans baionnettes, sans état de siège, en toute liberté de presse, en toute liberté de réunion? L'élection du dix décembre s'est accomplie dans le calme le plus exemplaire et avec une sagesse que la liberté anglaise n'a jamais égalée ni dans ses *meetings*, ni dans ses *hustings*. »

Les résultats de cette expérience faite dans un moment d'agitation profonde, d'effervescence générale, est un argument que nous invoquons en revendiquant des libertés que les gouvernements antérieurs ont pu redouter, mais que l'empire, issu du suffrage universel, doit donner, pour constituer, suivant l'expression de l'Empereur, *la France, selon ses mœurs, ses intérêts et ses besoins*.

XIV

L'accomplissement des réformes que nous venons d'examiner satisfait dans une juste mesure, les aspirations libérales du moment, et ferait disparaître le malaise dont souffre le pays qui a la conscience que nos

(1) Discussion de l'adresse, 1868.

institutions n'ont pas encore atteint leur forme définitive. Nous n'avons pas le *gouvernement personnel* : nous n'avons du régime représentatif que les dangers sans en avoir les avantages.

La prépondérance absolue exercée dans les conseils de la couronne par un ministre qui devient la personnification de la politique du gouvernement, qui, s'il est impopulaire, fait partager son impopularité au prince; qui, s'il tombe, entraîne dans sa chute la dynastie qu'il a servie; voilà les dangers du régime parlementaire.

Ont-ils disparu de notre organisation publique? Non certes, car le ministre d'État, qui partage déjà la haute direction des affaires, puisqu'il ne peut défendre que ce qu'il approuve, est appelé à exercer, s'il se trouve en face d'une régence ou d'un prince médiocre une influence plus grande que celle du président des cabinets parlementaires, plus grande que celle de M. de Polignac ou de M. Guizot.

La dynastie napoléonienne a eu le rare bonheur de commencer par deux grands hommes. Est-ce un motif pour que nos constitutions soient faites à leur image; et ne peut-on, sans être séditieux, supposer que leurs descendants n'aient pas leur génie? César eut-il des successeurs dignes de lui? Le fils de Charlemagne fut-il à la hauteur de son père?

Les institutions d'un pays ne sont pas fondées en vue d'un jour, d'un règne, d'un homme; elles sont faites pour être durables et doivent, pour résister au temps, être indépendantes des grandeurs et des faiblesses d'une existence humaine.

A tort ou à raison, on ne croit pas que notre système politique ait atteint cette stabilité qui est au-dessus des commotions d'un changement de règne. On redoute le moment où la France perdra la garantie que lui offre aujourd'hui le caractère du souverain. On se demande si l'organisation des rapports du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif, qui présente déjà des inconvénients que l'expérience révèle chaque jour, ne présentera pas alors de graves dangers. De là un sentiment de vague inquiétude et un désir contenu, mais profond, de voir les réformes de 1860 complétées dans un sens libéral, et le pays appelé par une sage extension de ses droits, à exercer, lors des échéances fatales, une action plus directe sur

la marche des affaires, un contrôle plus efficace sur les actes des dépositaires de l'autorité souveraine.

Le gouvernement ne peut négliger ces symptômes de l'état des esprits : il doit sortir de la situation actuelle par des résolutions énergiques et promptes.

Que doit-il faire ?

Remonter le courant, revenir sur le passé, détruire l'œuvre de cinq années, retirer les concessions récentes ? — Cette entreprise est trop insensée pour être examinée. On ne recommence pas, en pleine paix intérieure, le 18 brumaire ou le 2 décembre, au risque de trouver une catastrophe semblable à celle de 1830.

« Marcher, » poursuivre les réformes commencées, réaliser les progrès désirés, compléter l'œuvre de 1860, voilà la seule politique pour l'empire, car, « un gouvernement, s'il ne se met pas franchement à la tête des grands intérêts de la civilisation n'a qu'une durée éphémère (1). » Ce n'est pas nous qui l'avons dit, c'est l'Empereur lui-même.

Du reste, personne ne répudie ce programme libéral, et le monde officiel ajourne la liberté, mais n'ose pas la proscrire. La majorité de la Chambre affirme son amour pour le progrès ; le ministre d'Etat, après avoir consacré son discours du 19 mars à démontrer que les modifications réclamées étaient inutiles ou dangereuses, est forcé de rendre hommage au sentiment public qui s'impose à lui-même et termine son discours par une profession de foi libérale.

Puisque tout le monde comprend plus ou moins distinctement que l'affermissement de la dynastie est inséparable du développement de nos libertés, que la question à discuter est telle que la posait M. E. Ollivier dans son discours du 19 mars : « Si ceux qui pensent que l'Empereur peut donner la liberté triomphent, la dynastie sera fondée sur le roc : si ceux qui soutiennent que l'Empereur ne peut donner la liberté l'emportent, la dynastie est condamnée aux aventures. »

La seule proposition à discuter est donc celle-ci :

(1) NAPOLÉON III, *Fragments historiques*, page 243.

Faut-il prolonger le *statu quo* ?

Faut-il entreprendre immédiatement les réformes désirées ?

Prolonger la situation actuelle. — Pourquoi ?

Les questions politiques, suivant l'expression de M. Villemain, ne se suppriment pas, elles doivent se résoudre. Si l'Empereur ne donne pas la liberté, ce sera donc à ses successeurs à la donner. Mais cette œuvre leur sera-t-elle possible ?

Une régence, de quelque respect que la France l'entoure, n'aurait jamais la force du gouvernement actuel pour contenir les mauvaises passions.

Le successeur de l'Empereur arrivât-il au trône à l'âge mûr, n'aurait ni le prestige des services rendus, ni son autorité morale.

C'est donc à l'Empereur de donner la liberté, car il a le *droit qui vient du peuple et la force qui vient de Dieu*.

Investi des pouvoirs les plus grands après une crise redoutable, il a pendant quinze ans travaillé à calmer les passions hostiles, à rassurer les intérêts effrayés, à organiser un gouvernement fort et respecté. Il a la confiance des masses ; — il a été trois fois leur élu ; — il brille à leurs yeux d'un prestige acquis par les travaux de l'intelligence, les œuvres de la paix, les succès de la guerre.

Donner la liberté est donc sa mission ; il doit la remplir aujourd'hui ou demain.

Aujourd'hui ! Les aspirations sont contenues dans les limites du raisonnable et du possible, et si le gouvernement prend l'initiative des progrès à réaliser, il pourra modérer et diriger le mouvement libéral qui se produit, et ses concessions seront accueillies comme des bienfaits.

Demain !

Avez-vous cependant une pleine assurance
D'avoir assez de vie et de persévérance,
Et Dieu, qui tient votre âme et vos jours en sa main,
Promet-il à vos vœux de le pouvoir demain ?

(CORNEILLE).

.

Pour nous, nous avons confiance dans le succès des manifestations libérales du pays, car nous savons que l'Empereur sait s'élever au-dessus des défaillances intéressées et faire justice des alarmes exagérées.

L'opposition de personnages officiels trop dévoués n'ébranle pas nos convictions, et nous leur dirons ce que M. Gladstone disait aux conservateurs anglais :

« Vous ne pouvez vaincre l'avenir. Le temps est avec nous. Les grandes forces sociales dont le tumulte de nos débats ne peut ralentir la marche sont contre vous et suivent notre drapeau : ce drapeau peut aujourd'hui être renversé sur nos têtes, mais il se redressera bientôt vers le ciel et marchera vers une victoire, difficile peut-être, mais inévitable et prochaine. »

Quant à ceux qui, comme nous, ne séparent pas leur dévouement à l'empire de l'amour pour la liberté, nous les supplions de ne point se décourager, de persévérer dans la revendication calme et réfléchie de l'héritage de 1789. Nous avons le suffrage universel et la Constitution est perfectible, c'est assez dire que nos vœux peuvent s'accomplir pacifiquement. Ayons donc confiance dans l'avenir, « ne laissons pas accréditer chez nous et dans le monde cette funeste pensée qu'en France une révolution s'accomplit plus aisément qu'une réforme... Et cette réforme nous la demanderons avec calme, mais avec persévérance, et nous l'aurons, car ce que veut le peuple, Dieu le veut. (1) »

XV

Nous ne nous dissimulons pas les périls de la tâche que nous venons d'accomplir. Nous ne serions pas surpris que cette brochure fût présentée comme l'œuvre d'un ennemi.

Et cependant, n'est-ce pas faire acte de dévouement que de dire résolument la vérité ?

(1) M. Abbaticchi, député du Loiret, ministre de la Justice sous Napoléon III, au banquet d'Orléans, septembre 1847.

« Quel gouvernement, en effet, a su bon gré à ses amis, quand l'heure de l'épreuve est venue, de lui avoir trop ménagé les conseils et d'avoir moins cherché à l'éclairer qu'à lui plaire. C'est du côté du pouvoir que s'élèvent alors contre ceux qui l'ont trop approuvé, les plaintes les plus amères, sinon les plus légitimes. Quand Napoléon parlait de sa chute, ce n'était pas contre l'Europe, contre les ennemis déclarés du dehors et du dedans que s'exhalait surtout sa colère, ses plus amers reproches étaient réservés à ceux qui l'avaient trop docilement suivi dans ses erreurs, et dont l'approbation funeste avait duré aussi longtemps que sa fortune (1). »

En effet, ce qui renverse les monarchies, ce ne sont ni les imprudents, ni les impatients, ni même les oppositions factieuses ; ce sont les conseillers au dévouement servile, les amis au zèle aveugle, ce sont enfin les majorités faibles et passionnées.

Au risque de déplaire, nous n'avons pas hésité à signaler ce que nous croyons un péril. Nous sommes de ceux qui, affirment leur indépendance au temps de la prospérité, mais qui, au moment des épreuves, sauraient prouver un dévouement qui résisterait à l'adversité et qui ne changerait pas avec la fortune.

En écrivant cette brochure, nous avons obéi à cette conviction que, si nous exprimons l'opinion publique, nous aurons rendu un service au gouvernement ; que si nous nous sommes trompé, nous n'aurons nui qu'à nous-même.

Les lecteurs de bonne foi trouveront d'ailleurs à chaque page l'énergique affirmation de notre dévouement à deux grandes causes que nous avons servies dans le passé et que nous voulons dans l'avenir réunir dans un commun triomphe : l'Empire et la Liberté.

(1) M. Prevost-Paradol.



